

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN (HELABA)

Société de droit étranger : Membre de la C.E.E.  
Adresse du Siège Social : Neue Mainzerstrasse 52-58, D – 60311 Francfort-sur-le-Main.  
Adresse de la Succursale en France : 118, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris  
399 491 802 R.C.S. Paris.

(Exercice social du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016.)

#### I. — Compte de résultat.

(En millions d'Euros)	Notes	2016	2015	Variation	(En %)
Intérêts perçus		4 022	4 385	- 363	- 8,3
Intérêts versés		- 2 791	- 3 073	282	9,2
Revenus nets d'intérêts	(4), (24)	1 231	1 312	- 81	- 6,2
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit	(13), (25)	- 154	- 237	83	35,0
Revenus nets d'intérêts après provisions pour risques		1 077	1 075	2	0,2
Commissions perçues		538	567	- 29	- 5,1
Commissions versées		- 198	- 234	36	15,4
Produits nets sur commissions	(26)	340	333	7	2,1
Résultat net du portefeuille de transaction	(4), (27)	146	190	- 44	- 23,2
Résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)	(4), (8), (28)	51	22	29	> 100,0
Résultat net des opérations de couverture	(8), (29)	- 5	3	- 8	> - 100,0
Résultat net des immobilisations financières	(4), (30)	45	7	38	> 100,0
Résultat des entités mises en équivalence	(2), (31)	8	- 17	25	> 100,0
Autre résultat net d'exploitation	(15), (32)	119	173	- 54	- 31,2
Charges de gestion administrative	(33)	- 1 232	- 1 190	- 42	- 3,5
Résultat avant impôts		549	596	- 47	- 7,9
Impôts sur les bénéfices	(22), (34)	- 209	- 177	- 32	- 18,1
Bénéfice net consolidé de l'exercice		340	419	- 79	- 18,9
Dont : part des intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)		- 5	- 8	3	37,5
Dont : part du groupe (propriétaires de la société mère)		345	427	- 82	- 19,2

#### II. — État du résultat global.

(pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016.)

(En millions d'Euros)	Notes	2016	2015	Variation	(En %)
Bénéfice net consolidé figurant au Compte de résultat		340	419	- 79	- 18,9
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	(54)	- 168	77	- 245	> - 100,0
Impôts sur les bénéfices pour des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	(34)	48	- 23	71	> 100,0

Solde intermédiaire		- 120	54	- 174	> - 100,0
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :					
Gains/Pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente					
Gains (+)/Pertes (-) d'évaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente		79	- 60	139	> 100,0
Gains (+)/Pertes (-) reclassé(e)s en résultat net en cas de cession ou de dépréciation		- 16	- 2	- 14	> - 100,0
Variations liées aux écarts de conversion monétaire					
Gains (+)/Pertes (-) lié(e)s aux écarts de conversion monétaire sur les opérations internationales		7	9	- 2	- 22,2
Impôts sur les bénéfices des éléments qui seront reclassés en résultat net	(34)	- 14	19	- 33	> - 100,0
Solde intermédiaire		56	- 34	90	> 100,0
Autres éléments du résultat global après impôts		- 64	20	- 84	> - 100,0
Résultat global de la période		276	439	- 163	- 37,1
Dont : part des intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)			- 4	4	100,0
Dont : part du groupe (propriétaires de la société mère)		276	443	- 167	- 37,7

### III. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En millions d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/16	31/12/15	Variation	(En %)
Réserve de liquidité	(36)	3 096	1 909	1 187	62,2
Créances sur des établissements de crédit	(4), (37)	15 235	17 144	- 1 909	- 11,1
Prêts et créances sur des clients	(4), (38)	93 078	93 194	- 116	- 0,1
Dépréciation de créances	(14), (39)	- 772	- 986	214	21,7
Actifs détenus à des fins de transaction	(4), (40)	20 498	26 078	- 5 580	- 21,4
Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	(4), (8), (41)	4 024	4 376	- 352	- 8,0
Immobilisations financières	(4), (42)	25 771	26 575	- 804	- 3,0
Parts dans des entités évaluées par mise en équivalence	(2), (43)	25	34	- 9	- 26,5
Biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	(15), (44)	2 163	1 946	217	11,2
Immobilisations corporelles	(16), (45)	435	425	10	2,4
Immobilisations incorporelles	(17), (46)	113	141	- 28	- 19,9
Actifs d'impôts - impôts sur les bénéfices	(22), (47)	522	495	27	5,5
Autres actifs	(19), (48)	976	925	51	5,5
Total de l'actif		165 164	172 256	- 7 092	- 4,1

Passif	Notes	31/12/16	31/12/15	Variation	(En %)
Dettes auprès des établissements de crédit	(4), (49)	30 138	35 976	- 5 838	- 16,2
Dettes auprès des clients	(4), (50)	46 824	47 727	- 903	- 1,9
Dettes titrisées	(4), (51)	50 948	47 073	3 875	8,2
Passifs détenus à des fins de transaction	(4), (52)	18 713	22 423	- 3 710	- 16,5
Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	(4), (8), (53)	3 918	4 380	- 462	- 10,5
Provisions	(20), (21), (54)	2 319	2 089	230	11,0
Passifs d'impôts - impôts sur les bénéfices	(22), (55)	184	184	-	-
Autres passifs	(19), (56)	647	692	- 45	- 6,5
Capital subordonné	(23), (57)	3 623	4 036	- 413	- 10,2
Capitaux propres	(58)	7 850	7 676	174	2,3

Capital souscrit		2 509	2 509	-	-
Primes liées au capital social		1 546	1 546	-	-
Réserves constituées sur les bénéfices		3 521	3 398	123	3,6
Réserve de réévaluation		246	202	44	21,8
Réserve de conversion de devises		30	23	7	30,4
Participation ne donnant pas le contrôle		- 2	- 2	-	-
Total du passif		165 164	172 256	- 7 092	- 4,1

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur ; se reporter à la Note (1).

#### IV. — Variation des capitaux propres

(pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.)

(En millions d'Euros)	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la maison mère						Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital souscrit	Primes liées au capital social	Réserves constituées sur les bénéfices	Réserve de réévaluation	Réserve de conversion de devises	Solde intermédiaire		
Capitaux propres au 1er janvier 2015	2 509	1 546	3 030	249	14	7 348	2	7 350
Versement de dividendes			- 113			- 113		- 113
Résultat global de la période			481	- 47	9	443	- 4	439
Capitaux propres au 1er janvier 2016	2 509	1 546	3 398	202	23	7 678	- 2	7 676
Variations dans le périmètre de consolidation			2			2		2
Versement de dividendes			- 104			- 104		- 104
Résultat global de la période			225	44	7	276		276
Capitaux propres au 31 décembre 2016	2 509	1 546	3 521	246	30	7 852	- 2	7 850

#### V. — Tableau des flux de trésorerie

(pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.)

(En millions d'Euros)	2016	2015
Bénéfice net de l'exercice	340	419
Éléments non liquides dans le bénéfice net de l'exercice et rapprochement des flux de trésorerie dégagés sur les opérations d'exploitation :		
Amortissements, dépréciations d'actifs, provisions sur des créances et actifs immobilisés	240	569
Dotations/Reprises de provisions	245	155
Autres charges/produits non liquides	35	- 599
Résultat de cession d'actifs immobilisés	- 38	- 81
Autres ajustements	- 1 097	- 1 002
Solde intermédiaire	- 275	- 539
Variation des actifs et des dettes liée aux opérations d'exploitation après correction des composantes non liquides :		
Créances sur des établissements de crédit	1 898	3 271
Prêts et créances sur des clients	110	- 2 174
Actifs/passifs détenus à des fins de transaction	1 833	- 1 235
Autres actifs liés aux opérations d'exploitation	- 570	336
Dettes auprès des établissements de crédit	- 5 819	561
Dettes auprès des clients	- 881	2 509
Dettes titrisées	4 016	- 1 144
Autres passifs liés aux opérations d'exploitation	- 182	- 18
Intérêts et dividendes perçus	4 045	4 352
Intérêts versés	- 3 005	- 3 336
Impôts payés sur les bénéfices	- 201	- 242
Mouvements de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	969	2 341
Flux de trésorerie dégagés sur la cession des :		
Immobilisations financières	7 324	9 990
Immobilisations corporelles	-	3
Biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	44	49

Flux de trésorerie affectés à l'acquisition des :		
Immobilisations financières	- 6 364	- 9 944
Immobilisations corporelles	- 12	- 12
Biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	- 277	- 104
Immobilisations incorporelles	- 19	- 16
Incidences des variations du périmètre de consolidation :		
Flux de trésorerie affectés à l'acquisition de filiales et de sociétés associées	6	3
Mouvements de trésorerie liés aux opérations d'investissement	702	- 31
Versements de dividendes	- 104	- 113
Variations de flux de trésorerie liés aux autres opérations de financement (capital subordonné)	- 406	- 1 265
Mouvements de trésorerie liés aux opérations de financement	- 510	- 1 378
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 909	1 033
Mouvements de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	969	2 341
Mouvements de trésorerie liés aux opérations d'investissement	702	- 31
Mouvements de trésorerie liés aux opérations de financement	- 510	- 1 378
Incidences des variations de change, des réévaluations et des modifications du périmètre de consolidation	26	- 56
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	3 096	1 909
Dont :		
Situation de caisse	105	77
Avoirs auprès des banques centrales	2 991	1 832

Le tableau des flux de trésorerie présente la composition et les mouvements de trésorerie durant l'exercice. Les mouvements de trésorerie sont liés aux opérations d'exploitation, aux opérations d'investissement et aux opérations de financement.

Les mouvements de trésorerie liés aux opérations d'exploitation comprennent les flux de trésorerie (entrées et sorties de trésorerie) liés aux créances, aux dettes, aux actifs/passifs détenus à des fins de transaction et aux autres actifs et passifs. Les intérêts et les dividendes perçus et versés sur les opérations d'exploitation sont présentés séparément. Les autres ajustements concernent les revenus nets d'intérêts et les impôts sur les bénéfices hors impôts différés.

Les mouvements de trésorerie liés aux opérations d'investissement comprennent les flux de trésorerie liés aux immobilisations financières, aux immobilisations corporelles, aux immobilisations incorporelles et aux biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier ainsi que les flux de trésorerie affectés à l'acquisition de filiales et de sociétés associées et les flux de trésorerie dégagés sur la cession de filiales et de sociétés associées. Pour de plus amples informations sur l'acquisition et la cession de sociétés consolidées, se reporter à la Note (3) de l'Annexe aux Comptes annuels consolidés.

Les mouvements de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les flux de trésorerie liés au capital subordonné. Le versement de dividendes opéré au cours de l'exercice et la trésorerie affectée aux apports tacites figurant dans les capitaux propres sont également présentés dans les mouvements de trésorerie liés aux opérations de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie correspondent à la réserve de liquidité, qui est composée de la situation de caisse et des avoirs auprès des banques centrales.

## VI. — Annexe aux Comptes annuels consolidés.

### Méthodes de comptabilisation et d'évaluation.

#### (1) Informations générales :

Principes mis en œuvre pour l'établissement des états comptables. — Les Comptes annuels consolidés de Helaba arrêtés au 31 décembre 2016 ont été établis conformément au § 315a, al. 1 du Code de commerce allemand (HGB) et au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil européen sur l'application des normes comptables internationales, du 19 juillet 2002 (règlement IAS), conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), adoptées par l'Union européenne (UE) et transposées dans le droit européen.

Les Comptes annuels consolidés comprennent le Compte de résultat, l'État du résultat global, le Bilan, le Tableau de variation des capitaux propres, le Tableau des flux de trésorerie et l'Annexe aux Comptes annuels consolidés (Notes). Les informations sectorielles figurent dans l'Annexe aux Comptes annuels consolidés. Le Rapport de gestion du groupe, établi conformément au § 315 du HGB, comporte un rapport prévisionnel sur les opportunités et les risques quant à l'évolution future de l'activité, dans lequel est également présentée la gestion des risques.

La monnaie de référence utilisée pour l'établissement des Comptes annuels consolidés est l'euro (EUR). D'une manière générale, les montants sont arrondis au million d'euros le plus proche (M EUR).

Les normes internationales (IFRS) ainsi que les interprétations s'y rapportant (IFRIC), en vigueur au 31 décembre 2016, ont été intégralement appliquées. En outre, les règles du droit commercial allemand applicables en vertu du § 315a du HGB ont également été respectées.

Règles comptables appliquées pour la première fois. — Pour l'exercice 2016, les normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, adoptées par l'UE et pertinentes pour Helaba, ont dû être appliquées pour la première fois :

— Amendements apportés à IAS 1 « Présentation des états financiers » – Proposition quant aux informations à fournir

Les amendements apportés à IAS 1 résultent d'une proposition pour la réforme de la présentation des états financiers et des Notes de l'annexe. Elles précisent qu'il convient d'appliquer le principe de l'importance relative aux états financiers dans leur totalité, que la détermination des Notes de l'annexe doit se fonder sur des évaluations professionnelles et que la reprise des informations sans incidence peut atténuer la clarté des Notes de l'annexe. Les modifications sont à appliquer rétrospectivement.

— Amendements apportés à IAS 19 Avantages du personnel – Cotisations salariales

La révision ajoute à la norme un droit optionnel concernant la comptabilisation des engagements de retraite à prestation définie auxquels participent les salariés (ou des tiers) par le biais de cotisations à caractère obligatoire. Selon les prescriptions de l'instance de normalisation, l'IAS 19 révisée aurait dû s'appliquer pour la première fois à l'exercice 2015. Toutefois, lors de son adoption, l'UE a repoussé leur première application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> février 2015. Helaba n'a pas encore appliqué cette norme pour ses Comptes annuels 2015. Les modifications sont à appliquer rétrospectivement.

— Amendements apportés à IFRS 11 « Partenariats » – Acquisition de parts d'une activité commune

Il est ici précisé que les acquisitions (réalisées dans le cadre d'une acquisition ou d'une fusion) de parts d'activités communes, qui correspondent à une entité au sens de la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », doivent être portées au bilan selon les principes relatifs aux normes comptables des regroupements d'entreprises de la norme IFRS 3 et des autres normes IFRS applicables, dans la mesure où ces principes n'entrent pas en conflit avec les dispositions de la norme IFRS 11. Les nouvelles dispositions sont appliquées de manière prospective aux acquisitions de parts qui interviennent au cours des exercices, ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

— Améliorations annuelles des International Financial Reporting Standards – Cycle 2010 – 2012

Les améliorations annuelles sont aussi bien des modifications des normes IFRS ayant une incidence sur la comptabilisation, l'évaluation et l'affectation d'opérations, que des rectifications terminologiques ou rédactionnelles. Selon les prescriptions de l'instance de normalisation, elles auraient dû s'appliquer pour la première fois à l'exercice 2015. Toutefois, lors de son adoption, l'UE a repoussé leur première application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> février 2015. Helaba n'avait pas encore appliqué cette norme pour ses Comptes annuels 2015. Les nouvelles dispositions sont donc, dans certains cas, applicables rétrospectivement. Les normes suivantes sont concernées :

- IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »
- IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »
- IFRS 8 « Secteurs opérationnels »
- IAS 16 « Immobilisations corporelles »
- IAS 24 « Information relative aux parties liées »
- IAS 38 « Immobilisations incorporelles »

— Améliorations annuelles des International Financial Reporting Standards – Cycle 2012 – 2014 :

Les améliorations annuelles sont aussi bien des modifications des normes IFRS ayant une incidence sur la comptabilisation, l'évaluation et l'affectation d'opérations, que des rectifications terminologiques ou rédactionnelles. Les nouvelles dispositions sont donc, dans certains cas, applicables rétrospectivement. Les normes suivantes sont concernées :

- IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »
- IFRS 7 « Instruments Financiers : informations à fournir »
- IAS 19 « Avantages du personnel »
- IAS 34 « Information financière intermédiaire »

L'application des normes nouvelles ou révisées a eu des incidences nulles ou marginales sur les Comptes annuels consolidés.

Nouvelles règles comptables et interprétations applicables aux prochains exercices :

— IFRS 9 « Instruments financiers » :

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de la norme IFRS 9 « Instruments financiers », achevant ainsi son projet de remplacement de la norme IAS 39 « Instruments financiers » – comptabilisation et évaluation. Dans la version finale de l'IFRS 9, les principes comptables suivants ont été révisés :

– Classification et évaluation des instruments financiers : Les dispositions régissant la classification et l'évaluation des instruments financiers ont été entièrement revues, notamment celles relatives à l'actif du bilan, par rapport à la norme IAS 39. Désormais, la classification et l'évaluation de ces actifs financiers dépendront du modèle de développement appliqué et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels : les instruments de capitaux empruntés de l'actif du bilan, dont les flux de trésorerie sont typiques d'une relation de crédit simple, réunissent, en fonction du modèle économique « détenir » ou « détenir et vendre », les critères d'une évaluation au « coût d'acquisition amorti » ou « à la juste valeur ». Si aucun des modèles économiques ne se présente ou si le critère de flux de trésorerie n'est pas rempli, une obligation d'inscription en tant que « évalué à la juste valeur » prévaut. Le choix de faire figurer les instruments de capitaux empruntés à leur juste valeur constitue une exception, dans la mesure où ces derniers ne sont pas détenus à des fins de transaction (option FVOCI).

Les exigences de classification diffèrent des évaluations existantes selon la norme IAS 39. On s'attend donc à une légère hausse des actifs financiers évalués à leur juste valeur dans le Compte de résultat. L'option FVOCI doit être exercée seulement pour des investissements stratégiques majeurs. Toutes les autres participations relevant des immobilisations financières doivent être évaluées à la juste valeur dans le Compte de résultat, conformément à la norme IFRS 9. De plus, on table dans certains cas sur des reclassements en catégorie « à la juste valeur au Compte de résultat » en raison de la non-conformité au critère de flux de trésorerie. L'évaluation de chaque modèle économique est effectuée au niveau de portefeuille subordonné à un secteur d'activité clé. Globalement, Helaba ne s'attend pas à ce que les modifications aient une influence considérable sur le bilan et le Compte de résultat.

Les règles de classification et d'évaluation des passifs financiers n'ont pratiquement pas changé avec la norme IFRS 9. Le seul changement concerne les passifs désignés à leur juste valeur (fair value option – FVO). Les changements de juste valeur imputables à la variation du risque de crédit spécifique ne seront plus inscrits au Compte de résultat, mais dans les autres éléments du résultat global (OCI). La norme autorise une application anticipée de cette disposition avant la première application de la norme IFRS 9. Helaba n'a pas prévu d'appliquer cette norme de manière anticipée.

– Inscription des dépréciations au bilan : Les nouvelles dispositions concernant la dépréciation selon IFRS 9 constituent un abandon de la comptabilisation des moins-values de pertes déjà enregistrées (appelé « modèle des pertes encourues » selon IAS 39). Le champ d'application du nouveau modèle englobe aussi, outre les actifs financiers évalués au coût d'acquisition amorti, tous les instruments de capitaux empruntés évalués à la juste valeur dans le Compte de résultat ainsi que certains accords de crédits et certaines garanties financières. Le nouveau « modèle des pertes de crédit attendues » exige de chaque instrument entrant dans le champ d'application la constitution obligatoire de provisions pour risques, en fonction de son niveau d'affectation respectif. Les provisions pour risques du niveau 1 se basent sur les défaillances escomptées en raison de possibles événements à venir au cours des douze prochains mois et comprennent tout d'abord tous les instruments lors de la première comptabilisation. Au cas où le risque de défaut progresse de manière significative par rapport à la première comptabilisation, un transfert est réalisé vers le niveau 2. Les provisions pour risques du niveau 2 doivent être constituées pour les pertes attendues sur l'ensemble de la durée de vie des instruments concernés (lifetime expected credit losses – lifetime ECL). Le niveau 3 comporte les instruments financiers avec indice objectif de dépréciation de valeur et exige également la comptabilisation du lifetime ECL. Dans ce cadre, les indices objectifs ont été repris invariablement de la norme IAS 39. La norme IFRS 9 offre différentes options pour les créances de crédit-bail, les créances commerciales et les instruments présentant un faible risque de défaut.

La phase de conception comportant les prescriptions des exigences techniques pour la mise en œuvre des nouvelles dispositions relatives à la dépréciation de valeur est en grande partie achevée. Helaba prévoit de recourir à la possibilité d'affecter globalement les instruments avec un moindre risque de défaut au niveau 1, pour le portefeuille de titres exclusivement. Conformément au processus réglementaire, tous les autres instruments feront l'objet d'un contrôle quant à la progression significative du risque de défaut. Ce dernier s'appuie sur le processus interne de notation. Un transfert vers le niveau 2 a lieu si l'on constate des augmentations conséquentes du risque de défaut par rapport à celles attendues lors de la première comptabilisation. Concernant le niveau 3, une harmonisation des indices objectifs est établie avec la définition prévue par les règles prudentielles de cas de défaillance conformément à l'article 178 du CRR. Le calcul du niveau de la provision pour dépréciation à prendre en compte s'appuie sur les

procédures et paramètres à des fins réglementaires disponibles. Les exigences de la norme IFRS 9 qui dérogent à cette règle sont suffisamment prises en compte, notamment par le recours à des paramètres de perte en cas de défaut évalués en interne (paramètres LGD) ou par l'intégration de plusieurs scénarios macroéconomiques.

La suite du projet se concentrera sur les activités de mise en œuvre et sur les ajustements de l'architecture informatique. Sur la base de calculs de simulation, on s'attend à une augmentation du niveau des provisions pour risques ainsi qu'à une plus forte volatilité du résultat. Une évaluation fiable sera disponible en 2017 lorsque la mise en œuvre sera achevée. Les incidences sur les ratios de fonds propres ne peuvent pas encore être estimés de manière tangible en raison des considérations d'ordre réglementaire à propos des dispositions transitoires relatives aux conséquences de la première application de la norme IFRS 9. La situation économique du groupe ne devrait pas en être affectée.

– Comptabilité de couverture : La comptabilité de couverture (hedge accounting) est largement révisée avec la norme IFRS 9. L'objectif des dernières dispositions est de concilier plus étroitement les prescriptions de la comptabilité de couverture avec le pilotage des risques économiques des entreprises. À cet effet, certaines restrictions prévues dans les dispositions actuelles sont supprimées, de sorte qu'un plus grand choix d'instruments de couverture et d'opérations de base couvertes pour la comptabilité de couverture soit disponible et que le justificatif d'efficacité rétrospectif strict soit supprimé.

La comptabilité de macro-couverture (macro hedge accounting) n'étant pas considérée dans l'actuelle version de la norme IFRS 9, les entreprises ont le choix de continuer à appliquer la totalité des dispositions IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture jusqu'à finalisation du projet de comptabilité de macro-couverture de l'IASB. Helaba n'a pas encore pris position quant au recours à cette possibilité.

La norme IFRS 9 devra être appliquée pour la première fois aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Helaba n'a pas prévu d'appliquer cette norme de manière anticipée. La première application devra être rétrospective, mais plusieurs options de simplification sont disponibles, notamment avec la possibilité de s'abstenir de l'ajustement rétroactif de l'exercice précédent. Helaba envisage de prendre en compte ces simplifications.

– IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Conformément à la norme IFRS 15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque le client détient le contrôle du bien ou du service convenu et qu'il peut librement bénéficier de ses avantages. Le facteur décisif n'est plus le transfert des principaux risques et avantages inhérents comme c'était le cas dans les anciennes dispositions IAS 18 « Produits des activités ordinaires ». Le chiffre d'affaires doit être évalué à hauteur du montant de contrepartie que l'entreprise s'attend à percevoir. Le nouveau modèle prévoit un schéma de comptabilisation en cinq étapes du chiffre d'affaires. Les dispositions et les définitions de la norme IFRS 15 remplaceront à l'avenir celles des normes IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction » ; elles n'auront toutefois aucune incidence sur la comptabilisation de produits générés en liaison avec des instruments financiers relevant des normes IFRS 9/IAS 39. La norme IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Helaba examine actuellement les incidences de la norme IFRS 15 mais ne s'attend pas à des répercussions majeures. Une application anticipée n'est pas prévue.

– IFRS 16 « Contrats de location »

L'idée fondamentale de la nouvelle norme est, au niveau du preneur, de comptabiliser d'une manière générale dans le bilan tous les contrats de location ainsi que les droits et obligations contractuels qui y sont attachés. La distinction nécessaire sous la norme IFRS 17 entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple disparaît.

Le preneur porte au bilan une dette au titre de l'obligation de paiements de loyers à l'avenir. Parallèlement, le preneur inscrit un actif lié au droit d'utilisation du bien sous-jacent qui correspond en principe à la juste valeur actualisée des futurs paiements de loyers majorée des coûts directement imputés. Pendant la durée du contrat, la dette est ajustée selon des principes de mathématiques financières similaires aux dispositions IAS 17 relatives aux contrats de location-financement tandis que le droit d'utilisation est amorti selon un plan d'amortissement. Des allègements de comptabilisation sont prévus pour les contrats de location de court terme et les objets de location de faible valeur.

Pour le bailleur, les nouvelles dispositions sont en revanche similaires aux anciennes de la norme IAS 17. La classification entre contrats de location-financement et contrats de location simple est maintenue. Les contrats pour lesquels tous les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont transférés au preneur sont classés parmi les contrats de location-financement et tous les autres sont considérés comme des contrats de location simple. Les critères de la norme IAS 17 ont été repris pour la classification selon la norme IFRS 16.

La norme IFRS 16 comprend en outre une série de dispositions supplémentaires sur les affectations et les informations en annexe ainsi que sur les transactions de cession-bail (sale and leaseback).

Les nouvelles dispositions doivent être obligatoirement appliquées aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Une application anticipée est autorisée dès lors que la norme IFRS 15 est également appliquée. Helaba vérifie actuellement les incidences de la norme IFRS 16, qui devrait notamment toucher l'inscription au bilan des locations de biens immobiliers professionnels, tandis que l'incidence sur la situation patrimoniale et financière du groupe et sur les résultats sera vraisemblablement faible. Helaba ne prévoit pas d'application anticipée. La norme doit encore être adoptée par l'UE et transposée en droit européen.

Les autres normes et interprétations de l'IASB ou de l'IFRS-IC, qui n'ont que partiellement été adoptées par l'UE et dont l'application ne sera obligatoire que sur des exercices à venir, n'ont pas été appliquées par Helaba de manière anticipée. Une application anticipée n'est pas non plus prévue. Leur application, exception faite de la norme IFRS 9 « Instruments financiers », n'aura probablement que des conséquences marginales ou nulles sur les Comptes annuels consolidés.

Amendements relatifs aux imputations comptables, aux ajustements des estimations et aux corrections d'erreurs. — Helaba, dans le cadre d'un projet mené au cours de l'exercice 2016, a pris diverses mesures pour parvenir à évaluer et à mesurer divers aspects des risques de défaut dans le cadre de l'évaluation des dérivés de gré à gré (OTC). La décote des dérivés de gré à gré (OTC) et les sûretés prises en garantie pour ces instruments financiers ont notamment été affinées. Les ajustements ont eu pour effet de grever le résultat de l'ajustement de la valeur de crédit (Credit Value Adjustment – CVA) à hauteur de – 3 millions d'euros. Ces ajustements du modèle correspondent à un changement des règles d'évaluation comptable selon la norme IAS 8.32 sqq. Le projet s'est achevé avec succès avec les ajustements précités.

Dans les informations à fournir sur le capital subordonné (cf. Note (57)), les paiements d'intérêts déjà échus ont été enregistrés au cours de l'exercice précédent comme des intérêts courus sur la valeur comptable des titres participatifs (16 millions d'euros) et des apports tacites (34 millions d'euros). Les chiffres de l'exercice précédent ont été corrigés et transférés vers le poste Autres passifs (cf. Note (56)). Les adaptations subséquentes qui ont été apportées sont décrites dans les Notes (67), (68), (71).

Dans les informations sectorielles (cf. Note (35)) l'allocation des fonds propres a été retraitée. Les chiffres de l'exercice précédent ont été actualisés en conséquence.

Les Notes de l'Annexe (54), (67), (73), (76), (79), (81) et (82) comportent des reclassements et des ajustements par rapport aux chiffres de l'exercice précédent. Nous renvoyons aux notes correspondantes pour des informations plus détaillées.

Le reclassement des chiffres de l'exercice précédent mentionné ci-dessus n'a eu d'incidence ni sur le résultat consolidé ni sur les capitaux propres.

Principes de comptabilisation et d'évaluation. — Les Comptes annuels consolidés se fondent sur le principe de continuité d'exploitation (going concern). À l'instar de Helaba, les entités intégrées dans les états comptables et financiers consolidés et évaluées selon la méthode de mise en équivalence ont clôturé leur exercice le 31 décembre 2016. Même pour les exceptions, qui concernent principalement les organismes de placement collectif, les chiffres enregistrés au 31 décembre 2016 ont été intégrés. Sauf indication contraire, les méthodes de comptabilisation et d'évaluation appliquées sont uniformes à l'échelle du groupe et cohérentes sur les exercices présentés. L'exercice de droits de vote est expliqué dans les Notes ci-après.

Un actif est inscrit au bilan lorsqu'il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs qui en découleront et que sa valeur peut être évaluée avec une fiabilité suffisante. Un passif est inscrit au bilan lorsqu'il est probable qu'un engagement actuel se traduira par une utilisation de ressources économiques et que sa valeur peut être évaluée avec une fiabilité suffisante. L'évaluation s'effectue au coût d'acquisition diminué des

amortissements et provisions (coût amorti), sauf si une autre méthode est prescrite. Les produits et les charges sont enregistrés et imputés à la période à laquelle ils se rapportent sur le plan économique.

Les hypothèses, estimations et évaluations posées pour la comptabilisation et l'évaluation des éléments figurant dans les états comptables s'effectuent conformément aux règles comptables en vigueur. Elles sont vérifiées en permanence et se fondent sur les expériences passées ainsi que d'autres facteurs, notamment la planification et la prévision d'événements futurs. Les incertitudes quant à la pertinence de ces estimations portent notamment sur les provisions pour risques sur les opérations de crédit, les dépréciations d'actifs, y compris des valeurs de goodwill et autres immobilisations incorporelles, le calcul de la juste valeur pour certains actifs et passifs financiers, la comptabilisation d'actifs d'impôt différé (impôts latents inscrits à l'actif) ainsi que sur les provisions et obligations similaires. Ces hypothèses, estimations et évaluations influencent la présentation des actifs et des passifs à la date de clôture de bilan et celle des produits et charges imputables à l'exercice.

Les principales méthodes d'inscription au bilan et d'évaluation sont présentées ci-après.

(2) Principes de consolidation. — Selon les dispositions de la norme IFRS 10, un investisseur contrôle une entité lorsqu'il détient le pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité, qu'il est exposé ou a des droits sur les rendements variables de l'entité du fait de son implication dans l'entité et qu'il a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements qu'il tire de l'entité. Le contrôle doit être déterminé en fonction de tous les faits ou circonstances en présence et être vérifié en continu en cas de changement des faits ou circonstances qui fondent ce contrôle.

Pour établir qu'une entité répond aux critères qui lui confèrent la qualité de filiale, le groupe Helaba vérifie, dans le cas où des circonstances matérielles laisseraient supposer la survenance d'une telle probabilité, l'effectivité de son pouvoir de contrôle direct ou indirect exercé sur les activités pertinentes de l'entité concernée. Lors de cet examen, Helaba :

- détermine l'objet social et la forme de l'entité ;
- identifie les activités pertinentes ;
- détermine sa propre capacité à influencer sur les activités pertinentes en vertu de ses droits ;
- évalue l'exposition aux risques liés à l'entité ou l'ampleur de sa participation dans les rendements générés par l'entité et
- évalue sa propre capacité à utiliser son pouvoir de contrôle pour influencer sur son degré de participation aux rendements générés par l'entité.

Cet examen d'effectivité de son pouvoir de contrôle comprend une évaluation des droits de vote ainsi que l'analyse des autres droits et des circonstances factuelles pouvant entraîner en substance la capacité d'exercer un contrôle économique. L'examen inclut également des indicateurs qui permettent d'établir l'existence d'une relation d'agence de fait selon la norme IFRS 10.

Si une entité remplit les critères applicables aux structures cellulaires (silos), chaque étape de l'examen est réalisée pour chacune des structures identifiées. Une telle structure est réputée exister lorsqu'un groupe d'actifs au sein d'une entité juridique est séparé sur le plan économique de sorte qu'il est considéré, en substance et aux fins de la norme IFRS 10, comme un actif autonome et qu'il n'y a que peu de risques corrélés, voire aucun risque corrélé, entre l'actif considéré et les groupes d'actifs de cette entité juridique.

Si le processus de détermination de l'objet social et de la forme de l'entité ainsi que d'identification des activités pertinentes établit que les droits de vote constituent un facteur critique pour l'évaluation de la capacité de contrôle, le groupe Helaba est présumé exercer un contrôle sur l'entité lorsque le groupe détient ou peut détenir, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote dans l'entité considérée. Nonobstant ce qui précède, le groupe est présumé ne pas avoir la capacité de contrôle si un autre investisseur est en mesure, dans la pratique, de conduire les activités pertinentes du fait de sa possibilité de contrôler la majorité des droits de vote influant sur les activités clés ou du fait que Helaba n'agit qu'en qualité d'agent de fait, au sens de la norme IFRS 10, pour le compte d'un autre investisseur. Par ailleurs, il convient de vérifier si des accords de direction conjointe limitant la capacité de contrôle sur l'entité ont été conclus.

De même, Helaba procède à une évaluation pour déterminer l'existence d'un pouvoir de contrôle dans les cas où le groupe Helaba ne détient pas la majorité des droits de vote, tout en ayant la capacité, dans la pratique, de conduire les activités pertinentes de manière unilatérale. Cela vaut aussi lorsqu'un autre investisseur n'agit dans ladite entité qu'en qualité d'agent de fait au sens de la norme IFRS 10 pour le compte du groupe Helaba. Hormis les circonstances dans lesquelles Helaba détient une majorité générale des droits de vote, la capacité de contrôle peut être établie, par exemple, en vertu de conventions contractuelles donnant la possibilité au groupe Helaba de conduire les activités pertinentes de l'entité ou lui conférant un contrôle potentiel sur les droits de vote.

Il est tenu compte des droits d'option ou autres droits similaires sur les droits de vote pour déterminer la capacité d'exercer un contrôle sur une entité, dans la mesure où ces droits sont considérés comme étant substantiels. Dans ce cas, les possibles conditions d'exercice de ces droits ou les délais dans lesquels ils peuvent être exercés sont pris en considération et les avantages économiques que l'exercice de ces droits pourrait apporter sont évalués.

Pour évaluer la possibilité d'exercer un contrôle économique de fait, en dehors de tout cadre juridique, il convient de vérifier si un détenteur formel de droits de vote ou le détenteur d'un droit pouvant donner le contrôle sur une entité agit en qualité d'agent de fait au sens de la norme IFRS 10. Dans ce cas, une analyse économique doit permettre d'établir que l'agent de fait est présumé agir pour le compte d'un autre investisseur si l'agent n'a pas d'intérêts économiques personnels dans l'entité considérée. Cette situation peut se présenter si cet autre investisseur n'a pas de droits directs l'autorisant à donner des instructions sur la conduite des activités, mais que dans les faits, les liens entre l'entité et l'investisseur sont tels qu'il est exposé dans une large mesure à la variabilité des rendements dégagés sur cette entité.

Le premier indicateur pour établir l'existence d'un agent de fait au sens de la norme IFRS 10 est la valeur seuil qui détermine la participation à la variabilité des rendements attendus. Si le groupe Helaba a la capacité juridique de définir les activités pertinentes d'une entité, cette valeur seuil sert de base d'évaluation pour déterminer la possible affectation d'une participation à des tiers selon la norme IFRS 10. Une telle affectation de participation peut concerner, par exemple, les fonds d'investissement en titres gérés par Helaba Invest.

S'il n'apparaît pas clairement que le groupe Helaba a la capacité de contrôler les activités pertinentes d'une entité et que le groupe Helaba est exposé à près de 90 % à la variabilité des rendements, il est procédé à un examen individuel approfondi pour vérifier si Helaba a la possibilité d'exercer un contrôle sur l'entité.

Les examens décrits ci-dessus sont réalisés périodiquement pour tous les cas dépassant un seuil de matérialité. Un nouvel examen est réalisé en cas de changement majeur des principes d'évaluation ou de dépassement du seuil de matérialité. Une procédure échelonnée est mise en œuvre pour l'évaluation initiale réalisée au niveau local sur la base de listes de contrôle par les entités qui assurent le suivi des clients ou de l'activité. Cette procédure initiale consiste en une analyse des possibilités d'exercer une influence sur la base des structures juridiques et en une évaluation des indicateurs d'exposition à la variabilité des rendements dégagés sur l'entité considérée. La variabilité des rendements tient compte de toutes les contributions positives et négatives attendues de l'entité considérée, qui dépendent de la performance de l'entité déterminée dans une analyse économique et qui sont ainsi soumises à des fluctuations.

La norme IFRS 11 définit les règles comptables applicables aux coentreprises ou aux activités communes, lorsque deux parties ou plus exercent un contrôle commun sur une entité. Le contrôle commun doit être vérifié en cas de variation des circonstances.

Pour établir l'existence d'une activité commune, il convient tout d'abord de déterminer, comme pour les filiales, qui exerce le pouvoir de contrôle sur les activités pertinentes. Si ce contrôle est exercé de manière conjointe par deux parties ou plus sur une base contractuelle, un accord commun est présumé exister. Jusqu'à présent, l'examen des cas faisant état d'accords communs a généralement donné lieu à une classification parmi les accords de coentreprise. Cet examen tient compte des accords séparés sur les processus de décision communs ou sur l'exercice des droits de vote, du nombre minimum de voix requis pour prendre des décisions, du nombre d'actionnaires ou d'associés et de leur pondération dans les droits de vote, de la possibilité de l'existence d'une relation d'agent de fait ou, au cas par cas, des réserves de consentement prévues par d'autres relations contractuelles.

On considère généralement que la détention de 20 % des droits de vote induit l'existence d'une influence significative dans la structure de l'actionnariat. D'autres paramètres et circonstances sont pris en compte pour déterminer si le groupe Helaba peut effectivement exercer une influence significative sur une autre entité. Ces paramètres et circonstances sont notamment la représentation des salariés au sein des organes de direction et de surveillance de la société ainsi que, le cas échéant, l'existence de conditions d'approbation pour les décisions importantes dans l'entité considérée. Si de tels facteurs sont identifiés dans le cadre de l'examen mis en œuvre, le groupe Helaba est présumé avoir une influence significative même si sa

participation est inférieure à 20 % des droits de vote. Une analyse approfondie de toutes les possibilités d'exercer une influence ainsi que des relations entre les actionnaires ou associés est menée.

Un examen de l'existence d'un contrôle commun ou de relations d'association est mené régulièrement dans le cadre du processus d'identification des filiales entrant dans le périmètre de consolidation.

Les chiffres des principales filiales et de toutes les autres entités contrôlées directement ou indirectement par Helaba sont intégrés aux Comptes annuels par consolidation intégrale. Pour les coentreprises importantes et les participations dans des sociétés associées, l'évaluation se fait selon la méthode de mise en équivalence conformément à la norme IAS 28. Dans certains cas particuliers qui, pris isolément et ensemble, n'ont qu'une importance mineure par rapport à la situation économique du groupe, il n'a pas été procédé à une consolidation ni à une évaluation selon la méthode de mise en équivalence. Le rapprochement du volume total des actifs (estimés comme étant à long terme) et du niveau du résultat dégagé par les entités considérées avec des valeurs seuil permet d'évaluer et de déterminer la matérialité. Les valeurs seuil sont définies sur la base du total des actifs moyens et des niveaux de résultat du groupe sur les cinq derniers exercices. Si l'examen de la matérialité détermine que l'entité n'est pas d'une importance majeure, les parts détenues dans cette entité sont comptabilisées dans les immobilisations financières.

Les premières consolidations s'effectuent selon la méthode d'acquisition à la date d'achat des participations ou lorsqu'une opportunité de contrôle au sens de la norme IFRS 10 survient. L'évaluation des actifs et des passifs s'effectue à la date de première consolidation sur la base de la juste valeur. Les écarts d'acquisition positifs résultant de la consolidation sont affectés dans le bilan consolidé aux immobilisations incorporelles sous la forme d'un goodwill et soumis à une vérification de la valeur (test de dépréciation) au moins une fois par an (se reporter à la Note (17)). Les écarts d'acquisition négatifs résultant de la première consolidation sont enregistrés comme un produit à constater dans le résultat après vérification de la juste valeur.

Les participations dans des filiales ne revenant pas aux actionnaires de la société mère sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés sous la forme de participations ne donnant pas le contrôle et figurent au Compte de résultat ainsi que dans l'État du résultat global comme un résultat revenant à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées lors de l'acquisition à la juste valeur des actifs et des passifs qui leur sont affectés.

En cas d'acquisition d'une participation en plusieurs tranches, la société est consolidée à compter de la date d'instauration d'une situation de contrôle. Les parts acquises avant l'instauration de cette situation de contrôle (anciennes parts) sont revalorisées à leur juste valeur à la date d'acquisition et servent de base à la consolidation du capital. La différence entre la valeur comptable des anciennes parts et la juste valeur doit être constatée en résultat, le cas échéant, après retraitement de certains éléments de valeur comptable enregistrés jusqu'à présent dans l'État du résultat global (en raison d'une correction de valeur ou du classement dans la catégorie des actifs disponibles à la vente).

Si l'obligation de consolidation ne s'applique plus pour des sociétés jusqu'à présent consolidées ou évaluées selon la méthode de mise en équivalence, lesdites sociétés sont, à la date à laquelle l'obligation de consolidation cesse d'exister, déconsolidées avec imputation au Compte de résultat ou cessent d'être évaluées selon la méthode de mise en équivalence. Les parts restantes selon l'IAS 39 ou dans le cadre d'une évaluation selon la méthode de mise en équivalence sont comptabilisées à leur juste valeur.

Si des parts dans des filiales, coentreprises ou entreprises associées sont destinées à une vente à court terme, et si les autres critères applicables sont réunis, on procède à une valorisation de ces parts selon l'IFRS 5. Les actifs, les passifs et les résultats nets sont alors inscrits dans des postes séparés dans le bilan ou le Compte de résultat.

Les soldes intragroupes entre des sociétés consolidées ainsi que les produits et les charges générés entre ces entités sont éliminés par voie de consolidation des comptes. Les soldes intermédiaires dégagés sur des transactions entre sociétés consolidées sont également éliminés.

À la date d'acquisition d'une influence déterminante ou de l'instauration d'une direction commune, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé au coût d'acquisition. Les années suivantes, la valeur comptable inscrite au bilan sera réajustée en tenant compte des modifications au prorata des capitaux propres et de l'amortissement des réserves et charges latentes identifiées. Le résultat de l'exercice au prorata de la société en participation ainsi que les éventuelles dépréciations et autres provisions pour risques sont inscrits au Compte de résultat consolidé comme une participation au résultat des sociétés évaluées selon la méthode de la mise en équivalence. Les contributions aux autres éléments du résultat global de sociétés évaluées selon la méthode de la mise en équivalence figurent dans l'État du résultat global du groupe en tant que composantes propres.

Si le montant réalisable d'une participation dans une entreprise consolidée par mise en équivalence est inférieur à la valeur comptable, un amortissement est passé en écriture. Si la passation de cet amortissement exceptionnel ne se justifie plus, on procède à une reprise sur amortissement à concurrence de la valeur comptable proportionnelle qui aurait été inscrite, en incluant l'amortissement.

### (3) Périmètre de consolidation

Outre la société mère, le périmètre de consolidation du groupe Helaba comprend 116 sociétés (31 décembre 2015 : 110). Sur ce total, 88 sociétés (31 décembre 2015 : 83) font l'objet d'une consolidation intégrale et 28 (31 décembre 2015 : 27) sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Les sociétés faisant l'objet d'une consolidation intégrale comprennent des filiales et des entités à objet spécifique selon la norme IFRS 10, dont des fonds d'investissement (organismes de placement collectif).

37 filiales, 19 coentreprises et 16 entreprises associées, dont l'importance est mineure pour la présentation du résultat, de la situation financière et de la situation patrimoniale du groupe Helaba, ne sont pas intégrées dans les Comptes annuels consolidés. Les participations dans ces entreprises figurent dans les immobilisations financières.

Les filiales, coentreprises et entreprises associées intégrées dans les Comptes annuels consolidés sont énumérées à la Note (87). Cette liste contient aussi des explications complémentaires lorsque la classification en tant que filiale, coentreprise ou entreprise associée diffère de la classification opérée en fonction du pourcentage des droits de vote.

Les variations du périmètre de consolidation pendant l'exercice considéré concernent les filiales suivantes :

— Modifications du périmètre des sociétés intégralement consolidées :

<b>Acquisitions</b>	
Erste OFB Friedrichstraße gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en décembre 2016
Dritte OFB Friedrichstraße gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en décembre 2016
Projekt Erfurt B38 gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Cette société créée au cours de l'exercice précédent n'est plus d'une importance non significative après le lancement de ses activités opérationnelles en mars 2016.
Projektentwicklung Neuwerkstraße 17 gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en novembre 2016
MS „EAGLE STRAIT“ gmbh et Co. KG, Hambourg	À la suite du changement de la structure de financement et des dernières estimations de valeur, obtention de possibilité de contrôle conformément à la norme IFRS 10 en décembre 2016
MS „ESSEX STRAIT“ gmbh et Co. KG, Hambourg	À la suite du changement de la structure de financement et des dernières estimations de valeur, obtention de possibilité de contrôle conformément à la norme IFRS 10 en décembre 2016



Vierte OFB Friedrichstraße gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en décembre 2016
Vierte OFB PE gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en novembre 2016
Zweite OFB Friedrichstraße gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en décembre 2016

Les sociétés intégralement consolidées pour la première fois sont en majorité des sociétés immobilières qui ont pour objet le développement de projets immobiliers et font partie de la société OFB Projektentwicklung GmbH. MS „EAGLE STRAIT“ GmbH & Co. KG et MS „ESSEX STRAIT“ GmbH & Co. KG sont des compagnies maritimes et ont conduit à l'ajout d'actifs de crédit-bail à hauteur de 17 millions d'euros.

<b>Cessions</b>	
Altherz Stuttgart 1 gmbh, Stuttgart	Perte de possibilité de contrôle après cession des biens immobiliers de la société en janvier 2016
Altherz Stuttgart 2 gmbh, Stuttgart	Perte de possibilité de contrôle après cession des biens immobiliers de la société en janvier 2016
HI-Turbo-Fonds, Francfort-sur-le-Main	Dissolution du fonds en décembre 2016
Projekt Wilhelmstraße Wiesbaden gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Cession partielle des parts de société et évaluation de la part restante par mise en équivalence à compter de décembre 2016

Les charges de déconsolidation se sont élevées à – 3 millions d'euros pour la société Altherz Stuttgart 1 GmbH, et à – 1 million d'euros respectivement pour la Altherz Stuttgart 2 GmbH et la Projekt Wilhelmstraße Wiesbaden GmbH & Co. KG. Leur comptabilisation figure au poste Autre résultat d'exploitation.

— Modifications du périmètre des sociétés évaluées par mise en équivalence :

<b>Acquisitions</b>	
GOB Projektentwicklung Fünfte gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Création en juin 2016
Projekt Wilhelmstraße Wiesbaden gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Cession partielle des parts de société et évaluation de la part restante par mise en équivalence à compter de décembre 2016

<b>Cessions</b>	
GOB Werfthaus gmbh et Co. KG, Francfort-sur-le-Main	Cession des parts de société en janvier 2016

Le résultat de la déconsolidation de GOB Werfthaus GmbH & Co. KG figurera à hauteur de moins d'un million d'euros au résultat en tant que société évaluée par mise en équivalence.

#### (4) Instruments financiers :

Conformément à la norme IAS 39, tous les actifs et passifs financiers, y compris tous les instruments financiers dérivés, doivent être comptabilisés dans le bilan. La comptabilisation initiale s'effectue au coût d'acquisition qui correspond à la valeur des actifs remis ou obtenus au moment du transfert. Par principe, les frais de transaction sont imputés comme coûts d'acquisition annexes. Pour les transactions en numéraire, la comptabilisation s'effectue le jour du règlement pour les instruments financiers non dérivés, et le jour de la transaction pour les instruments financiers dérivés. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels associés à l'actif considéré expirent ou sont transférés, de sorte que les principaux risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif ont été transférés, ou lorsque le contrôle ou le droit de disposer de ces actifs a été transféré. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsqu'ils sont soldés.

Ensuite, les actifs et les passifs financiers sont évalués suivant la catégorie IAS 39 à laquelle ils ont été affectés au moment de leur acquisition :

**Prêts et créances (Loans and Receivables, LaR).** — Sont considérés comme prêts et créances (Loans and Receivables – LaR) tous les actifs financiers non dérivés dont les paiements sont fixes et déterminables et qui ne sont pas cotés sur un marché actif, sauf s'ils sont affectés dès leur première comptabilisation à la catégorie des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (at fair value – aFV), à savoir pour lesquels les ajustements de valeur sont comptabilisés au Compte de résultat. Les titres donnant lieu à des paiements fixes ou déterminables pour lesquels il n'existe aucun marché actif peuvent aussi être classés dans les prêts et créances (LaR).

Les prêts et créances sont évalués au coût d'acquisition amorti. Les éventuels primes ou escomptes sont amortis à taux constant effectif sur toute la durée résiduelle et enregistrés au Compte de résultat dans les revenus nets d'intérêts. Les valeurs comptables des instruments financiers relevant de la catégorie LaR sont enregistrées au bilan aux postes Créances sur des établissements de crédit et Prêts et créances sur des clients. Les créances commerciales figurent dans les Autres actifs.

Dans le cadre de la comptabilité de couverture, les valeurs comptables des prêts et créances, qui constituent les éléments couverts dans des opérations de microcouverture de juste valeur, sont ajustées en fonction des changements de juste valeur correspondant au risque couvert.

Pour de plus amples informations sur les risques liés au crédit, se reporter à la Note (14).

**Actifs ou passifs financiers évalués à leur juste valeur par résultat (aFV).** — Dans la catégorie des actifs ou passifs financiers évalués à leur juste valeur par résultat (aFV), c'est-à-dire pour lesquels les ajustements de valeur sont comptabilisés au Compte de résultat, il convient de distinguer ceux qui sont détenus à des fins de transaction (held for trading – HfT) de ceux pour lesquels il est irrévocablement fait usage de l'option de la juste valeur (fair value option – FVO) dès la première comptabilisation. Les actifs ou passifs financiers de cette catégorie sont évalués à leur juste valeur dans le Compte de résultat. Les coûts de transaction sont imputés immédiatement au résultat net du portefeuille de transaction. Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture sont toujours affectés à la catégorie des titres détenus à des fins de transaction.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont des instruments acquis pour être cédés et réaliser des bénéfices sur les variations à court terme du prix ou de la marge sur la transaction. Ils sont affectés aux actifs ou passifs détenus à des fins de transaction. Les charges et les produits générés par ces instruments financiers sont affectés intégralement au résultat net du portefeuille de transaction. Les dérivés non détenus à des fins de transaction sont inscrits en tant que valeurs de marché positives ou négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction. Les charges et les produits générés par les dérivés non détenus à des fins de transaction sont imputés à un poste séparé dans le Compte de résultat.

L'option de la juste valeur (FVO) est utilisée principalement pour les relations de couverture de nature économique d'actifs et de passifs financiers dans le cadre de la stratégie de gestion de couverture, pour lesquelles aucune relation de microcouverture n'est documentée conformément à la norme IAS 39. Elle est également appliquée aux instruments financiers avec dérivés incorporés soumis à une obligation de séparation (séparation des dérivés incorporés de leur contrat hôte). En outre, Helaba utilise l'option de la juste valeur pour des actifs et passifs financiers qui sont gérés en tant qu'entité

(portefeuille) dans le cadre d'une stratégie de gestion des risques documentée. Les instruments financiers non dérivés, pour lesquels l'option de la juste valeur (FVO) est exercée, sont comptabilisés dans le poste de bilan qui aurait été utilisé si l'instrument concerné n'avait pas été désigné comme soumis à l'option de la juste valeur. Les intérêts (y compris les primes et les escomptes amortis) et les dividendes des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Le résultat de l'évaluation et de la cession est affecté au résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur.

Dans le cas des instruments financiers évalués à la juste valeur, il peut se produire des différences entre le prix de la transaction et la juste valeur (day-one profit or loss). En règle générale, les bénéfices ou les pertes au jour 1 sont enregistrés immédiatement dans le Compte de résultat. Lorsque la détermination de la juste valeur ne repose pas sur des paramètres d'évaluation observables, le bénéfice ou la perte au jour 1 doit être inscrit dans le Compte de résultat sur la durée à courir.

**Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance (held to maturity, HtM).** — Pour être classé dans la catégorie des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance (HtM), l'actif financier doit être non dérivé, à paiements fixes ou déterminables, et à échéance fixe. Par ailleurs, l'actif financier doit être acquis dans l'intention et avec la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Au sein du groupe Helaba, aucun instrument n'est affecté à cette catégorie d'actif financier.

**Actifs financiers disponibles à la vente (Available for Sale, AfS).** — La catégorie des actifs financiers disponibles à la vente (AfS) comprend tous les actifs financiers non dérivés qui n'entrent pas dans l'une des catégories précédentes. Pour Helaba, il s'agit en particulier d'obligations, d'actions, d'autres titres rémunérés à taux variable et de participations. Les instruments financiers disponibles à la vente (AfS) sont affectés aux immobilisations financières. Par principe, ils sont valorisés à leur juste valeur comme cela est expliqué à la Note (5). Si celle-ci ne peut être calculée de manière fiable pour des instruments de capitaux propres, l'évaluation est faite au coût d'acquisition diminué des éventuelles dépréciations. C'est le cas lorsqu'on ne dispose pas de prix issus de marchés actifs et lorsque les facteurs pertinents pour les modèles d'évaluation ne peuvent être déterminés de manière fiable.

Le résultat de l'évaluation à la juste valeur est comptabilisé – après prise en compte des impôts différés – dans les autres éléments du résultat global (OCI), à un poste séparé dans les capitaux propres (réserve de réévaluation). En cas d'application de la comptabilité de couverture, la partie du résultat d'évaluation imputable au risque couvert est enregistrée dans le résultat net des opérations de couverture.

Si la juste valeur d'un actif menace d'être durablement inférieure au coût amorti en raison d'une dépréciation liée à une dégradation de la qualité du crédit, la réserve de réévaluation est ajustée du montant de la dépréciation ; la valeur de réajustement étant imputée au Compte de résultat dans le résultat net des immobilisations financières. La reprise de dépréciations sur des instruments de dette est enregistrée dans le Compte de résultat, tandis que la reprise de dépréciations sur des instruments de capitaux propres évalués à leur juste valeur est enregistrée dans les autres éléments du résultat global (OCI). Les dépréciations passées pour des instruments de capitaux propres évalués à leur coût d'acquisition ne sont pas reprises. Les critères requis pour établir une dépréciation tiennent compte à la fois du facteur temps et des composantes de valorisation.

Les revenus d'intérêts sur des titres (y compris les primes et les escomptes amortis) ainsi que le versement de dividendes sur des actions ou d'autres participations sont comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. En cas de cession d'un actif financier, le résultat cumulé figurant dans la réserve de réévaluation est liquidé et reclassé dans le résultat net des immobilisations financières.

**Autres passifs financiers (Other Liabilities, OL).** — La catégorie des autres passifs financiers (OL) comprend les passifs financiers qui ne sont pas affectés à la catégorie des passifs financiers évalués à leur juste valeur par résultat (afV). L'évaluation s'effectue au coût amorti. Les éventuels primes ou escomptes sont amortis à taux constant effectif sur toute la durée résiduelle et enregistrés au Compte de résultat dans les revenus nets d'intérêts. Les valeurs comptables sont imputées au bilan aux postes Dettes auprès des établissements de crédit, Dettes auprès des clients, Dettes titrisées et Capital subordonné. Les dettes commerciales figurent dans les Autres passifs.

Dans le cadre de la comptabilité de couverture, les valeurs comptables des passifs, qui constituent les éléments couverts dans des opérations de microcouverture de juste valeur, sont ajustées en fonction des changements de juste valeur correspondant au risque couvert.

**Comptabilisation des anomalies d'intérêt.** — Les anomalies d'intérêt (intérêts négatifs sur actifs financiers ou intérêts positifs sur passifs financiers) sont représentées sous forme de tableau à la Note (24). Helaba comptabilise les intérêts positifs sur passifs financiers dans les produits d'intérêts et les intérêts négatifs sur actifs financiers dans les charges d'intérêts. Les flux de trésorerie, résultant d'anomalies d'intérêts sur les dérivés, sont comptabilisés au total soit dans les produits d'intérêts, soit dans les charges d'intérêts, de même que la compensation des flux de trésorerie par dérivé réalisée dans un environnement de taux normal.

**(5) Juste valeur des instruments financiers :**

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint entre des parties bien informées, consentantes et indépendantes agissant dans des conditions de concurrence normale (hors règlement d'urgence).

**Méthodes d'évaluation.** — Concernant les méthodes d'évaluation, le groupe opère une distinction entre l'estimation de valeur des instruments financiers effectuée directement à partir des cotations observées sur les marchés actifs et celle reposant sur des méthodes d'évaluation courantes. Dans ce contexte, c'est en principe le marché dont l'activité est la plus intense parmi ceux auxquels Helaba a accès qui est considéré comme pertinent (marché principal). Si aucun marché principal n'est défini pour certains instruments financiers, on fait appel au marché le plus favorable.

La juste valeur des instruments financiers cotés sur les marchés actifs est calculée sur la base des cotations. Un marché est considéré comme actif si le commerce des instruments financiers correspondants ou similaires est suffisamment important et fréquent, permettant ainsi de relever régulièrement les prix du marché.

S'agissant des instruments financiers pour lesquels, au jour de référence, aucune cotation sur un marché actif n'est disponible ou si on ne peut se référer à aucune cotation d'instruments financiers similaires sur les marchés actifs pour le calcul de la valeur, la juste valeur est calculée au moyen de méthodes d'évaluation courantes reconnues. La valorisation est réalisée sur la base de la structure des flux de trésorerie en tenant compte des flux de trésorerie, des taux d'actualisation et de la volatilité futurs estimés. On utilise à cet effet des techniques de modélisation comme les flux de trésorerie actualisés ou des modèles d'évaluation courants pour les options. Pour des instruments financiers plus complexes, on a recours à des modèles différenciés, qui reposent sur des paramètres plus complexes, comme les corrélations.

Les paramètres saisis pour les modèles sont généralement observables sur le marché. Si les informations de marché ne sont pas observables pour les paramètres de modèle nécessaires, elles sont déduites d'autres sources d'information pertinentes par exemple les prix pour des transactions similaires ou des données historiques.

Le tableau ci-après présente une vue d'ensemble des modèles d'évaluation utilisés pour les instruments financiers :

Instruments financiers	Modèles d'évaluation	Paramètres significatifs
Swaps de taux d'intérêt et options sur taux d'intérêt	Méthode des flux de trésorerie actualisés, modèle Black, modèle fonctionnel de Markov, SABR, modèle de réplication, modèle de copule bivariée	Courbes de taux, volatilité des taux, corrélations
Futures sur taux d'intérêt	Méthode des flux de trésorerie actualisés	Courbes de taux
Futures sur devises	Méthode des flux de trésorerie actualisés	Taux de change, courbes de taux

Options sur actions/indices	Modèle Black, modèle de volatilité locale	Valeur des actions, courbes de taux, volatilité des titres, dividendes
Options sur devises	Modèle Black, modèle skew barrier	Taux de change, courbes de taux, volatilité des changes
Options sur matières premières	Modèle Black, Turnbull/Wakeman	Cours des matières premières, courbes de taux, volatilité
Dérivés sur crédit	Modèle Black	Courbes de taux, écarts de crédit, corrélations
Transactions sur marché monétaire	Méthode des flux de trésorerie actualisés	Courbes de taux
Opérations de mise en pension de titres	Méthode des flux de trésorerie actualisés	Courbes de taux
Crédits semi-obligataires	Méthode des flux de trésorerie actualisés	Courbes de taux, écarts de crédit
Titres, futures sur titres	Méthode des flux de trésorerie actualisés	Courbes de taux, écarts de crédit, cours des titres

En cas de droits acquis au titre de contrats d'assurance vie à capital différé, la juste valeur est calculée sur la base de la valeur de rachat indiquée par la société d'assurance et réajustée en fonction des versements et d'autres variations de valeur survenues jusqu'à la date de clôture.

Ajustements de valeur. — Un autre pan du processus d'évaluation réside pour partie dans les ajustements de valeur obligatoires.

Lors de l'évaluation d'instruments financiers sur la base de modèles, une incertitude existe quant au choix du modèle approprié selon la complexité de l'instrument financier, le cas échéant de son implémentation numérique ainsi que de son paramétrage/calibrage. Ces incertitudes sont prises en compte lors de l'évaluation selon le principe de la juste valeur par des ajustements de modèle (model adjustments), qui se divisent eux-mêmes en ajustements pour insuffisance (deficiency adjustments) et en ajustements pour complexité (complexity adjustments).

Un ajustement pour insuffisance (deficiency adjustment) sert à représenter l'incertitude de l'évaluation, qui résulte du recours à un modèle d'évaluation. Une incertitude relative au modèle existe lorsque l'on utilise un modèle qui n'est pas (ou plus) conforme aux conditions du marché ou lorsque les imprécisions sont fondées sur un processus de calibrage ou une implémentation technique inadéquats. Les ajustements pour complexité (complexity adjustments) sont envisagés lorsque, s'agissant du modèle à utiliser, aucun consensus ne peut être formulé à partir du marché ou lorsque le paramétrage du modèle ne provient pas explicitement de données du marché. Dans ces cas, on parle de risque de modèle. La décote provenant des différents ajustements est prise en compte sous la forme d'une réserve de modèle.

En principe, les dérivés sont actuellement évalués sans risque dans les systèmes de front office, ce qui signifie que l'on suppose explicitement que les contreparties respectives subsistent jusqu'au règlement définitif des transactions en cours. Ce que l'on nomme ajustement de la valeur de crédit (Credit Value Adjustment – CVA) reflète le risque de pertes calculé, auquel le groupe est exposé vis-à-vis de ses contreparties pour une valeur de marché positive de son point de vue. Si la contrepartie est défaillante, seule une fraction de la valeur de marché des transactions en cours est réalisée en cas de procédure d'insolvabilité ou de liquidation (recovery rate). L'exposition au fil du temps est évaluée à l'aide d'une simulation de Monte-Carlo. L'ajustement positif (Debit Value Adjustment – DVA) reflète le CVA et se définit comme la part de la valeur de marché négative (du point de vue du groupe) qui serait perdue en cas de défaut de la contrepartie. Le montant résultant des ajustements CVA et DVA est pris en compte sous la forme d'un ajustement de valeur.

Les ajustements de l'évaluation fondés sur des aspects liés au refinancement (Funding Valuation Adjustments, FVA) sont nécessaires pour prendre en compte les coûts de financement implicites du marché dans l'évaluation des instruments financiers dérivés. La couverture répétée de dérivés clients non garantis par le biais de dérivés de couverture garantis, conclus sur le marché interbancaire, engendre des coûts de financement. Alors que le volume à financer est défini à partir d'une simulation de couverture, les taux de refinancement sont appliqués de façon glissante à l'Euribor (Euro Interbank Offered Rate). L'évaluation CVA/DVA a lieu de manière similaire des deux côtés ; c'est-à-dire que l'on tient compte aussi bien des ajustements (Funding Benefit Adjustments – FBA) de couvertures négatives que des ajustements (Funding Cost Adjustments – FCA) de couvertures positives.

Validation et contrôle. — Le processus d'évaluation est soumis à une validation et à un contrôle permanents. Une partie de l'évaluation non commerciale des positions dans les activités de banque transactionnelle consiste à garantir l'adéquation des méthodes ou des modèles utilisés pour l'évaluation.

Les nouveaux modèles d'évaluation sont en principe soumis à une validation initiale complète avant leur première utilisation. Les modèles d'évaluation sont régulièrement contrôlés en fonction du degré d'exposition ainsi que de la qualité marchande et de la complexité du modèle utilisé. De plus, des examens exigés par les circonstances sont pratiqués, par exemple lorsque d'importantes modifications de méthodes sont entreprises.

Dans le cadre de l'examen non commercial des paramètres d'évaluation (Independent Price Verification), on s'assurera en outre de la conformité au marché des paramètres utilisés pour les instruments financiers à évaluer.

#### (6) Classement des niveaux d'évaluation :

Niveau 1 : Le meilleur indicateur pour la juste valeur des instruments financiers est la valeur du marché. S'il existe un marché actif, les valeurs de marché observables sont utilisées pour mesurer les instruments financiers inscrits au bilan à leur juste valeur. Il s'agit généralement des cours de bourse ou du prix sur le marché interbancaire. Ces justes valeurs relèvent du niveau 1.

Niveau 2 : S'il n'existe aucun prix du marché observable pour un instrument financier, l'évaluation s'effectue au moyen de cotations de prix sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires. Si ces données de comparaison sont également indisponibles, l'évaluation s'effectue au moyen de méthodes d'évaluation reconnues, toutes les données d'entrée importantes reposant sur des données de marché observables et provenant de sources externes. Généralement, ces méthodes d'évaluation sont utilisées pour les dérivés de gré à gré (y compris les dérivés de crédit) et les instruments financiers évalués à leur juste valeur et non négociés sur un marché actif. Dans ce cas, les justes valeurs relèvent du niveau 2.

Niveau 3 : Lorsque les paramètres d'entrée principaux ne peuvent être observés directement sur le marché, le calcul de la juste valeur se fonde sur des hypothèses réalistes reposant sur les conditions du marché. Cette méthode d'évaluation constitue en particulier la base pour les produits (dérivés) à structure complexe fondés sur des paniers sous-jacents, pour lesquels des corrélations non directement observables sur le marché constituent un facteur d'évaluation essentiel. Si aucun prix du marché n'est disponible pour des instruments financiers non dérivés, ce sont les prix des arrangeurs qui sont utilisés. L'évaluation des participations non cotées en bourse enregistrées à leur juste valeur ainsi que l'examen de dépréciation du goodwill reposent également sur des paramètres d'entrée non observables, notamment sur les plus-values dégagées par rapport aux prévisionnels établis par l'entreprise. Pour les biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier, les justes valeurs sont calculées sur la base des rendements et charges attendus, relevant ainsi du niveau 3 également.

(7) Compensation des actifs et des passifs financiers. — Conformément à la norme IAS 32, on peut effectuer la compensation d'un actif et d'un passif financiers, et faire état du montant net au bilan, pour autant que l'on dispose d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, droit pouvant être exercé à tout moment, et que l'on entend soit régler le montant net, soit réaliser l'actif et régler le passif simultanément. Le droit juridiquement exécutoire doit s'inscrire dans le cadre de l'activité normale de ladite entité et ne pas dépendre de la

survenance d'un événement futur. La nature et l'étendue de la compensation des actifs et des passifs financiers sont détaillées à la Note (62). Cette même Note fait état des options conditionnelles de compensation qui ne remplissent pas les spécifications de la norme IAS 32.

(8) Comptabilité de couverture. — La norme IAS 39 définit l'ensemble des règles qui régissent l'inscription au bilan des opérations de couverture, à savoir la comptabilisation des instruments de couverture (en particulier les dérivés) et des éléments couverts correspondants.

Le groupe Helaba souscrit des dérivés à la fois à des fins de transaction et à des fins de couverture. Lorsque des dérivés sont clairement utilisés pour couvrir des risques sur des opérations qui ne sont pas menées à des fins de transaction, et que ces dérivés ne sont pas classés dans la catégorie des instruments évalués à leur juste valeur par résultat (aFV), la norme IAS 39 prévoit, sous certaines conditions, l'application de règles spéciales pour la comptabilité de couverture.

Au début de la relation de couverture, il convient de documenter à la fois l'opération de couverture et les objectifs et stratégies de gestion des risques du groupe ainsi que la méthode de mesure de l'efficacité prospective et rétrospective de la couverture. Il convient en particulier de préciser l'opération de base à couvrir, le risque à couvrir et l'instrument de couverture.

En outre, l'IAS 39 précise que la couverture doit être efficace. À ce titre, il convient de contrôler régulièrement l'efficacité de la couverture. Une relation de couverture est considérée comme efficace lorsque, aussi bien au moment de sa désignation que pendant toute sa durée, les variations de valeur de l'élément couvert sont largement compensées par celles de l'instrument de couverture (test d'efficacité prospective ou présomption d'efficacité) et que les résultats courants se situent dans une fourchette comprise entre 80 % et 125 % (test d'efficacité rétrospective). Si une relation de couverture s'avère ne plus être efficace, elle est liquidée. Si, au terme de la relation de couverture, l'élément couvert continue de figurer au bilan, les ajustements de la valeur comptable de l'élément couvert porteur d'intérêts appliqués sur la durée de la couverture sont imputés sur l'échéance résiduelle de l'élément concerné et enregistrés dans les revenus nets d'intérêts.

Le groupe Helaba a recours à la comptabilité de microcouverture de juste valeur pour compenser les variations de juste valeur des éléments couverts (entraînées par les variations de taux d'intérêt) par les variations de valeur des dérivés utilisés pour la couverture. Sont notamment soumis à ce type de risque de marché lié aux taux d'intérêt les opérations d'émission et les opérations de crédit du groupe ainsi que les titres à revenus fixes du portefeuille de placement de trésorerie. Les instruments de couverture utilisés par Helaba sont exclusivement des swaps de taux d'intérêt ainsi que les swaps de taux d'intérêt multidevises répondant aux exigences de la comptabilité de couverture.

Conformément aux règles de comptabilité de couverture de juste valeur, les dérivés utilisés à des fins de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur et imputés au bilan aux postes Valeurs de marché positives ou négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction. Pour les éléments couverts qui, sans comptabilité de couverture, devraient être enregistrés au coût amorti, les variations de valeur de l'élément couvert imputables au risque couvert entraînent un ajustement de la valeur comptable correspondante. La variation de la juste valeur de l'élément couvert imputable au risque couvert est enregistrée au Compte de résultat dans le résultat net des opérations de couverture, avec une contre-écriture passée pour l'instrument de couverture correspondant.

La couverture des risques de change s'effectue au moyen d'instruments financiers non dérivés. Ces risques sont couverts pour des participations classées dans les actifs disponibles à la vente (AfS) et pour une participation nette dans une entité étrangère. Les plus-values et moins-values liées à l'écart de conversion de devise sur les opérations de couverture sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et enregistrées dans la réserve de conversion de devises.

Valeurs de marché positives et négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction. — Ces postes permettent d'enregistrer les dérivés du groupe Helaba qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Il s'agit notamment des dérivés désignés comme instruments de couverture pour une microcouverture de juste valeur. En outre, ces postes enregistrent les dérivés utilisés dans le cadre de la gestion de couverture aux fins de couverture économique, pour lesquels la conformité aux exigences de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 n'est toutefois pas documentée (couverture économique). Les valeurs de marché positives sont inscrites à l'actif, et les valeurs de marché négatives au passif.

Le résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction est enregistré, en fonction de leur utilisation, dans le résultat net des opérations de couverture ou dans le résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur. Les produits et charges courants de ces dérivés sont enregistrés dans les revenus nets d'intérêts.

(9) Produits structurés. — Les produits structurés désignent les contrats qui se composent d'un contrat de base (contrat hôte) et d'un ou plusieurs instruments financiers dérivés incorporés. Un dérivé incorporé fait partie intégrante du produit structuré et ne peut être négocié séparément. Sous certaines conditions, la norme IAS 39 exige que les dérivés incorporés soient séparés des contrats hôtes correspondants (bifurcation) et soient traités comme des dérivés indépendants à des fins de comptabilité, sauf si le produit structuré est entièrement évalué à sa juste valeur dans le Compte de résultat.

Dans le groupe Helaba, les instruments financiers non détenus à des fins de transaction, soumis à une obligation de séparation des dérivés incorporés, sont comptabilisés séparément. Sinon, l'option de la juste valeur est utilisée pour le produit structuré dans son ensemble.

(10) Garanties financières. — Une garantie financière est un contrat par lequel le garant s'engage à effectuer un paiement donné pour indemniser le bénéficiaire de la garantie en cas de perte liée à la défaillance d'un débiteur qui n'honorerait pas les obligations contractuelles de paiement d'un instrument de dette. L'engagement né d'une garantie financière est enregistré au moment de la conclusion du contrat. Les garanties financières pour lesquelles Helaba est le garant sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur est de zéro si les paiements attendus (valeur actualisée de l'engagement) équivalent aux versements de primes payés à terme échu et aux conditions du marché (valeur actualisée des primes). Lors de la réévaluation d'une garantie financière, une provision est constituée pour risques de perte pouvant survenir en cas d'exercice de la garantie financière. En outre, les garanties financières pour lesquelles l'option de la juste valeur a été appliquée à la première comptabilisation sont comptabilisées à la juste valeur tant lors de l'évaluation initiale que lors des réévaluations ultérieures. Le résultat de la réévaluation est comptabilisé dans le résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur.

(11) Opérations de pension livrée et de prêt-emprunt de titres. — Le groupe Helaba réalise des opérations de pension livrée (une vente de titres au comptant suivie d'un rachat à terme à une date et à un prix convenus d'avance) à la fois en qualité de vendeur de titres (mise en pension, repo) et en qualité d'acheteur de titres (prise en pension, reverse repo).

Les opérations de mise en pension (repo) sont des contrats de vente à rachat sur obligation selon lesquels un vendeur transfère des titres qui lui appartiennent à un acheteur contre paiement d'un montant déterminé. Le contrat de vente à rachat prévoit par ailleurs que l'acheteur doit restituer au vendeur, à une date ultérieure déterminée, les titres qui ont été mis en pension (ou des titres de même nature) contre versement d'un montant convenu à l'avance.

Étant donné l'obligation impérative de restitution des titres par l'acheteur, les titres ne sont pas sortis des états comptables du vendeur. Ils continuent de figurer dans les états comptables consolidés dans la catégorie d'actifs dont ils relèvent selon la norme IAS 39, et sont affectés aux actifs détenus à des fins de transaction ou au portefeuille de placements financiers (immobilisations financières). Selon le même principe comptable, les titres pris en pension par le groupe Helaba (reverse repo) ne figurent pas dans les états comptables consolidés car, d'un point de vue économique, la prise en pension ne constitue pas une entrée d'actif.

Si des opérations de mise en pension sont conclues à des fins de transaction, les flux entrants de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et comptabilisés en tant que dette dans les passifs détenus à des fins de transaction. La différence entre le paiement reçu et l'engagement de remboursement est enregistrée en tant que résultat d'évaluation dans le résultat net du portefeuille de transaction. Les opérations d'open market, dont la finalité est la gestion de la liquidité bancaire, sont comptabilisées en tant que dettes auprès des établissements de crédit. Les paiements d'intérêts convenus sont enregistrés dans les revenus nets d'intérêts.

Inversement, les flux sortants de trésorerie sur les opérations de prise en pension, pour autant qu'elles soient effectuées à des fins de transaction, sont enregistrés en tant que créances dans les actifs détenus à des fins de transaction et évalués en conséquence. Comme dans le cas des opérations de mise en pension, le résultat d'évaluation est enregistré dans le résultat net du portefeuille de transaction, conformément à leur finalité.

Il convient de distinguer les opérations de pension livrée des opérations de prêt-emprunt de titres, dans lesquelles le groupe Helaba intervient à la fois en qualité de prêteur et d'emprunteur.

Dans le cas des opérations de prêt-emprunt, les titres sont prêtés pour une période limitée, l'emprunteur s'engageant à restituer au prêteur à une date convenue des titres de même nature, de même qualité et dans la même quantité. Il s'agit d'un prêt à usage (commodat) au sens du § 607 du Code civil allemand (Bürgerliches Gesetzbuch – BGB). Les titres prêtés à l'emprunteur restent affectés au portefeuille de titres du prêteur (actifs détenus à des fins de transaction, immobilisations financières) et sont évalués en fonction de la catégorie d'actif dont ils relèvent. L'emprunteur ne procède à aucune comptabilisation ni évaluation comptable des titres empruntés.

Les garanties en numéraire qui ont été apportées pour les opérations de prêt-emprunt de titres sont comptabilisées dans les créances, et les garanties en numéraire qui ont été obtenues sont comptabilisées dans les dettes. Les garanties sous forme de titres apportées par le groupe Helaba continuent à être comptabilisées selon la méthode comptable choisie initialement.

Les produits et charges des opérations de prêt-emprunt de titres sont imputés au résultat net du portefeuille de transaction, pour autant qu'elles sont conclues à des fins de transaction. Si ce n'est pas le cas, les montants sont affectés aux revenus nets d'intérêts.

Les dettes liées à des ventes à découvert de titres empruntés sont enregistrées à leur juste valeur dans les passifs détenus à des fins de transaction.

(12) Comptabilisation des contrats de location. — Une opération de crédit-bail est classée comme leasing opérationnel lorsque l'essentiel des avantages et des risques économiques liés à l'actif loué est imputable au crédit-bailleur. À l'inverse, lorsque l'essentiel des avantages et des risques économiques liés à l'actif loué est imputable au crédit-preneur, l'opération de crédit-bail est classée comme leasing financier.

Les opérations de crédit-bail dans lesquelles le groupe Helaba est le crédit-bailleur. — Lorsque le groupe Helaba conclut des opérations de leasing opérationnel, l'actif loué reste la propriété économique de la société du groupe. Les actifs loués sont comptabilisés au bilan consolidé parmi les immobilisations corporelles ou parmi les biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier (immeubles de placement). L'inscription au bilan des actifs loués s'effectue selon les principes applicables pour ces catégories d'actifs. Les produits des contrats de crédit-bail sont enregistrés de manière linéaire tout au long de la durée du contrat et affectés aux autres produits d'exploitation. Pour les opérations de location-financement (leasing financier), une créance vis-à-vis du crédit-preneur est enregistrée à concurrence de la valeur nette de l'investissement à la conclusion du contrat aux postes Prêts et créances sur des clients ou Créances sur des établissements de crédit. Les loyers sont ventilés entre la composante d'intérêts enregistrée dans le Compte de résultat et la composante d'amortissement affectée au remboursement du principal. La composante d'intérêt est imputée aux revenus nets d'intérêts.

Les opérations de crédit-bail dans lesquelles le groupe Helaba est le crédit-preneur. — Les loyers versés au titre des contrats de leasing opérationnel (location simple) sont enregistrés dans les charges de gestion administrative. En 2016, aucun contrat de crédit-bail dans lequel Helaba est crédit-preneur n'est classé comme leasing financier (location-financement).

(13) Conversion des états comptables établis en devises étrangères

La conversion des opérations libellées en devises étrangères dans les états comptables des sociétés consolidées et la conversion des états comptables des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de référence s'effectuent selon les règles de la norme IAS 21.

Tous les éléments monétaires libellés en devises étrangères et les instruments de capitaux propres évalués à leur juste valeur en devises étrangères (actions, participations) sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments non monétaires évalués au coût amorti (par exemple les immobilisations corporelles) sont convertis au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de change sont enregistrés dans le Compte de résultat, exception faite des écarts liés à des instruments de capitaux propres évalués à leur juste valeur qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour convertir les états comptables établis en devises étrangères des établissements consolidés (filiales, succursales), la méthode temporelle est tout d'abord utilisée pour convertir de la devise étrangère dans la monnaie fonctionnelle lorsque ces devises sont différentes. Les chiffres sont ensuite convertis dans la monnaie de référence pour l'établissement des états comptables et financiers (l'euro) selon la méthode du cours de clôture modifiée. Selon cette méthode, tous les actifs et passifs monétaires et non monétaires sont convertis dans la devise de référence des états comptables au cours de référence de la BCE à la date d'établissement du bilan. Les produits et charges de la période de référence sont convertis au cours moyen de la période. Tous les écarts de change sont enregistrés dans les capitaux propres (réserve de conversion de devises) jusqu'à la sortie du périmètre de consolidation ou la cessation d'activité de l'établissement implanté à l'étranger.

(14) Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit. — Pour les risques afférents aux opérations de crédit inscrites au bilan, des provisions spécifiques, des provisions évaluées à l'échelle du groupe et des provisions de portefeuilles de crédits sont constituées.

À chaque date de clôture du bilan, le groupe Helaba procède à un test de dépréciation des instruments financiers relevant de la catégorie des prêts et créances (LaR). Tous les prêts et créances d'importance significative sont soumis à un examen spécifique. En cas d'indice objectif d'une dépréciation, une provision est calculée en conséquence.

Les principaux indicateurs de dépréciation sont les suivants :

- un retard de paiement de plus de 90 jours ;
- un découvert non autorisé de plus de 90 jours ;
- une restructuration de prêt en raison de la dégradation de la notation du débiteur (solvabilité) ;
- l'introduction d'une procédure d'exécution forcée ;
- l'existence de conditions justifiant l'ouverture ou la mise en œuvre d'une procédure collective ou d'une déclaration de surendettement ;
- l'introduction d'une procédure de sursis concordataire (report des échéances de dettes).

Il convient de constituer une provision pour risque de crédit lorsqu'il est probable que tous les versements d'intérêts ainsi que toutes les échéances de remboursement du capital (amortissement) qui ont été convenus par voie contractuelle ne seront pas honorés. Le montant de la provision correspond à la différence entre la valeur comptable et le montant réalisable de la créance. Le montant réalisable correspond quant à lui à la valeur courante des flux de trésorerie attendus, en incluant le recouvrement de la garantie, le cas échéant. La décote des flux de trésorerie estimés se fonde sur le taux d'intérêt effectif initial de la créance. Pour les créances à taux variable, c'est le taux courant qui s'applique.

Ces portefeuilles incluent des créances avec des structures de risques similaires et sont évalués selon une méthode uniforme. Si les paiements attendus restent inchangés, la valeur actualisée est réévaluée en raison de la désactualisation (unwinding) de la décote des flux de trésorerie sur la durée de la créance. Le montant de cette désactualisation fait partie des revenus d'intérêts. La constitution ou la reprise de provisions est enregistrée au Compte de résultat dans les provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit. Ces provisions représentent les écarts entre les flux de trésorerie effectifs et les flux de trésorerie attendus, les variations des flux de trésorerie attendus à venir et les changements de taux d'intérêt variables depuis la précédente date de clôture. Les effets de change (variations de taux de change) sont également enregistrés dans le Compte de résultat.

Les créances considérées comme non significatives, pour lesquelles il n'y a pas d'indice de dépréciation, sont regroupées dans des portefeuilles aux contours limités. Des données relatives à la mesure des risques de crédit, notamment les montants soumis à des risques de défaut, les garanties et les probabilités historiques de défaut, sont intégrées au calcul des provisions forfaitaires à l'échelle du groupe. Le risque-pays est factorisé de manière implicite dans le calcul. Des provisions sur des portefeuilles de crédits sont également constituées selon cette méthodologie. Ces provisions sont comptabilisées pour les créances et les prêts pour lesquels il n'y a pas d'indice objectif de dépréciation ou dont l'analyse individuelle ne fait apparaître aucune obligation de dépréciation. La provision de portefeuille sert à couvrir les dépréciations de valeur qui pourraient exister, mais qui ne

sont pas encore identifiées. Dans ce cas, les pertes anticipées sont multipliées par des facteurs tenant compte de la période entre la survenance et l'identification de la dépréciation.

Les provisions pour dépréciation de créances inscrites au bilan figurent expressément sous la forme d'une dépréciation de la valeur des créances détenues sur les établissements de crédit et de la valeur des prêts et créances sur des clients. Les provisions pour risques sur des opérations hors bilan (passifs éventuels et accords de crédit irrévocables) sont comptabilisées comme des provisions séparées pour risques sur des opérations de crédit. La procédure de détermination du montant de la provision correspond largement à celle utilisée pour les opérations de crédit inscrites au bilan. Toutefois, il est tenu compte dans ce cas de la probabilité de tirer le prêt ou d'utiliser le montant de la créance.

Les créances irrécouvrables pour lesquelles aucune provision n'a été constituée sont passées en perte dès que leur caractère irrécouvrable est constaté. Les montants recouverts ultérieurement sur des créances qui ont été passées en perte sont enregistrés dans le Compte de résultat. L'inscription directe en perte ou les montants recouverts ultérieurement sur des créances qui ont été passées en perte sont comptabilisés dans les provisions pour dépréciation de créance et risques de crédit dans le Compte de résultat.

(15) Biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier. — Les biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier (immeubles de placement) sont des actifs immobiliers détenus pour générer des revenus locatifs sur le long terme et/ou des plus-values immobilières.

Pour classer les biens immobiliers à usage mixte, à savoir les biens dont la surface est en partie donnée en location et en partie occupée par Helaba pour son usage propre, il convient de s'assurer que les différents lots du bien immobilier peuvent être vendus ou loués séparément ou de vérifier qu'il existe un marché actif permettant de commercialiser ces lots. Si l'usage économique du bien immobilier ne peut pas être scindé en plusieurs lots, le bien immobilier est classé dans la catégorie des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier (immeubles de placement) lorsque la surface affectée à un usage propre par le groupe est mineure par rapport à la surface totale. Les biens immobiliers essentiellement affectés à un usage propre par le groupe sont comptabilisés dans les immobilisations corporelles, selon les règles comptables de la norme IAS 16.

Les biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier sont enregistrés au coût d'acquisition amorti ou au coût de construction amorti. Les coûts d'acquisition ou de construction subséquents ne sont enregistrés à l'actif que s'ils génèrent un avantage économique supplémentaire. En revanche, les coûts d'entretien sont passés directement en charges. Les coûts d'emprunt sont enregistrés à l'actif en tant que composante du coût d'acquisition ou de construction dans les conditions prévues par la norme IAS 23. Les bâtiments sont amortis selon un plan d'amortissement linéaire sur toute la durée d'utilisation économique. L'approche par composant s'applique lorsque des composants essentiels présentent des durées d'utilisation économique extrêmement différentes.

La durée d'utilisation économique d'un bien immobilier varie en fonction de sa destination. Les durées d'utilisation économique applicables sont les suivantes :

Immeubles d'habitation et bâtiments à usage commercial	40 à 80 ans
Immeubles de bureaux, locaux et bâtiments professionnels	40 à 60 ans
Immeubles à usage spécifique	20 à 60 ans

Les dépréciations sortant de ce cadre font l'objet d'amortissements exceptionnels. Des reprises sont opérées lorsque le motif d'amortissement exceptionnel ne s'applique plus.

Les loyers, les plus-values et moins-values de cession ainsi que les amortissements et autres charges directement imputables aux biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier sont enregistrés au poste Autre résultat d'exploitation.

Les valeurs de marché des biens immobiliers figurant à la Note (44) sont déterminées selon une méthodologie reconnue à l'international. La grande majorité des biens détenus par le groupe (immeubles d'habitation, bâtiments à usage professionnel, parkings et places de stationnement et terrains non bâtis) est évaluée par des experts indépendants qui se réfèrent aux prix du marché pour déterminer la valeur des biens. Ces experts utilisent généralement la méthode des flux de trésorerie actualisés selon laquelle les justes valeurs sont déterminées sur la base de la valeur de capitalisation des revenus locatifs actuels réalisables sur le long terme, pondérée des coûts de gestion et du taux de vacance prévisionnel.

À des fins d'évaluation, les biens immobiliers sont classés en fonction de leur localisation et de leur nature et regroupés en clusters (catégories de biens). Cette classification se fait selon plusieurs paramètres : le marché (macro-localisation), l'implantation (micro-localisation), la nature du bien et la qualité des flux de trésorerie. Ainsi, les biens sont regroupés dans des catégories homogènes qui se distinguent par la situation du bien et la qualité de l'entité en charge de sa gestion, et donc des risques encourus.

Les critères suivants ont été appliqués pour la valorisation des catégories de biens :

- Taux annuels d'augmentation des loyers ;
- Charges d'exploitation non récupérables ;
- Taux de vacance effectifs ;
- Taux d'actualisation et de capitalisation.

Les critères suivants ont été appliqués aux biens immobiliers :

- Détermination des loyers courants du marché à la date d'évaluation ;
- Calcul des coûts d'entretien, de gestion et autres charges ;
- Évolution des loyers au m<sup>2</sup> en extrapolant les loyers du marché et les loyers actuels ;
- Évolution des taux de vacance sur la base d'hypothèses spécifiques à certaines catégories de biens (clusters) par rapport à un objectif de taux de vacance ;
- Évolution des coûts d'entretien, de gestion, des charges non récupérables, des autres charges ainsi que, le cas échéant, des taxes applicables.

Les flux de trésorerie sont déterminés en deux étapes. Tout d'abord, un prévisionnel détaillé sur dix ans, période durant laquelle les entrées de trésorerie dégagées sur les loyers actuels sont réduites en appliquant le taux actuel de vacance sur la première année, puis en extrapolant des taux de vacance pour les années à venir (années deux à dix). Le montant ainsi déterminé, diminué des coûts de gestion, des charges non récupérables, des coûts d'entretien et de remise en état ainsi que des taxes foncières, donne les flux de trésorerie disponibles avant impôts et service de la dette. La onzième année, une cession hypothétique de l'immeuble est extrapolée, le prix de cession constituant alors la valeur résiduelle. La somme totale des valeurs actualisées des flux de trésorerie dégagés sur un horizon prévisionnel détaillé et de la cession hypothétique du bien constitue la juste valeur de l'actif immobilier.

Le taux d'actualisation comprend un taux d'intérêt sans risque ainsi que des facteurs de majoration et de minoration pour tenir compte des risques inhérents aux biens immobiliers et à leur localisation, ainsi que des risques du marché.

(16) Immobilisations corporelles. — Sont comptabilisés dans les immobilisations corporelles les terrains et les immeubles à usage propre, le mobilier, le matériel de bureau et les équipements, les immeubles en construction (s'ils ne sont pas construits ou étendus pour une utilisation future à titre d'investissement financier) ainsi que les actifs loués à des tiers dans le cadre d'un leasing opérationnel.

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition ou de construction amorti. Le coût amorti comprend le prix d'acquisition ou de construction ainsi que tous les coûts directement imputables qui ont été engagés pour permettre l'exploitation de l'actif corporel. Les coûts d'acquisition ou de construction subséquents ne sont enregistrés à l'actif que s'ils génèrent un avantage économique supplémentaire. En revanche, les coûts d'entretien des actifs corporels sont passés directement en charge.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon un plan d'amortissement linéaire sur toute la durée d'utilisation économique en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables. L'amortissement linéaire ne s'applique pas pour les actifs économiques de faible valeur, qui sont totalement amortis l'année de leur acquisition.

Les durées d'utilisation économique escomptées sont les suivantes :

Bâtiments	25 à 80 ans
Mobilier et matériel de bureau, équipements divers	1 à 30 ans
Actifs en crédit-bail	3 à 25 ans

Des amortissements exceptionnels sont constitués s'il y a des indices de dépréciation et que la valeur comptable d'un actif corporel dépasse la plus haute des deux valeurs que sont la valeur d'usage et la valeur nette de cession (juste valeur diminuée des coûts de cession). Si les motifs qui justifient la constitution d'un amortissement exceptionnel ne s'appliquent plus les années suivantes, une reprise est opérée jusqu'à concurrence du coût d'acquisition ou de construction amorti.

Les amortissements ordinaires et exceptionnels des immobilisations corporelles sont enregistrés dans les charges de gestion administrative. Les plus-values et moins-values résultant des cessions d'immobilisations sont imputées au poste Autre résultat d'exploitation.

(17) Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement des écarts d'acquisition (goodwill), des logiciels ainsi que des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, mais aussi en cas d'indices laissant supposer la survenance d'une dépréciation. Le test de dépréciation est réalisé pour chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est affecté. Le goodwill est affecté aux groupes d'actifs identifiables qui génèrent des flux de trésorerie entrants de manière quasi indépendante des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs et qui sont censés tirer des avantages des synergies générées par le regroupement d'entreprises. Pour déterminer si un actif ou un groupe d'actifs génère des flux de trésorerie entrants de manière quasi indépendante des autres actifs ou groupes d'actifs, divers facteurs entrent en ligne de compte, notamment la nature du contrôle exercée par la direction sur l'activité opérationnelle de l'entreprise. Dans le test de dépréciation, le montant réalisable est comparé à la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie, en incluant les valeurs comptables du goodwill affecté. Le montant réalisable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la juste valeur diminuée des coûts de cession. Si aucune transaction comparable n'a été réalisée récemment et si aucun prix de marché observable n'est disponible, la valeur est généralement déterminée selon un modèle de calcul de rendement permettant de calculer la valeur actualisée des bénéfices futurs escomptés. Les prévisions de résultat sont déduites des calculs prévisionnels et des hypothèses individuelles qui anticipent l'évolution de croissance des produits et des charges. Un résultat constant est calculé sur la base de l'horizon prévisionnel pour la période suivante à prendre en compte, selon le modèle de la rente perpétuelle. La valeur actualisée est calculée à l'aide des taux actuels à long terme au niveau local, en intégrant une majoration pour risque composée d'une prime de risque du marché et d'un coefficient bêta. Lorsque l'écart d'acquisition porte sur une entité ad hoc (entité à objet spécifique), la valeur actualisée peut aussi être déterminée en fonction de l'objet spécifique (actif). Un actif est déprécié lorsque la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie excède le montant réalisable. Dans ce cas, la valeur de goodwill est diminuée à concurrence de l'écart constaté. La dépréciation est enregistrée au poste Autre résultat d'exploitation.

Les logiciels sont évalués au coût amorti et sont amortis généralement sur une période de trois ans. Les portefeuilles de commandes acquis sont amortis en fonction de leur durée contractuelle. Les amortissements et dépréciations de valeur des logiciels et des autres immobilisations incorporelles sont imputés aux charges de gestion administrative. Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées au poste Autre résultat d'exploitation.

(18) Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés. — Les actifs non courants détenus en vue de la vente, les filiales acquises exclusivement en vue de la revente et les groupes destinés à être cédés, selon la définition de la norme IFRS 5, ainsi que les passifs afférents doivent être présentés séparément au bilan. Dans le Compte de résultat, les produits et charges afférents aux filiales acquises exclusivement en vue de la revente, y compris la variation des impôts différés, sont affectés au résultat après impôts des activités abandonnées.

Pour pouvoir inscrire les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés au bilan selon les dispositions de la norme IFRS 5, il faut qu'il y ait une forte probabilité de vente effective dans les douze mois.

Tant que ces conditions ne sont pas remplies, les actifs sont comptabilisés selon les règles générales de comptabilité et d'évaluation. Dès que les conditions fixées par la norme IFRS 5 sont remplies, l'évaluation s'effectue à la plus faible des deux valeurs entre la valeur comptable et la valeur de cession nette réalisable (juste valeur diminuée des coûts de la revente).

(19) Autres actifs et autres passifs. — Les autres actifs incluent les biens immobiliers détenus en vue de la vente dans le cadre de l'activité opérationnelle courante. Ces actifs comprennent les immeubles, dont la construction est achevée ou en cours, qui ont été développés et commercialisés par Helaba. L'évaluation des immeubles s'effectue à la valeur la plus faible entre les coûts d'acquisition ou de construction et la valeur de cession nette, à savoir le produit de cession réalisable estimé, diminué des coûts encore à prévoir pour l'achèvement de la construction et la vente. Les coûts d'emprunt (intérêts sur les capitaux empruntés) sont inscrits à l'actif, si les conditions applicables sont remplies. Les charges et produits liés aux biens immobiliers détenus en vue de la vente sont affectés au poste Autre résultat d'exploitation.

Les autres actifs et autres passifs regroupent également les actifs et les passifs qui, pris isolément, sont d'une importance mineure et ne peuvent pas être affectés à un autre poste du bilan.

(20) Provisions pour retraites et engagements similaires. — Le système de retraite mis en œuvre au sein du groupe Helaba comprend différents types de plans de retraite. Il existe à la fois des plans de retraite à cotisations définies (Defined Contribution Plans) et des plans de retraite à prestations définies (Defined Benefit Plans).

Dans le cas des plans à cotisations définies, des cotisations fixes sont versées à des organismes de retraite externes. Comme le groupe n'est soumis à aucun engagement de paiement autre que le versement des cotisations fixes, aucune provision n'est constituée pour ce type de plan de retraite. Les montants des cotisations versées sur l'exercice au titre des plans à cotisations définies sont enregistrés dans les charges de gestion administrative.

Dans le cas du régime à prestations définies, il existe plusieurs plans au sein de Helaba : des plans qui prévoient des engagements de prestation globale, des plans fondés sur la rémunération en fin de carrière et des plans avec un système de pension de retraite modulaire. Certains engagements de retraite sont couverts par des actifs qui constituent les actifs du régime, selon les dispositions de la norme IAS 19. Ces actifs sont compensés par les engagements de retraite. En cas d'excédent de couverture, la comptabilisation de l'actif net est limitée à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles pendant la durée du plan de retraite ou après le règlement des engagements (plafond de l'actif). Les avantages économiques peuvent prendre la forme de remboursements par le plan de retraite ou de diminutions des cotisations futures à verser au plan.

Les engagements de retraite au titre des plans à prestations définies sont déterminés chaque année par des actuaires-experts indépendants. Ces engagements sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées qui se fonde sur des hypothèses biométriques, sur une extrapolation de l'augmentation des rémunérations et des pensions à venir ainsi que sur un taux de marché actualisé. Ce taux d'actualisation se fonde sur les taux des obligations de première catégorie émises par des sociétés dans la même devise avec une échéance correspondant à la durée moyenne pondérée des engagements de paiement. En Allemagne, le taux de référence tient compte d'un panier d'emprunts obligataires classés « AA », apuré des données aberrantes sur le plan statistique. Pour fixer son taux d'actualisation, Helaba se fonde principalement sur le taux recommandé par Mercer. Le taux effectivement appliqué se situe dans un intervalle de latitude de 0,5 point de pourcentage au sein duquel trois scénarios prévisibles sont calculés. En partant du taux recommandé par Mercer, on utilise le taux du scénario devant être considéré comme la meilleure estimation en tenant compte de la durée et de la recommandation d'autres actuaires. Cette approche vise à éviter les valeurs aberrantes, positives et négatives.

Conformément à la norme IAS 19, les charges de retraite au titre des prestations définies à imputer dans le Compte de résultat sont déterminées, pour l'essentiel, dès le début d'un exercice. Les charges de retraite à imputer dans le Compte de résultat comprennent principalement les intérêts nets et le coût des services rendus au cours de la période.

La composante d'intérêt nette comprend à la fois la charge de désactualisation (unwinding) sur la valeur actualisée des engagements de retraite et le produit d'intérêt généré par les actifs du régime. La composante d'intérêt nette est calculée en multipliant les engagements nets au titre des prestations définies (valeur actualisée des engagements au titre des prestations définies, diminuée de la juste valeur des actifs du régime) au début de la période par le taux d'actualisation applicable, en tenant compte de la variation des engagements nets liée aux versements de cotisations et de prestations au cours de la période. En cas d'excédent de couverture, la composante d'intérêt nette comprend également les produits d'intérêts relatifs à l'effet de plafonnement de l'actif. La charge d'intérêt est affectée aux revenus nets d'intérêts dans le Compte de résultat.

Le coût des services rendus correspond à l'augmentation des engagements de retraite au titre de l'acquisition de droits supplémentaires pour les services rendus par le personnel au cours de l'exercice ; il est affecté aux charges de gestion administrative.

Si la valeur actualisée des engagements au titre des prestations définies varie en raison de la modification ou de la réduction d'un régime, les effets qui en résultent sont enregistrés dans les charges de gestion administrative dans le Compte de résultat en tant que coûts des services passés, à la date à laquelle intervient la modification ou la réduction du régime. Les éventuels gains ou pertes liés au règlement des engagements au titre des prestations définies sont traités de la même manière.

Les écarts entre les hypothèses actuarielles en début d'exercice et l'évolution réelle au cours de l'exercice, de même que l'actualisation des paramètres d'évaluation à la fin de l'exercice, produisent des effets de réévaluation qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les plans à prestations définies communs à plusieurs employeurs sont traités comme des plans à cotisations définies dès lors qu'ils ne peuvent être comptabilisés comme des plans à prestations définies en raison de l'absence d'informations suffisamment fiables. Des informations complémentaires sont alors fournies sur ces plans.

(21) Autres provisions. — D'autres provisions sont constituées conformément à la norme IAS 37 si une obligation (juridique ou implicite), incombant au groupe Helaba, résultant d'un événement passé, est susceptible d'entraîner une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant ou la date de survenance de l'obligation sont incertains. Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation possible, à la date de clôture, de la dépense qui devra être engagée pour régler l'obligation. Des provisions non courantes sont comptabilisées à leur valeur actualisée si l'effet d'actualisation est important. Les provisions sont actualisées selon un taux à la fois conforme à l'usage sur le marché et proportionné par rapport au risque encouru.

Les autres provisions comprennent également des provisions pour charges de personnel évaluées selon les dispositions de la norme IAS 19.

(22) Impôts sur les bénéfices. — Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés et évalués conformément à la norme IAS 12. Les actifs et passifs d'impôt exigible sont calculés aux taux d'imposition applicables à la date d'exigibilité de l'impôt.

Des actifs et des passifs d'impôt différé (impôts latents) sont comptabilisés pour tenir compte des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs, inscrits au bilan selon les normes IFRS, et la valeur dans la base fiscale correspondante. Ils sont évalués selon les taux d'imposition qui ont été arrêtés à la date de clôture et qui seront déterminants à la date où ces impôts différés seront réalisés. Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires qui se traduiront par des charges fiscales au moment où ces différences seront soldées. Si l'apurement des différences temporaires est susceptible de se solder par un remboursement (crédit d'impôt) et qu'il est probable que ce remboursement puisse être utilisé, c'est alors un actif d'impôt différé qui est comptabilisé. Les reports de pertes fiscales sont comptabilisés comme actif d'impôt différé uniquement si leur utilisation future peut être établie avec une probabilité suffisante. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés à condition que le type d'impôt, l'administration fiscale chargée de prélever l'impôt et l'échéance de l'impôt soient les mêmes. Les actifs et les passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Les impôts différés résultant de différences temporaires sur les autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et dans la réserve de réévaluation. Les actifs et les passifs d'impôt exigible et d'impôt différé sont présentés séparément dans les Notes de l'Annexe aux Comptes annuels consolidés relatives aux actifs et aux passifs au titre des impôts sur les bénéfices.

(23) Capital subordonné. — Sont affectés au capital subordonné les émissions de bons de jouissance, les dettes subordonnées, titrisées ou non titrisées, ainsi que les apports tacites qui doivent être classés dans les capitaux empruntés selon les critères de la norme IAS 32.

Les instruments financiers affectés au capital subordonné sont classés dans la catégorie des Autres passifs financiers (OL) et évalués au coût amorti. Pour éviter les incongruités comptables, une microcouverture de juste valeur ou l'option de la juste valeur est utilisée pour certaines composantes du capital subordonné.

Explications relatives au Compte de résultat :

(24) Revenus nets d'intérêts :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Intérêts perçus au titre des éléments suivants :		
Opérations de crédit et opérations sur le marché monétaire	2 531	2 763
Titres à revenu fixe	246	270
Dérivés de la comptabilité de couverture	239	249
Dérivés non détenus à des fins de transaction	879	1 003
Instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)	66	66
Passifs financiers (intérêts négatifs)	22	4
Revenus courants au titre des éléments suivants		
Actions et autres titres à revenu variable	24	22
Parts dans des sociétés affiliées	1	2
Participations	14	6
Intérêts perçus	4 022	4 385
Intérêts versés au titre des éléments suivants		
Dettes auprès des établissements de crédit et des clients	- 1 024	- 1 178
Dettes titrisées	- 332	- 358
Capital subordonné	- 146	- 156
Dérivés de la comptabilité de couverture	- 223	- 257



Dérivés non détenus à des fins de transaction	- 795	- 841
Instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)	- 208	- 237
Actifs financiers (intérêts négatifs)	- 20	- 5
Provisions	- 43	- 41
Intérêts versés	- 2 791	- 3 073
<b>Total</b>	<b>1 231</b>	<b>1 312</b>

Les produits d'intérêts (intérêts perçus) sur les opérations de crédit et les opérations réalisées sur le marché monétaire comprennent des effets de désactualisation (unwinding) sur des créances dépréciées, pour lesquelles les paiements attendus restent toutefois inchangés, à hauteur de 18 millions d'euros (2015 : 31 millions d'euros).

Les revenus courants sur les actions et autres titres à revenu variable comprennent des dividendes et des distributions liés à des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO), pour un montant de 4 millions d'euros (2015 : 7 millions d'euros).

Les produits courants sur les parts détenues dans des sociétés affiliées comprennent, outre des dividendes, des produits liés à des contrats de transfert de bénéfices.

Les intérêts versés au titre des provisions comprennent des charges d'intérêt nettes sur des engagements de retraite, pour un montant de – 41 millions d'euros (2015 : – 38 millions d'euros).

(25) Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit :

<b>(En millions d'Euros)</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Dotations	- 354	- 372
Provisions pour dépréciation de créances	- 325	- 356
Provisions pour risques de crédit	- 29	- 16
Reprises	195	132
Provisions pour dépréciation de créances	169	107
Provisions pour risques de crédit	26	25
Provisionnement direct de créances	- 6	- 36
Recouvrement sur créances provisionnées	11	39
<b>Total</b>	<b>- 154</b>	<b>- 237</b>

(26) Produits nets sur commissions :

<b>(En millions d'Euros)</b>	<b>2 016</b>	<b>2 015</b>
Opérations de crédit et de garantie	37	35
Opérations de paiement et de commerce extérieur	104	101
Gestion de patrimoine et conception de fonds	86	83
Opérations sur titres et opérations de dépôt	47	49
Engagements de placement et de souscription	23	22
Gestion des programmes de subvention et de développement du secteur public	37	40
Épargne logement	- 12	- 13
Opérations fiduciaires	3	3
Autres	15	13
<b>Total</b>	<b>340</b>	<b>333</b>

Les commissions sur les opérations de transaction sont affectées au résultat net du portefeuille de transaction.

(27) Résultat net du portefeuille de transaction :

<b>(En millions d'Euros)</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Opérations sur cours	3	1
Actions	24	19
Dérivés sur actions	- 16	- 8
Certificats d'actions/d'indices émis	- 5	- 10
Opérations sur taux d'intérêt	149	232
Opérations primaires sur taux d'intérêt	164	116
Dérivés sur taux d'intérêt	- 15	116
Opérations sur devises	5	- 22
Devises	96	- 53
Dérivés sur devises	- 91	31
Résultat net des dérivés de crédit	1	

Opérations sur produits de base	6	6
Résultat net sur commissions	- 18	- 27
Total	146	190

Outre les plus-values et moins-values de cession et d'évaluation des instruments financiers dérivés et non dérivés détenus à des fins de transaction, le résultat net du portefeuille de transaction comprend les intérêts et dividendes courants des portefeuilles d'actifs détenus à des fins de transaction ainsi que des commissions sur des opérations de transaction.

Le résultat des opérations primaires sur taux d'intérêt se compose principalement des contributions au résultat des titres à revenu fixe, des crédits semi-obligataires et des opérations sur le marché monétaire ainsi que de titres émis sur le marché monétaire.

(28) Résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO) :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction	- 35	- 104
Résultat des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)	86	126
Total	51	22

Ce poste comprend les résultats des couvertures économiques (éléments couverts et dérivés). Il comprend également les résultats réalisés et non réalisés sur d'autres instruments financiers volontairement désignés à la juste valeur. Les revenus d'intérêts et les dividendes sur les instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO) sont enregistrés dans les revenus nets d'intérêts. Sur le résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction, 3 millions d'euros (2015 : 3 millions d'euros) sont imputables aux dérivés de crédit. Le montant imputable aux instruments détenus par des fonds spéciaux consolidés et des fonds de détail ouverts au public consolidés dans le résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur s'élève à 23 millions d'euros (2015 : - 31 millions d'euros).

(29) Résultat net des opérations de couverture. — Le résultat net des opérations de couverture comprend les gains et les pertes d'évaluation sur les opérations de base couvertes (éléments couverts) et les instruments de couverture relevant de la comptabilité de couverture.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	15	- 10
Résultat d'évaluation sur les éléments couverts	- 20	13
Total	- 5	3

(30) Résultat net des immobilisations financières. — Le résultat net des immobilisations financières comprend les plus-values et moins-values de cession ainsi que les gains et les pertes d'évaluation sur les investissements financiers relevant de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente (AfS).

(En millions d'Euros)	2016	2015
Résultat de cession des immobilisations financières disponibles à la vente	19	63
Parts de sociétés liées	1	11
Participations	12	15
Obligations et autres titres à revenu fixe	6	36
Actions et autres titres à revenu variable		1
Résultat d'évaluation des immobilisations financières disponibles à la vente	26	- 56
Dépréciations	- 2	- 56
Reprises sur amortissements et dépréciations	28	
Total	45	7

(31) Résultat des entités consolidées par mise en équivalence. — Le résultat des entités consolidées par mise en équivalence comprend les contributions au résultat apportées par les coentreprises et les entreprises associées, évaluées par mise en équivalence.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Résultat des coentreprises évaluées par mise en équivalence	5	2
Résultat des entreprises associées évaluées par mise en équivalence	3	- 20
Produits de cession sur des entreprises associées évaluées par mise en équivalence		1
Total	8	- 17

(32) Autre résultat net d'exploitation :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Autres produits d'exploitation	447	462
Loyers et produits de location (leasing opérationnel)	326	325
Produits de cession d'actifs non financiers	31	41
Produits liés à la reprise de provisions	14	12

Produits de services non bancaires	31	32
Reprises de dépréciations sur des actifs non financiers	3	1
Produits de la déconsolidation de filiales		15
Autres produits d'exploitation	42	36
Autres charges d'exploitation	- 328	- 289
Charges d'exploitation de biens immobiliers non destinés à un usage propre	- 155	- 149
Coûts de cession sur des actifs non financiers		- 1
Amortissements et dépréciations d'actifs non financiers	- 37	- 56
Dépréciations du goodwill	- 31	
Charges de la déconsolidation de filiales	- 5	
Charges de restructuration	- 2	- 5
Charges de transfert de bénéfices	- 1	- 2
Autres charges d'exploitation	- 97	- 76
Total	119	173

Les principales composantes du poste Autre résultat net d'exploitation sont les produits et les charges imputables à des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier ainsi que les revenus de location (leasing).

Les dépréciations du goodwill concernent le goodwill de la Frankfurter Sparkasse, qui est affecté au segment Autres.

Dans les Autres produits et charges d'exploitation, les montants imputables aux biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier (immeubles de placement) se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Produits des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	326	315
Revenus locatifs	307	297
Produits de cession	19	18
Charges des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	- 185	- 182
Charges d'exploitation des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	- 150	- 147
Dont : biens immobiliers loués à des tiers	- 150	- 147
Amortissements et dépréciations	- 34	- 35
Autres charges	- 1	
Total	141	133

Les dépréciations et amortissements des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier s'élèvent à – 3 millions d'euros (2015 : – 21 millions d'euros).

(33) Charges de gestion administrative :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Charges de personnel	- 625	- 624
Traitements et salaires	- 509	- 502
Charges sociales	- 72	- 71
Charges de retraite et de prévoyance	- 44	- 51
Autres charges de gestion	- 569	- 526
Charges immobilières (bâtiments et locaux)	- 59	- 58
Frais informatiques	- 175	- 164
Cotisations obligatoires, honoraires d'audit et de conseil	- 203	- 180
Frais de publicité, de publication et de représentation	- 38	- 36
Coûts d'exploitation opérationnelle	- 94	- 88
Amortissements et dépréciations	- 38	- 40
Sur des immobilisations corporelles	- 23	- 23
Sur des logiciels et autres immobilisations incorporelles	- 15	- 17
Total	- 1 232	- 1 190

Les cotisations obligatoires incluent la part enregistrée au Compte de résultat des contributions au fonds de résolution européen, à hauteur de – 37 millions d'euros (2015 : – 27 millions d'euros).

(34) Impôts sur le bénéfice :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Impôts exigibles	- 135	- 309

Impôts différés	- 74	132
Total	- 209	- 177

La charge fiscale exigible de l'exercice est due principalement aux activités de la banque en Allemagne (– 52 millions d'euros ; 2015 : – 221 millions d'euros), de la Frankfurter Sparkasse (– 31 millions d'euros ; 2015 : – 32 millions d'euros) et de la succursale de New York (– 24 millions d'euros ; 2015 : – 37 millions d'euros). La charge fiscale prend en compte des bénéfices imputables à des exercices antérieurs pour un montant de 2 millions d'euros (2015 : – 103 millions d'euros).

La charge fiscale exigible de l'exercice a été, comme l'année précédente, peu affectée en raison de l'utilisation de reports de pertes.

La charge fiscale au titre des impôts différés de l'exercice s'explique principalement par l'apparition ou la reprise de différences temporelles à hauteur de – 74 millions d'euros (2015 : 138 millions d'euros). Elle comprend des produits fiscaux inhérents aux exercices antérieurs pour un montant de + 5 millions d'euros (2015 : 106 millions d'euros). Les changements de taux d'imposition n'ont engendré aucune charge fiscale notable au cours de l'exercice. L'utilisation ou l'imputation de reports de pertes fiscales a eu un effet minime sur les charges d'impôts différés nettes au titre de l'exercice (2015 : – 6 millions d'euros).

Le rapprochement est établi sur la base du taux d'imposition applicable pour la société mère. Le taux d'imposition arrondi applicable à la banque Helaba en Allemagne est de 32 %.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Résultat avant impôts	549	596
Taux d'imposition sur les bénéfices applicable en %	32	32
Charge fiscale au titre des impôts sur les bénéfices à prévoir pour l'exercice	- 176	- 191
Incidences de la divergence des taux d'imposition	2	
Incidences des impôts imputables à des exercices précédents comptabilisés sur la période	7	3
Bénéfices non imposables	3	23
Charges d'exploitation non déductibles	- 37	- 11
Majorations/minorations de la taxe professionnelle	7	3
Dépréciations du goodwill	- 10	
Provisions pour dépréciation et ajustements	1	- 5
Autres incidences	- 6	1
Charge fiscale au titre des impôts sur les bénéfices	- 209	- 177

Outre les impôts sur les bénéfices enregistrés dans le Compte de résultat, d'autres impôts différés sont imputés aux éléments du résultat global. Le tableau ci-après présente la répartition des produits et charges saisis sans effet sur le résultat, avec les impôts différés afférents :

(En millions d'Euros)	Avant impôts		Impôts		Après impôts	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Postes non reclassés dans le Compte de résultat :						
Correction de valeur des engagements nets au titre des plans de retraite à prestations définies	- 168	77	48	- 23	- 120	54
Postes à reclasser dans le Compte de résultat :						
Gains et pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente	63	- 62	- 14	19	49	- 43
Variations liées aux écarts de conversion monétaire	7	9			7	9
Total	- 98	24	34	- 4	- 64	20

### (35) Information sectorielle :

(En millions d'Euros)	Immobilier		Corporate finance		Financial markets		Banque fédérative, clients privés et PME	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Revenus nets d'intérêts	378	407	341	354	72	56	353	399
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit	- 3	- 66	- 226	- 93	- 1		10	11
Revenus nets d'intérêts après provisions pour risques	375	341	115	261	71	56	363	410
Produits nets sur commissions	23	22	17	18	75	76	154	146
Résultat net du portefeuille de transaction					127	178	30	24
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FV0)	5	11			40	42	15	- 3
Résultat net des opérations de couverture					- 5	3		
Résultat net des immobilisations financières	1	11	- 1	- 17	33	- 9	5	8
Résultat des entités consolidées par mise en équivalence	14	5		- 21				1
Autre résultat net d'exploitation	215	217	- 44	- 4	5	5	9	16
Total des produits	633	607	87	237	346	351	576	602
Charges de gestion administrative	- 226	- 227	- 129	- 122	- 220	- 224	- 475	- 462

Résultat avant impôts	407	380	-42	115	126	127	101	140
Actif (Md Eur)	34,5	34,1	28,3	26,1	51,6	60,7	35,6	37,1
Passif (Md Eur)	3,5	3,3	4,6	2,9	68,4	68,0	57,1	61,1
Actifs à risques pondérés (Md EUR)	16,1	16,7	13,9	14,0	10,0	10,7	5,8	5,9
Capital alloué (M EUR) (1)	2 740	2 642	1 715	1 634	1 200	1 172	1 166	1 133
Rendement du capital alloué (%) (1)	14,9	14,4	-2,4	7,0	10,6	10,8	8,6	12,4
Ratio coûts-produits	35,5	33,7	41,1	37,1	63,2	63,8	84,1	78,1

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : en raison d'un changement d'allocation des capitaux propres, les chiffres de l'exercice antérieur ont été actualisés.

(En millions d'Euros)	Développement et infrastructures pour le secteur public		Autres		Consolidation/rapprochement		Groupe	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Revenus nets d'intérêts	46	51	-45	-36	86	81	1 231	1 312
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit			64	-92	2	3	-154	-237
Revenus nets d'intérêts après provisions pour risques	46	51	19	-128	88	84	1 077	1 075
Produits nets sur commissions	39	42	33	29	-1		340	333
Résultat net du portefeuille de transaction					-11	-12	146	190
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)			-9	-28			51	22
Résultat net des opérations de couverture							-5	3
Résultat net des immobilisations financières			7	14			45	7
Résultat des entités consolidées par mise en équivalence			-6	-2			8	-17
Autre résultat net d'exploitation		-1	-25	8	-41	-68	119	173
Total des produits	85	92	19	-107	35	4	1 781	1 786
Charges de gestion administrative	-63	-65	-168	-146	49	56	-1 232	-1 190
Résultat avant impôts	22	27	-149	-253	84	60	549	596
Actif (Md Eur)	16,6	16,1	5,3	6,4	-6,7	-8,2	165,2	172,3
Passif (Md Eur)	16,9	16,3	8,9	10,2	5,8	10,5	165,2	172,3
Actifs à risques pondérés (Md EUR)	1,1	1,1	5,9	6,5			52,8	54,9
Capital alloué (M EUR) (1)	128	120	694	696			7 643	7 397
Rendement du capital alloué (%) (1)	17,1	22,8	-21,6	-29,3			7,2	8,1
Ratio coûts-produits	74,2	70,4					63,7	58,8

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : en raison d'un changement d'allocation des capitaux propres, les chiffres de l'exercice antérieur ont été actualisés.

L'information sectorielle comporte les cinq segments (secteurs opérationnels) énumérés ci-dessous :

— Le segment Immobilier comprend les secteurs Crédit immobilier (Real Estate Lending) et Gestion immobilière (Real Estate Management). Ainsi, les services de Helaba aux clients du secteur immobilier sont fédérés au sein d'un seul et même segment. La gamme de produits couvre les financements immobiliers classiques en Allemagne et hors Allemagne, les participations dans l'immobilier résidentiel, la planification et le suivi de projets immobiliers à usage propre ou destinés à des tiers, les projets de partenariat public-privé et la gestion des bâtis (facility management). Les groupes OFB et GWH sont affectés à ce segment.

— Le segment Corporate Finance comprend l'activité Corporate Finance et regroupe les solutions de financement destinées aux entreprises : financements structurés, financements de biens d'équipement, valeurs mobilières adossées à des actifs (asset backed securities), crédit-bail (leasing) ainsi que structuration et vente de concepts de fonds. Certaines sociétés immobilières du groupe HANNOVER LEASING sont consolidées par intégration globale en tant qu'entités ad hoc de Helaba conformément aux dispositions de la norme IFRS 10 et sont, ainsi que les contributions au résultat du groupe HANNOVER LEASING, affectées au segment Corporate Finance.

— Le segment Financial Markets intègre les chiffres des secteurs Marchés des capitaux (Capital Markets), Gestion actif-passif (Asset/Liability Management), Vente secteur public (Sales Public Authorities), établissements financiers (Financial Institutions) et collectivités territoriales hors Allemagne (Public Finance). Le segment fédère en premier lieu les activités de gestion de trésorerie, de trading et de ventes de Helaba. Le portefeuille de produits du segment Financial Markets comprend des produits classiques pour les marchés financiers, des instruments financiers pour la gestion des risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de liquidité, ainsi que des solutions de financement sur mesure pour les entreprises et le secteur public. Les produits de gestion de patrimoine de Helaba Invest Kapitalanlagegesellschaft mbH comprennent également la gestion classique de portefeuilles d'actifs, la gestion de fonds spéciaux (actifs intégrés au sein d'une structure légale unique) et de fonds de détail (fonds ouverts au public) ainsi que la gestion de mandats Master KAG (intégration des actifs d'un investisseur institutionnel au sein d'un fonds spécial géré par une société d'investissement de droit allemand).

— Le segment Banque fédérative, clients privés et PME comprend les services de banque de détail et de banque privée ainsi que l'activité de banque fédérative auprès des caisses d'épargne et l'activité de la Landesbausparkasse Hessen-Thüringen (LBS). La Frankfurter Sparkasse fait état des résultats dégagés sur les produits classiques de banque de détail. Le groupe Frankfurter Bankgesellschaft complète l'offre de banque privée (Private Banking). L'activité de ce segment est axée principalement sur le support aux caisses d'épargne et à leurs clients pour lesquels il développe et fournit des produits.

— Le segment Développement et infrastructures pour le secteur public comprend pour l'essentiel l'activité de la Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen (WiBank). Ce segment regroupe ainsi les résultats dégagés dans les activités de soutien au développement des infrastructures et de l'économie, de financement de programmes de logements et de projets d'urbanisme, ainsi que dans les activités de soutien à l'agriculture et les activités liées aux Fonds structurels européens.

Conformément aux règles de reporting auprès de la direction de l'entreprise, les informations sectorielles se fondent à la fois sur la gestion interne (calcul de la marge contributive) et sur le reporting externe (établissement des états comptables et financiers destinés à être publiés).

Les revenus nets d'intérêts sur les opérations de crédit sont calculés à des fins de gestion interne selon la méthode des taux du marché, à partir de la différence entre le taux client et le taux du marché pour une opération alternative de structure équivalente. Les gains et les pertes dégagés sur la transformation des échéances sont présentés sous la forme de revenus nets d'intérêts dans la gestion actif-passif.

Le résultat net du portefeuille de transaction, le résultat des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur, le résultat net des opérations de couverture, le résultat net des immobilisations financières ainsi que le résultat des entités consolidées par mise en équivalence sont déterminés selon les règles d'établissement des états comptables et financiers destinés à une publication externe, conformément au référentiel comptable IFRS.

Les charges de gestion administrative représentent les coûts directement imputables, auxquels s'ajoutent les coûts des services centraux (entités corporate). L'imputation des coûts se fonde sur des conventions basées sur les prix d'usage sur le marché, sur des clés de ventilation avec affectation aux entités génératrices des coûts ainsi que sur une répartition des coûts des services centraux basée sur le principe de l'utilisateur-payeur.

L'actif est constitué des immobilisations inscrites au bilan, le passif est constitué des dettes, des provisions et des capitaux propres inscrits au bilan. L'allocation de ces postes aux différents segments s'effectue sur la base de la marge contributive. L'exposition aux risques comprend les positions exposées aux risques du portefeuille bancaire et du portefeuille de transaction, y compris les risques de marché conformément au règlement sur les exigences de fonds propres (CRR). Les capitaux propres moyens inscrits au bilan des secteurs opérationnels sont répartis selon les positions de risque (capital alloué). Au cours de l'exercice, un changement s'est opéré dans l'allocation de capital aux filiales et aux participations. Les chiffres de l'exercice antérieur ont été retraités en conséquence.

Les ratios de rentabilité expriment en pourcentage le rapport entre le résultat avant impôts et le capital alloué. Le ratio coûts-produits résulte du rapport entre les charges de gestion administrative et le produit total (résultat avant impôts déduction faite des charges de gestion administrative et des provisions pour risque sur les activités de crédit).

Le segment Autres comprend les produits et les charges non imputables aux autres segments opérationnels. Il s'agit notamment des résultats dégagés sur les activités de banque transactionnelle ainsi que des coûts des entités corporate qui ne peuvent être affectés aux autres segments selon le principe de l'utilisateur-payeur (imputation à l'entité génératrice des coûts). En outre, les bénéfices dégagés sur les placements de fonds propres au niveau corporate ainsi que sur des décisions de gestion stratégiques figurent dans ce segment.

Le segment Consolidation/rapprochement regroupe les incidences liées aux opérations de consolidation et de reclassement intragroupe entre les segments. Les incidences liées au rapprochement entre les états comptables et financiers des segments et le Compte de résultat consolidé, notamment pour le résultat financier dégagé sur les produits d'intérêts, figurent également dans le segment Consolidation/rapprochement. Comme la comptabilisation des marges contributives fait état du résultat financier sur les produits d'intérêts sur la base de la méthode des taux d'intérêt du marché, les écarts résultent notamment de produits exceptionnels et de revenus nets d'intérêts imputables à d'autres périodes de référence.

Les revenus après provisions pour risques se répartissent comme suit entre les produits et les services :

(En millions d'Euros)	Produits après provisions pour risques	
	2016	2015
Crédits immobiliers	438	428
Gestion immobilière	26	25
Services immobiliers	169	154
Financement des entreprises	87	237
Produits de trésorerie	111	75
Produits de transaction	151	185
Financement des établissements financiers	34	41
Gestion de fonds/de patrimoine	91	92
Épargne logement	32	55
Activités de banque fédérative auprès des caisses d'épargne	109	127
Développement et infrastructures pour le secteur public	85	92
Banque de détail	394	378
Autres produits/rapprochement	54	-103
Groupe	1 781	1 786

La répartition par région est la suivante :

(En millions d'Euros)	Produits après provisions pour risques	
	2016	2015
Allemagne	1 553	1 531
Europe (hors Allemagne)	120	144
Monde (hors Europe)	108	111
Groupe	1 781	1 786

Explications relatives au Bilan

(36) Réserve de liquidité :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Situation de caisse	105	77
Avoirs auprès des banques centrales	2 991	1 832
Total	3 096	1 909

Les avoirs auprès des banques centrales correspondent à hauteur de 1 931 millions d'euros (31 décembre 2015 : 547 millions d'euros) aux avoirs auprès de la banque centrale allemande (Deutsche Bundesbank).

(37) Créances sur des établissements de crédit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Caisses d'épargne affiliées	6 351	7 195
Chambres de compensation centralisées (giro)	333	382
Banques	8 551	9 567
Total	15 235	17 144
Dont :		
Établissements de crédit allemands	9 860	12 105
Établissements de crédit hors Allemagne	5 375	5 039

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances recouvrables à vue	6 120	6 318
Autres créances	9 115	10 826
Total	15 235	17 144
Dont :		
Dépôts à vue	254	409
Dépôts à vue et comptes à terme	3 025	4 687
Sûretés en numéraire	5 026	4 407
Emprunts de transfert	5 024	5 076
Emprunts obligataires nominatifs	696	887
Crédits semi-obligataires (garantis par des titres de créance)	578	776

(38) Prêts et créances sur des clients :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Clients professionnels	68 176	67 090
Clients particuliers	5 529	5 586
Organismes publics	19 373	20 518
Total	93 078	93 194
Dont :		
Clients allemands	58 926	59 537
Clients hors Allemagne	34 152	33 657

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances recouvrables à vue	3 337	3 610
Autres créances	89 741	89 584
Total	93 078	93 194
Dont :		
Prêts immobiliers professionnels	33 002	31 907
Prêts pour la construction de logements	4 040	4 190
Emprunts de transfert	1 922	1 929
Prêts de financement d'infrastructures	15 006	15 258
Prêts pour le financement de projets	5 750	6 026
Prêts à la consommation	105	99
Crédits semi-obligataires (garantis par des titres de créance)	3 504	3 570
Actifs financiers sur des opérations de crédit de substitution	89	114
Découverts bancaires	1 434	1 111
Sûretés en numéraire	781	759
Dépôts à vue et comptes à terme	2 689	3 235
Créances sur des opérations de leasing financier	4	5

(39) Provisions pour risques :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dépréciation de créances sur des établissements de crédit	1	2
Provisions pour dépréciation de créances spécifiques		1

Provisions pour dépréciation de portefeuilles	1	1
Provisions pour dépréciation de prêts et créances sur des clients	771	984
Provisions pour dépréciation de créances spécifiques	453	576
Provisions pour dépréciation de créances évaluées à l'échelle du groupe	46	61
Provisions pour dépréciation de portefeuilles	272	347
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit	43	44
<b>Total</b>	<b>815</b>	<b>1 030</b>

Les provisions pour dépréciation de créances sont comptabilisées séparément à l'actif. Des provisions sont également constituées pour les risques sur les opérations hors bilan. Les provisions pour dépréciation de créances ont évolué comme suit :

(En millions d'Euros)	Provisions spécifiques		Provisions évaluées à l'échelle du groupe		Provisions pour dépréciation de portefeuilles		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Situation au 1er janvier	577	670	61	82	348	255	986	1 007
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation	- 25						- 25	
Variations liées aux écarts de conversion	5	5					5	5
Utilisations	- 327	- 232	- 8	- 18			- 335	- 250
Reprises	- 77	- 80	- 20	- 27	- 72		- 169	- 107
Reclassements	7	6	- 1		- 3		3	6
Désactualisation (unwinding)	- 18	- 31					- 18	- 31
Dotations	311	239	14	24		93	325	356
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>453</b>	<b>577</b>	<b>46</b>	<b>61</b>	<b>273</b>	<b>348</b>	<b>772</b>	<b>986</b>

La modification du périmètre de consolidation fait suite à l'intégration des compagnies maritimes MS „Essex Strait“ GmbH & Co. KG et MS „Eagle Strait“ GmbH & Co. KG dans ce dernier.

Les provisions pour dépréciation de prêts et créances sur des clients se répartissent comme suit (selon la classification des clients adoptée par la Deutsche Bundesbank) :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Pouvoirs publics et administrations publiques	1	2
Agriculture, exploitation forestière, pêche		1
Exploitation minière et carrières	1	9
Industrie de transformation	42	67
Approvisionnement en énergie	17	36
Approvisionnement en eau, traitement des eaux usées et des déchets	1	
Bâtiment et travaux publics	5	8
Commerce, entretien et réparation de véhicules motorisés	9	15
Transport et stockage	370	337
Hôtellerie et restauration	2	2
Information et communication	21	24
Foncier et immobilier	105	138
Prestations de service de professions libérales, scientifiques et techniques	33	25
Autres prestations de service à caractère économique	14	44
Santé et action sociale	3	8
Arts, loisirs et divertissements	1	1
Autres prestations	50	113
Autres activités financières	56	104
Particuliers	40	50
<b>Total</b>	<b>771</b>	<b>984</b>

(40) Actifs détenus à des fins de transaction :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 723	12 428
Instruments du marché monétaire		2
Émetteurs publics		2
Emprunts et obligations	6 723	12 426
Émetteurs publics	1 421	4 753



Autres émetteurs	5 302	7 673
Actions et autres titres à revenu variable	96	192
Valeurs de marché positives des instruments financiers dérivés	12 343	11 934
Dérivés sur le cours des actions	143	167
Dérivés de taux d'intérêt	10 574	10 417
Dérivés sur devises	1 590	1 311
Dérivés sur crédit	32	31
Dérivés sur produits de base	4	8
Créances détenues à des fins de transaction	1 336	1 524
Total	20 498	26 078

Les instruments financiers enregistrés dans les actifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur (aFV) et affectés exclusivement à la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction (HfT). Les créances détenues à des fins de transaction (portefeuille de transaction) comprennent principalement des crédits semi-obligataires garantis par des titres de créance ainsi que, à titre réduit, des opérations de mise en pension de titres (repo) et des transactions sur le marché monétaire.

Sur l'ensemble des obligations et autres titres à revenu fixe ainsi que sur l'ensemble des actions et autres titres à revenu variable, les titres cotés en bourse représentent 6 698 millions d'euros (31 décembre 2015 : 12 588 millions d'euros).

(41) Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dérivés de la comptabilité de couverture	753	926
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	3 271	3 450
Total	4 024	4 376

Les dérivés de la comptabilité de couverture sont utilisés dans le cadre des microcouvertures de juste valeur selon la norme IAS 39. Les autres dérivés non détenus à des fins de transaction correspondent à des instruments dérivés utilisés à des fins de couverture économique dans le cadre de la gestion de couverture (hedge management), pour lesquels cependant la conformité aux exigences de comptabilité de couverture n'est pas documentée selon la norme IAS 39 (couvertures économiques).

(42) Immobilisations financières. — Les immobilisations financières (investissements financiers) comprennent les obligations et autres titres à revenu fixe ainsi que les actions et autres titres à revenu variable relevant de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente (AfS) et des actifs financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO). Les parts détenues dans des sociétés affiliées non consolidées et les participations sont toujours évaluées à leur juste valeur. Si les parts détenues dans des sociétés affiliées non consolidées et les participations sont classées parmi les actifs financiers disponibles à la vente (AfS), les bénéfices et les pertes afférents sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global. Si c'est l'option de la juste valeur qui s'applique à ces actifs financiers, les bénéfices et les pertes afférents sont alors enregistrés dans le Compte de résultat. Pour le cas où la juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, l'évaluation s'effectue au coût d'acquisition diminué des éventuelles dépréciations.

Les immobilisations financières se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 386	26 065
Émetteurs publics	8 686	9 543
Autres émetteurs	16 700	16 522
Actions et autres titres à revenu variable	128	249
Actions	1	92
Autres titres à revenu variable	127	157
Parts dans des sociétés affiliées non consolidées	25	25
Évaluées à leur juste valeur	18	18
Évaluées au coût d'acquisition	7	7
Participations	100	82
Évaluées à leur juste valeur	77	59
Évaluées au coût d'acquisition	23	23
Achat de créances sur des contrats d'assurance vie à capital différé	132	154
Évaluées à leur juste valeur	132	154
Total	25 771	26 575

Les autres titres à revenu variable comprennent principalement les parts détenues dans des organismes de placement collectif en valeurs mobilières ainsi que dans des sociétés d'investissement en commandite et des structures étrangères comparables.

La valeur comptable des immobilisations financières cotées en bourse est la suivante :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 219	24 943

Actions et autres titres à revenu variable	19	110
<b>Total</b>	<b>24 238</b>	<b>25 053</b>

Les participations comprennent également des parts dans des coentreprises et des entreprises associées non évaluées selon la méthode de mise en équivalence en raison de leur importance mineure.

L'évolution des parts détenues dans des sociétés affiliées non consolidées et des participations est la suivante :

(En millions d'Euros)	Parts dans des sociétés affiliées non consolidées		Participations		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût d'acquisition :						
Situation au 1er janvier	34	34	127	127	161	161
Acquisitions	1	10	1	7	2	17
Cessions		-10	-1	-7	-1	-17
Situation au 31 décembre	35	34	127	127	162	161
Corrections de valeur enregistrées dans les autres éléments du résultat global :						
Situation au 1er janvier	8	9	17	15	25	24
Corrections de valeur enregistrées dans les autres éléments du résultat global (afs)		-1	18	17	18	16
Cessions	-1			-15	-1	-15
Situation au 31 décembre :	7	8	35	17	42	25
Provisions et reprises de provisions cumulées :						
Situation au 1er janvier	-17	-16	-62	-62	-79	-78
Dépréciations		-1				-1
Situation au 31 décembre	-17	-17	-62	-62	-79	-79
Valeurs comptables au 31 décembre	25	25	100	82	125	107

(43) Parts dans des entités consolidées par mise en équivalence. — Au titre de l'exercice de référence, 25 coentreprises (2015 : 24) et 3 entreprises associées (2015 : 3) sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

Les parts valorisées par mise en équivalence se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans des coentreprises	21	30
Parts dans des entreprises associées	4	4
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>34</b>

Aucune société consolidée par mise en équivalence n'est cotée en bourse.

Pour les parts à hauteur de 44 % dans l'entreprise associée HANNOVER LEASING GmbH & Co. KG d'une valeur comptable égale à zéro, les conditions fixées par la norme IFRS 5 pour une cession des actifs détenus sont remplies au 31 décembre 2016. Helaba a conclu en 2016 un accord de cession de cette participation, qui est soumis à la condition suspensive de l'accord officiel de l'acquisition par l'acheteur. La cession est prévue pour la mi-2017.

Les pertes des parts détenues dans des entités consolidées par mise en équivalence qui n'ont pas été imputées se montent à 4 millions d'euros (2015 : 7 millions d'euros) pour l'exercice en cours, le montant cumulé étant de 7 millions d'euros au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 17 millions d'euros).

Le tableau ci-après présente une synthèse des états comptables et financiers des coentreprises et des entreprises associées consolidées par mise en équivalence (comptes sociaux ou comptes consolidés), avec un rapprochement au prorata de la participation du groupe Helaba dans les actifs et passifs ainsi que le résultat des activités poursuivies et le résultat global.

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans des coentreprises – total		
Total de l'actif	370	276
Total du passif	315	201
Gain ou perte sur les activités poursuivies	19	23
Résultat global	19	23
Parts dans des coentreprises – au prorata		
Total de l'actif	201	152
Total du passif	175	122
Gain ou perte sur les activités poursuivies	8	12
Résultat global	8	12

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans des entreprises associées – total		
Total de l'actif	707	876
Total du passif	724	904

Gain ou perte sur les activités poursuivies	2	- 12
Autres éléments du résultat global	8	8
Résultat global	10	- 4
Parts dans des entreprises associées – au prorata		
Total de l'actif	63	414
Total du passif	60	433
Gain ou perte sur les activités poursuivies	3	- 8
Autres éléments du résultat global		4
Résultat global	3	- 4

## (44) Biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Terrains et immeubles loués à des tiers	2 012	1 826
Terrains non bâtis	54	55
Immeubles vacants	3	3
Immeubles en construction	94	62
Total	2 163	1 946

Les biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier (immeubles de placement) comprennent les biens immobiliers du groupe GWH, à hauteur de 2 059 millions d'euros (31 décembre 2015 : 1 841 millions d'euros).

Le tableau ci-après présente l'évolution des biens immobiliers détenus à titre d'investissement :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Coût d'acquisition/de construction :		
Situation au 1er janvier	2 308	2 241
Acquisitions	277	103
Reclassements dans le portefeuille de terrains et immeubles à usage propre	- 1	
Cessions	- 54	- 36
Situation au 31 décembre	2 530	2 308
Amortissements cumulés :		
Situation au 1er janvier	- 362	- 332
Amortissements ordinaires	- 34	- 33
Amortissements exceptionnels		- 2
Cessions	29	5
Situation au 31 décembre	- 367	- 362
Valeurs comptables au 31 décembre	2 163	1 946

Les obligations contractuelles pour l'acquisition, la construction ou le développement d'immeubles détenus à titre d'investissement financier du groupe GWH s'élèvent comme pour l'exercice précédent à 118 millions d'euros.

À la date de clôture du bilan, les justes valeurs des biens immobiliers s'élèvent à 3 253 millions d'euros (31 décembre 2015 : 2 906 millions d'euros) et sont classées au niveau 3.

## (45) Immobilisations corporelles :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Terrains et immeubles à usage propre	362	368
Mobilier et matériel de bureau, équipements divers	55	57
Matériel en leasing	17	
Machines et installations technologiques	1	
Total	435	425

L'évolution des immobilisations corporelles se présente comme suit :

(En millions d'Euros)	Terrains et immeubles à usage propre		Mobilier et matériel de bureau, équipements divers		Matériel en leasing	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût d'acquisition/de production						
Situation au 1er janvier	556	555	208	205		17
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation					17	- 8
Variations liées aux écarts de conversion		1		1		

Acquisitions			11	11		
Transferts depuis le portefeuille de biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	1					
Cessions			- 7	- 9		- 9
Situation au 31 décembre	557	556	212	208	17	
Amortissements cumulés :						
Situation au 1er janvier	- 188	- 177	- 151	- 146		- 11
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation						5
Variations liées aux écarts de conversion		- 1		- 1		
Amortissements ordinaires	- 10	- 10	- 13	- 13		
Reprises sur amortissements et dépréciations	3					
Cessions			7	9		6
Situation au 31 décembre	- 195	- 188	- 157	- 151		
Valeurs comptables au 31 décembre	362	368	55	57	17	

(En millions d'Euros)	Machines et installations technologiques		Total	
	2016	2015	2016	2015
Coût d'acquisition/de production				
Situation au 1er janvier			764	777
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation			17	- 8
Variations liées aux écarts de conversion				2
Acquisitions	1		12	11
Cessions			- 7	- 18
Situation au 31 décembre	1		787	764
Amortissements cumulés :				
Situation au 1er janvier			- 339	- 334
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation				5
Variations liées aux écarts de conversion				- 2
Amortissements ordinaires			- 23	- 23
Reprises sur amortissements et dépréciations			3	
Cessions			7	15
Situation au 31 décembre			- 352	- 339
Valeurs comptables au 31 décembre	1		435	425

(46) Immobilisations incorporelles :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Goodwill	68	99
Logiciels acquis	45	42
Total	113	141

À l'exception du goodwill, les immobilisations incorporelles du groupe Helaba ont des durées d'utilisation limitées et font l'objet d'amortissements ordinaires.

Les écarts d'acquisition (goodwill) résultent de l'acquisition de la Frankfurter Sparkasse en 2005.

L'évolution des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

(En millions d'Euros)	Goodwill		Logiciels acquis		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût d'acquisition/de production :						
Situation au 1er janvier	144	144	208	190	352	334
Variations liées aux écarts de conversion			1	3	1	3
Acquisitions			18	16	18	16
Cessions			- 23	- 1	- 23	- 1
Situation au 31 décembre	144	144	204	208	348	352
Amortissements cumulés :						
Situation au 1er janvier	- 45	- 45	- 166	- 148	- 211	- 193

Variations liées aux écarts de conversion			-1	-2	-1	-2
Amortissements ordinaires			-15	-17	-15	-17
Amortissements exceptionnels	-31				-31	
Cessions			23	1	23	1
Situation au 31 décembre	-76	-45	-159	-166	-235	-211
Valeurs comptables au 31 décembre	68	99	45	42	113	141

Comme l'exercice précédent, aucune obligation contractuelle portant sur l'acquisition d'immobilisations incorporelles n'existe.

Le test de dépréciation du goodwill lié à l'acquisition de la Frankfurter Sparkasse a été réalisé selon une méthode de capitalisation des revenus qui procède à une actualisation des flux de trésorerie futurs prévus issus de la distribution de dividendes conformément au plan d'affaires de la Frankfurter Sparkasse. Les années 2017 à 2021 font l'objet d'une prévision différenciée du résultat et des coûts ainsi que d'une prévision concrète des montants distribués. Concernant le résultat durable à compter de 2022, on table sur un rendement constant en matière de bénéfice distribuable. Le test de dépréciation est effectué en principe à une date de référence du troisième trimestre. Au 31 décembre 2016, un test de dépréciation complémentaire a été effectué en raison de distributions de dividendes moindres prévues par la stratégie à moyen terme actualisée. À cette date de référence, une dépréciation de -31 millions d'euros est calculée à partir de la comparaison entre le montant potentiel, évalué selon une méthode de capitalisation, et la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie, caractérisée par des capitalisations élevées des exercices antérieurs, à laquelle le goodwill est affecté.

Pour certains actifs (participations) pris en compte lors de ce calcul, on retient des valeurs qui s'appuient également sur des calculs de rendement actualisés.

Le calcul de la valeur actualisée au 31 décembre 2016 est effectué sur la base du taux d'actualisation courant sur le marché de 1,0 %, majoré d'une prime de risque de marché de 6,0 % et d'un coefficient bêta de 0,98 déterminé à partir d'un groupe comparatif de banques européennes poursuivant des activités commerciales similaires.

Les hypothèses sous-jacentes au calcul du rendement actualisé donnent lieu, de par leur nature, à des incertitudes d'estimation liées aux développements réels futurs différant des hypothèses prévisionnelles et des marges de manœuvre existant lors de la fixation de ces paramètres. Un fort repli de l'économie pourrait donner lieu, par exemple, à des taux de chômage plus élevés et donc à une croissance des provisions pour risques sur les activités de crédit. D'autres exigences réglementaires pourraient avoir des incidences non encore identifiables sur les produits et les coûts. Une variation de +/- 25 points de base du taux d'actualisation retenu pour le cadre du calcul du rendement actualisé du goodwill (sans tenir compte des actifs spécifiques de la Frankfurter Sparkasse) donnerait lieu à un écart de près de 23 millions d'euros, pour une analyse isolée.

(47) Actifs d'impôts – impôts sur les bénéfices :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs d'impôts exigibles	96	30
Actifs d'impôts différés	426	465
Total	522	495

Les actifs d'impôts différés se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur des établissements de crédit/Prêts et créances sur des clients	61	70
Actifs/passifs détenus à des fins de transaction et dérivés	1 339	1 311
Immobilisations financières	79	103
Autres actifs	59	86
Dettes auprès des établissements de crédit et des clients	272	304
Provisions pour retraites	342	298
Autres provisions	70	34
Autres passifs	93	66
Reports de déficits	11	14
Actifs d'impôts différés (brut)	2 326	2 286
Solde net rapporté aux passifs d'impôts différés	-1 900	-1 821
Total	426	465
Dont : à long terme	263	439

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont soldés conformément à la norme IAS 12.74.

Les différents taux d'imposition applicables ont servi de base de calcul pour déterminer les actifs d'impôts différés des entités allemandes et étrangères (hors Allemagne) soumises à une obligation de reporting (établissement d'états comptables et financiers). En Allemagne, il en résulte en 2016, tout comme l'année précédente, un taux d'imposition combiné de 31,7 % au titre des impôts sur les bénéfices, pour un coefficient moyen de majoration de la taxe professionnelle de 452 %.

Les actifs d'impôts différés, dont la réalisation dépend des futurs bénéfices imposables qui excéderont l'incidence sur les bénéfices de la reprise des différences temporelles imposables à la date de clôture du bilan, ne sont inscrits à l'actif que si leur probabilité de réalisation est suffisante. Pour cela, il faut que les bénéfices imposables susceptibles d'être enregistrés dans un avenir prévisible soient suffisants, dans le même laps de temps, pour compenser les pertes fiscales reportables. L'horizon retenu par le groupe Helaba est généralement de cinq ans.

Sur la base de la planification pluriannuelle, la banque estime que les impôts latents inscrits à l'actif sont recouvrables et peuvent être justifiés sur la période grâce à un revenu imposable suffisant.

À la date de clôture du bilan, le groupe a enregistré des actifs d'impôts différés à hauteur de 1 million d'euros (31 décembre 2015 : 3 millions d'euros) au titre des reports de pertes fiscales sur les impôts sur les sociétés d'un montant de 8 millions d'euros (31 décembre 2015 : 18 millions d'euros).

d'euros) et des actifs d'impôts différés à hauteur de 10 millions d'euros (31 décembre 2015 : 11 millions d'euros) au titre des reports de pertes fiscales sur la taxe professionnelle, d'un montant de 93 millions d'euros (31 décembre 2015 : 98 millions d'euros).

Au total, aucun actif d'impôt différé n'a été inscrit au bilan au titre des reports de pertes fiscales sur les impôts sur les bénéfices, d'un montant de 47 millions d'euros (31 décembre 2015 : 67 millions d'euros), ni au titre des reports de pertes fiscales sur les impôts sur les sociétés, d'un montant de 49 millions d'euros (31 décembre 2015 : 71 millions d'euros), car aucun bénéfice imposable ne pouvant compenser ces reports de déficits n'a pu être anticipé avec une probabilité suffisante dans un avenir proche. Les reports de déficits peuvent être utilisés sans limite de temps.

À la date de clôture du bilan, les actifs d'impôts différés au titre des impôts sur les bénéfices, imputés directement dans les capitaux propres, s'élèvent à 226 millions d'euros (31 décembre 2015 : 183 millions d'euros).

(48) Autres actifs :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Patrimoine immobilier détenu à des fins de cession	363	278
Immeubles bâtis	74	18
Immeubles en construction	289	260
Acomptes et avances versés	92	69
Créances commerciales	36	51
Autres créances fiscales (hors impôts sur les bénéfices)	5	3
Autres actifs	480	524
Total	976	925

(49) Dettes auprès des établissements de crédit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales	200	2 450
Caisses d'épargne affiliées	5 464	6 626
Chambres de compensation centralisées (giro)	1 466	718
Banques	23 008	26 182
Total	30 138	35 976
Dont :		
Établissements de crédit allemands	27 103	32 610
Établissements de crédit hors Allemagne	3 035	3 366

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes exigibles à vue	6 774	6 715
Dettes exigibles à échéance ou sur préavis	23 364	29 261
Total	30 138	35 976
Dont :		
Crédits semi-obligataires souscrits (garantis par des titres de créance)	4 461	4 405
Emprunts de transfert	7 311	7 410
Obligations nominatives émises	2 757	2 555
Passifs liés aux opérations de mise en pension de titres (repo)		3 602
Dépôts à vue et comptes à terme	2 516	4 666
Dépôts à vue	4 762	5 783

(50) Dettes auprès des clients :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Clients professionnels	25 729	27 419
Clients particuliers	17 230	16 616
Organismes publics	3 865	3 692
Total	46 824	47 727
Dont :		
Clients allemands	43 796	44 304
Clients hors Allemagne	3 028	3 423

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes exigibles à vue	23 731	23 682
Dettes exigibles à échéance ou sur préavis	23 093	24 045

Total	46 824	47 727
Dont :		
Dépôts à vue	13 276	13 044
Dépôts à vue et comptes à terme	14 093	14 729
Épargne	1 712	1 870
Épargne logement	4 456	4 230
Obligations nominatives émises	9 984	10 452
Crédits semi-obligataires souscrits (garantis par des titres de créance)	1 744	2 211

## (51) Dettes titrisées :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Obligations émises	42 966	39 992
Pfandbriefe hypothécaires (obligations sécurisées)	8 151	6 964
Pfandbriefe publics (obligations sécurisées)	12 563	14 443
Autres instruments de dette	22 252	18 585
Instruments du marché monétaire émis	7 982	7 081
Billets de trésorerie	3 050	2 162
Certificats de dépôt	4 071	3 840
Billets de trésorerie adossés à des actifs	861	879
Autres titres du marché monétaire		200
Total	50 948	47 073

Pour plus d'informations, se reporter à la Note (71).

## (52) Passifs détenus à des fins de transaction :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs de marché négatives des instruments financiers dérivés	10 795	10 390
Dérivés sur le cours des actions	136	165
Dérivés de taux d'intérêt	9 377	9 172
Dérivés sur devises	1 247	1 016
Dérivés sur crédit	31	29
Dérivés sur produits de base	4	8
Instruments du marché monétaire émis	1 552	4 535
Certificats d'actions/d'indices émis	123	129
Dettes détenues à des fins de transaction	6 243	7 369
Total	18 713	22 423

Les passifs détenus à des fins de transaction comprennent exclusivement des instruments financiers évalués à leur juste valeur (aFV), détenus à des fins de transaction (HFT). Les dettes du portefeuille de transaction comprennent principalement des transactions sur le marché monétaire.

## (53) Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dérivés de la comptabilité de couverture	161	369
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	3 757	4 011
Total	3 918	4 380

Les dérivés de la comptabilité de couverture sont utilisés dans le cadre des microcouvertures de juste valeur selon la norme IAS 39. Les autres dérivés non détenus à des fins de transaction correspondent à des instruments dérivés utilisés à des fins de couverture économique dans le cadre de la gestion de couverture (hedge management), pour lesquels cependant la conformité aux exigences de comptabilité de couverture n'est pas documentée selon la norme IAS 39 (couvertures économiques).

## (54) Provisions :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Provisions pour retraites et engagements similaires	1 839	1 657
Autres provisions	480	432
Provisions pour charges de personnel	131	127

Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit	43	44
Provisions pour charges de restructuration	13	23
Provisions pour risques de procédure judiciaire	45	57
Autres provisions	248	181
<b>Total</b>	<b>2 319</b>	<b>2 089</b>

En 2016, l'évolution des provisions pour retraites et engagements similaires inscrites au bilan se présente comme suit :

(En millions d'Euros)	Db	Actifs de régime de retraite	Montant net des engagements de retraite
Situation au 1er janvier	2 002	- 345	1 657
Total des charges de retraite	81	- 8	73
Charges d'intérêts (+)/Produits d'intérêts (-)	49	- 8	41
Coût des services rendus au cours de l'exercice	36		36
Coût des services passés lié aux ajustements des plans de retraite	- 4		- 4
<b>Total des réévaluations</b>	<b>165</b>	<b>3</b>	<b>168</b>
Gains (-)/Pertes (+) actuariels sur les hypothèses financières	225		225
Gains (-)/Pertes (+) actuariels sur les hypothèses démographiques	- 1		- 1
Gains (-)/Pertes (+) sur les ajustements liés à l'expérience	- 59		- 59
Réévaluation sur les actifs du régime de retraite		3	3
Cotisations salariales	5	- 5	
Cotisations patronales		- 9	- 9
Prestations versées	- 60	11	- 49
Variations liées aux écarts de conversion	- 8	7	- 1
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>2 185</b>	<b>- 346</b>	<b>1 839</b>

Les changements afférents de l'exercice 2015 se présentent comme suit :

(En millions d'Euros)	Db	Actifs de régime de retraite	Montant net des engagements de retraite
Situation au 1er janvier	2 037	- 324	1 713
Total des charges de retraite	83	- 8	75
Charges d'intérêts (+)/Produits d'intérêts (-)	46	- 8	38
Coût des services rendus au cours de l'exercice	37		37
<b>Total des réévaluations</b>	<b>- 77</b>		<b>- 77</b>
Gains (-)/Pertes (+) actuariels sur les hypothèses financières	- 103		- 103
Gains (-)/Pertes (+) actuariels sur les hypothèses démographiques	7		7
Gains (-)/Pertes (+) sur les ajustements liés à l'expérience	19		19
Cotisations salariales	5	- 5	
Cotisations patronales		- 8	- 8
Prestations versées	- 55	7	- 48
Variations liées aux écarts de conversion	9	- 7	2
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>2 002</b>	<b>- 345</b>	<b>1 657</b>

Les principaux engagements de retraite de la Landesbank Hessen-Thüringen, pris sous la forme d'engagements directs, sont les suivants :

Pour les salariés qui sont entrés dans les effectifs de la banque au plus tard le 31 décembre 1985 et qui ont acquis des droits à la retraite, il existe un plan de retraite générale à prestations définies entièrement dynamique aux termes duquel les prestations annuelles de retraite sont plafonnées à 75 % de la rémunération ouvrant droit à une pension de retraite au moment de l'ouverture des droits, après déduction des droits à la retraite acquis par ailleurs. Sur la période pendant laquelle la pension de retraite est perçue, les prestations sont indexées sur les augmentations de salaires fixées par les conventions collectives (évolution de la grille de salaires). Les bénéficiaires des prestations sont essentiellement des retraités et leurs ayants droit. Toutefois, il existe une faible proportion de bénéficiaires qui sont encore actifs ou qui ont quitté la banque avec des droits acquis.

Le système de retraite qui était en vigueur de 1986 à 1998 est un régime basé sur les derniers salaires perçus avec une formule de fractionnement des prestations de retraite. Les prestations annuelles sont indexées à un certain pourcentage de la rémunération ouvrant droit à une pension de retraite perçue pour chaque année de service en fonction du plafond de cotisation du régime de retraite légal allemand (BBG), les composantes du salaire au-delà du plafond étant pondérées différemment de celles inférieures au plafond. Ce plan est basé sur un maximum de 35 années de service, les prestations de retraite étant indexées sur les augmentations de salaire fixées par les conventions collectives (évolution de la grille de salaires) pendant la durée de versement de la pension. Les bénéficiaires de ce régime de retraite sont principalement des salariés actuels ou des personnes qui ont quitté la banque avec des droits acquis.



Pour le plan de retraite en vigueur depuis 1999, la pension de retraite est calculée en additionnant les points retraite accumulés pendant la période de service ouvrant droit à la retraite. Les points retraite sont calculés en multipliant la rémunération ouvrant droit à la retraite pour l'année calendaire concernée par un facteur corrélé à l'âge du pensionné. Pendant la période de perception de la pension de retraite, les prestations sont ajustées de 1 % par an. Le plan de retraite est ouvert aux nouveaux entrants. Les bénéficiaires de ce plan sont pratiquement exclusivement des salariés actifs et des personnes qui ont quitté la banque avec des droits acquis.

Par ailleurs, il existe des engagements individuels de prestations de retraite annuelles. Il s'agit principalement de prestations de retraite générale similaires à celles versées aux fonctionnaires en Allemagne. Ces engagements de retraite sont ajustés pendant la période de perception de la pension en fonction des augmentations de salaires fixées par les conventions collectives (évolution de la grille de salaires). Les bénéficiaires actuels de ces plans de retraite sont principalement des retraités, leurs ayants droit et des personnes ayant quitté la banque avec des droits acquis. Ces plans restent ouverts aux nouveaux entrants.

Avec la reprise des activités de banque fédérative, le transfert de l'entité opérationnelle opéré conformément au § 613a du Code civil allemand (BGB) a impliqué la prise en charge par Helaba des engagements de retraite de Portigon AG vis-à-vis des salariés nouvellement embauchés.

Les salariés qui ont été affectés à la NRW.Bank dans le cadre de la scission en 2002 de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale en deux entités, à savoir la banque régionale de droit public NRW (aujourd'hui NRW.Bank) et la banque de droit privé WestLB AG (aujourd'hui Portigon AG), ont été mis en disponibilité pour pouvoir conclure un nouveau contrat de travail avec Portigon AG (titulaires d'un double contrat VBB). Les engagements de retraite continuent d'être assurés par la NRW.Bank. Sur le plan économique, ils sont toutefois pris en charge par Helaba, car les pensions à verser par NRW.Bank doivent être remboursées.

Pour les droits acquis des autres salariés, la valeur actuarielle a été déterminée au moment du transfert de l'entité opérationnelle et l'engagement correspondant a été transféré à Helaba. Les droits acquis assis sur un financement externe vis-à-vis de la BVV Versorgungskasse des Bankgewerbes e. V., Berlin, ont été exonérés de contributions à la date de transfert de l'entité opérationnelle. À compter de la date de transfert, les salariés ont été affiliés au régime de retraite de Helaba conformément à la convention en vigueur depuis 1999.

En outre, il existe un plan de retraite financé par les salariés sous la forme d'un plan de rémunération différée, les prestations étant honorées par des versements en capital. Ce plan de retraite prévoit l'acquisition de parts dans le fonds de pension pour chaque versement opéré par le salarié et le calcul d'une composante en capital liée à l'âge pour chaque salarié participant au plan. À la retraite, le salarié perçoit le montant le plus élevé entre le total des composantes en capital et des actifs de fonds de pension. Le plan de rémunération différée est ouvert aux nouveaux entrants.

À la Frankfurter Sparkasse, tous les salariés ont un droit à la retraite au titre de la caisse de retraite de la Frankfurter Sparkasse. Il s'agit en l'occurrence d'une caisse de retraite réglementée. L'obligation d'ajustement des prestations tout au long de la vie prend la forme d'un engagement direct de la Frankfurter Sparkasse. Les salariés de l'ancienne Stadtparkasse Frankfurt ont droit à une pension de la caisse complémentaire de la ville de Francfort (ZVK Frankfurt). Helaba a identifié ses droits à la retraite comme un engagement au moment de l'acquisition de la Frankfurter Sparkasse et les a enregistrés au bilan. En outre, il existe des engagements individuels, principalement sous la forme de plans de retraite générale à prestations définies (dans lesquels les prestations représentent la différence entre une pension cible et des droits à retraite tiers), ainsi qu'un plan de retraite financé par les salariés.

Pour les salariés de Londres, il existe un plan à prestations définies, fermé aux nouveaux entrants. Il s'agit d'un fonds de pension qui suit les modalités d'évaluation locales et qui est contrôlé régulièrement pour vérifier sa conformité aux exigences de financement externe. Par le passé, les engagements de retraite de certains salariés ont été liquidés au moment de leur sortie des effectifs (pension buy out). Il s'agit alors pour la banque de procéder à un versement à un organisme de retraite extérieur pour liquider les droits acquis et se dégager des engagements afférents, et de transférer ces engagements à l'organisme de retraite.

Pour la filiale Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG, les engagements légaux liés à la prévoyance retraite de l'entreprise sont couverts par un plan de retraite spécifique dans le cadre d'une fondation collective d'un prestataire de prévoyance externe.

Au 31 décembre 2016, l'état de financement des plans de retraite se présente comme suit :

(En millions d'Euros)	Db	Actifs de régime de retraite	Montant net des engagements de retraite
Plans de retraite en Allemagne	2 039	- 252	1 787
Landesbank hessen-thüringen	1 428	- 35	1 393
Plans à prestations définies généraux	850		850
Plan à prestations définies jusqu'à 1985	725		725
Engagements individuels	85		85
Titulaires d'un double contrat VBB	40		40
Plans de retraite basés sur les derniers salaires (régime de retraite 1986 – 1998)	217		217
Système de points retraite (régime de retraite à compter de 1999)	241		241
Autres plans	120	- 35	85
Frankfurter sparkasse	542	- 209	333
Caisse de retraite de la Frankfurter Sparkasse	263	- 208	55
Obligation d'ajustement de la caisse de retraite	95		95
Zvk frankfurt	101		101
Engagements individuels	72		72
Autres plans	11	- 1	10
Autres sociétés du groupe	69	- 8	61
Plans de retraite hors Allemagne	146	- 94	52
Total	2 185	- 346	1 839

Au 31 décembre 2015, l'état de financement des plans de retraite se présentait comme suit :

(En millions d'Euros)	Db	Actifs de régime de retraite	Montant net des engagements de retraite
Plans de retraite en Allemagne	1 874	- 245	1 629

Landesbank hessen-thüringen	1 327	– 30	1 297
Plans à prestations définies généraux	860		860
Plan à prestations définies jusqu'à 1985	743		743
Engagements individuels	82		82
Titulaires d'un double contrat VBB	35		35
Plans de retraite basés sur les derniers salaires (régime de retraite 1986–1998)	196		196
Système de points retraite (régime de retraite à compter de 1999)	174		174
Autres plans	97	– 30	67
Frankfurter sparkasse	483	– 208	275
Caisse de retraite de la Frankfurter Sparkasse	228	– 207	21
Obligation d'ajustement de la caisse de retraite	81		81
Zvk frankfurt	93		93
Engagements individuels	70		70
Autres plans	11	– 1	10
Autres sociétés du groupe	64	– 7	57
Plans de retraite hors Allemagne	128	– 100	28
Total	2 002	– 345	1 657

Les actifs de régime de retraite se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015 (1)
Actifs cotés sur des marchés actifs	265	274
Réserve de liquidité	1	3
Obligations et autres titres à revenu fixe	180	187
Actions et autres titres à revenu variable	84	84
Autres actifs de régime de retraite	81	71
Créances sur des établissements de crédit	30	22
Contrats d'assurance qualifiés	51	49
Valeur de marché des actifs de régime de retraite	346	345
<i>(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au niveau des actifs de régime de retraite d'une filiale, des créances auprès des établissements de crédit ont été inscrites à hauteur de 22 millions d'euros en tant que réserve liquide, tandis que des parts détenues dans des organismes de placement collectif à hauteur de 1 million d'euros ont été reportées dans les autres actifs.</i>		

Sur le total des actifs de régime de retraite, 46 millions d'euros (31 décembre 2015 : 16 millions d'euros) se rapportent à des instruments financiers cessibles du groupe. Au même titre que l'exercice précédent, aucun investissement n'a été effectué sur d'autres actifs utilisés par le groupe. Pour l'exercice à venir, Helaba prévoit de contribuer aux actifs de régime de retraite à hauteur de 35 millions d'euros (2015 : 7 millions d'euros). Les engagements de retraite qui ne sont pas financés par un fonds de pension conformément à la norme IAS 19 sont couverts principalement par des fonds spéciaux à long terme, constitués essentiellement de placements à revenu fixe (obligations). Les engagements de retraite du groupe Helaba sont exposés à divers risques. Il s'agit tant de risques liés aux fluctuations du marché que de risques spécifiques. Toutefois, les engagements de retraite ne sont pas soumis à des risques exceptionnels. Les risques liés aux fluctuations du marché sont ceux inhérents aux variations de taux d'inflation et de taux d'intérêt du marché. Les engagements de retraite sont également exposés à des risques de longévité.

— Fluctuations du marché : Les fluctuations du marché ont un impact sur le taux d'actualisation des engagements de retraite à prestations définies. La baisse générale des taux d'actualisation sur ces dernières années a eu pour incidence d'augmenter considérablement les provisions pour retraites. L'incidence majeure des taux d'actualisation sur les engagements de retraite est liée à la durée de ces engagements.

— Risque d'inflation – ajustement des pensions de retraite : Le groupe Helaba applique les principes de la législation allemande sur les retraites d'entreprise (BetrAVG) pour déterminer les ajustements de ses plans à prestations définies. Les régimes les plus récents, qui reposent sur des systèmes de points retraite, sont soumis à des taux d'ajustement convenus et dépendent donc principalement du taux d'inflation et des augmentations futures des salaires.

— Risque d'inflation – augmentations de la grille des salaires et des appointements des fonctionnaires : Pour la plupart des régimes de retraite plus anciens (plan de retraite générale jusqu'en 1985 et plan basé sur les derniers salaires), Helaba ajuste les pensions en fonction de l'évolution des salaires dans le secteur bancaire, privé ou public. L'augmentation de la grille des salaires ouvrant droit à la retraite a donc une incidence sur le niveau des prestations de retraite. Certains plans de retraite prévoient l'ajustement des pensions sur la base des appointements des fonctionnaires selon les dispositions réglementaires applicables dans le Land concerné (Hesse, Thuringe et Rhénanie-du-Nord-Westphalie).

— Risque de longévité : Comme les prestations de retraite sont généralement des pensions à vie, Helaba est exposé au risque que les bénéficiaires vivent plus longtemps que la durée des engagements déterminée par des calculs actuariels. Normalement, ce risque s'équilibre sur l'ensemble des engagements pris vis-à-vis des bénéficiaires. Ce risque n'est donc avéré que si l'espérance de vie globale de la population venait à augmenter par rapport aux prévisions.

Quant aux risques spécifiques, il convient de mentionner les facteurs externes qui ont une incidence sur les engagements de retraite. Outre les facteurs déjà mentionnés, à savoir les ajustements en fonction des augmentations de salaire et des appointements des fonctionnaires, il existe en effet d'autres

facteurs de variation qui sont hors du contrôle de Helaba. Il s'agit notamment des changements qui pourraient intervenir dans le régime de retraite général ou dans d'autres systèmes de retraite à financement externe.

Les principales hypothèses actuarielles qui fondent l'évaluation des engagements de retraite sont présentées dans le tableau ci-après (taux moyens pondérés) :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation	1,7	2,5
Évolution des salaires	2,2	2,4
Évolution des pensions de retraite	1,7	1,7
Taux de rotation du personnel	2,8	2,9

Cette année, de même que pour l'exercice précédent, la probabilité d'invalidité et de mortalité en Allemagne se fonde sur les tables de mortalité 2005 du professeur Dr. Klaus Heubeck.

Un changement dans les principales hypothèses actuarielles aurait les incidences suivantes sur la valeur actuarielle des engagements de retraite à prestations définies :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation (recul de 50 points de base)	226	199
Évolution des salaires (hausse de 25 points de base)	69	77
Évolution des pensions de retraite (hausse de 25 points de base)	77	83
Espérance de vie (augmentation de 10 %)	81	76
Taux de rotation du personnel (recul de 50 points de base)	5	9

L'analyse de sensibilité ci-dessus indique pour chaque facteur considéré l'incidence en cas de changement de l'une des hypothèses posées, en partant du principe que les autres hypothèses restent inchangées. En d'autres termes, cette analyse ne tient pas compte des possibles effets de corrélation entre les différentes hypothèses.

La durée moyenne pondérée des engagements de retraite à prestations définies est de 20,2 ans (31 décembre 2015 : 18,9 ans). Le tableau ci-après présente l'échéancier des versements de pensions de retraite prévisionnels :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Prévision de versements de pensions pour une durée inférieure ou égale à un an	59	58
Prévision de versements de pensions pour une durée de un à cinq ans	266	268
Prévision de versements de pensions pour une durée de cinq à dix ans	398	413

Le groupe Helaba prend part à des plans de retraite à prestations définies multi-employeurs. Ces plans sont traités comme des plans à cotisations définies. Il s'agit de régimes de retraite par répartition sous la forme de caisse de retraite réglementée, qui ont basculé vers un système par capitalisation au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Ces plans concernent les caisses régionales de retraite complémentaire ainsi que la caisse de prévoyance de l'État fédéral et des Länder, dont les Statuts sont comparables en termes de contenu. Avec le basculement vers un système par capitalisation, les engagements de retraite à prestations définies ont été convertis en systèmes à cotisations définies. Les Statuts autorisent le prélèvement éventuel de cotisations supplémentaires pour couvrir les prestations convenues. Sinon, les prestations peuvent être réduites si la couverture n'est pas suffisante (fonds et clause de liquidation). Les actifs et les passifs ne sont pas affectés individuellement aux cotisants. La caisse de retraite publie des informations sur son activité et sur l'évolution des risques uniquement dans un rapport annuel. Aucune autre information n'est publiée. Comme en 2015, les charges imputables à ces plans s'élèvent à 1 million d'euros.

Il existe par ailleurs des plans à cotisations définies souscrits dans le cadre de l'affiliation de Helaba au groupe d'assurance BVV Versicherungsverein des Bankgewerbes a. G. ainsi que d'autres plans à cotisations définies financés par des fonds externes dans le cadre de conventions d'assurance directe contractées auprès de compagnies d'assurance de droit public. La plupart de ces contrats d'assurance sont gérés par la SV SparkassenVersicherung et la Provinzial Lebensversicherung AG. Les représentations de Londres et de New York ont également leurs propres plans à cotisations définies. Les charges au titre des plans à cotisations définies étaient de 3 millions d'euros au titre de l'exercice (2015 : 4 millions d'euros). L'abondement de l'employeur pour l'assurance vieillesse était de 33 millions d'euros (2015 : 34 millions d'euros).

L'évolution des autres provisions se présente comme suit :

(En millions d'Euros)	Provisions pour charges de personnel		Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit		Provisions pour charges de restructuration	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier	127	100	44	58	23	56
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation			- 2			
Variations liées aux écarts de conversion		1	1	1		
Utilisations	- 69	- 70				- 1
Reprises	- 2	- 1	- 26	- 25		
Reclassements	12	36	- 3	- 6	- 12	- 37
Actualisations	1					
Dotations	62	61	29	16	2	5
Situation au 31 décembre	131	127	43	44	13	23

(En millions d'Euros)	Provisions pour risques de procédure judiciaire		Autres provisions		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015

Situation au 1er janvier	57	57	181	168	432	439
Variations liées à la modification du périmètre de consolidation				- 7	- 2	- 7
Variations liées aux écarts de conversion				1	1	3
Utilisations	- 14	- 19	- 110	- 62	- 193	- 152
Reprises	- 5	- 2	- 12	- 7	- 45	- 35
Reclassements					- 3	- 7
Actualisations		2	1	1	2	3
Dotations	7	19	188	87	288	188
Situation au 31 décembre	45	57	248	181	480	432

Les provisions pour charges de personnel comprennent pour l'essentiel les provisions pour les conventions de cessation progressive d'activité à temps partiel et les conventions de préretraite, les primes de jubilé et les primes exceptionnelles. Les autres provisions concernent principalement des engagements liés à des transactions sur parts sociales détenues dans des entreprises, des impôts forfaitaires sur le salaire, des intérêts d'impôts rétroactifs et des risques liés à des projets immobiliers et des contrats de location.

Les provisions pour charges de restructuration se rapportent principalement au programme « Helaba PRO » lancé en 2013 qui vise à optimiser les coûts par une amélioration des processus et une diminution de la complexité dans l'entreprise.

Les dotations et les reprises de provisions pour charges de personnel sont généralement enregistrées dans les charges de personnel, les provisions pour risques de crédit sont imputées aux provisions pour risques et les provisions pour charges de restructuration ainsi que les autres provisions sont affectées au poste Autre résultat d'exploitation. Les montants actualisés (charges d'intérêts) sont imputés aux revenus nets d'intérêts.

Helaba fait l'objet de demandes de dommages-intérêts dans le cadre de procédures judiciaires et arbitrales, et constitue des provisions pour risques de procédures si l'on estime que la probabilité de recours à son encontre est supérieure à 50 %.

Le montant provisionné correspond au montant que la banque devra vraisemblablement payer si le dénouement de la procédure lui est défavorable.

Les provisions pour risques de procédures judiciaires constituées par Helaba tiennent compte également des frais de procédure (dépens de justice et frais exposés dans le cadre d'une procédure, notamment les honoraires d'avocat et autres frais et débours).

Helaba a constitué des provisions pour risques de procédures judiciaires principalement pour des recours engagés par des investisseurs qui ont investi dans des fonds fermés. Certains investisseurs qui estiment que les rendements ne sont pas à la hauteur de leurs attentes engagent une action sur le fondement d'une violation des dispositions légales relatives à la protection des consommateurs. La banque examine, en fonction des circonstances du cas spécifique, la nature et l'étendue d'un possible règlement du litige. Helaba n'entend pas fournir de description détaillée de ces cas et procédures spécifiques, ni préciser la répartition du montant global des provisions pour risques de procédures judiciaires car les demandeurs à l'origine de l'action en justice pourraient en tirer des conclusions sur la stratégie de défense et de règlement du litige de la banque.

Les provisions pour risques de procédures judiciaires font l'objet d'une vérification trimestrielle quant à leur pertinence et peuvent être augmentées ou reprises sur la base des estimations auxquelles procède la direction en fonction du contexte juridique. Les charges définitives des procédures judiciaires peuvent diverger des provisions constituées. En effet, pour déterminer la probabilité qu'une procédure puisse aboutir à un engagement financier et pour pouvoir le chiffrer, il est nécessaire de procéder à des évaluations et estimations qui pourraient se révéler inexacts au cours du déroulement de la procédure.

Les cas qui ne remplissent pas les critères autorisant la constitution de provisions sont réexaminés afin de déterminer s'ils doivent figurer dans les passifs éventuels et sont, le cas échéant, présentés à la Note (74).

Sur le total des autres provisions, 301 millions d'euros (31 décembre 2015 : 263 millions d'euros) sont à court terme.

(55) Passifs d'impôts – impôts sur les bénéfices :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Passifs d'impôts exigibles	174	175
Passifs d'impôts différés	10	9
Total	184	184

Les passifs d'impôts exigibles comportent des provisions pour risques liés à la fiscalité. Ils ont été calculés sur la base de la valeur requise la plus probable.

La banque n'a inscrit au bilan aucun passif éventuel pour risques liés à la fiscalité.

Les passifs d'impôts différés se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur des établissements de crédit/Prêts et créances sur des clients	8	56
Actifs/passifs détenus à des fins de transaction et dérivés	1 631	1 557
Immobilisations financières	194	165
Autres actifs	56	32
Dettes auprès des établissements de crédit et des clients	7	7
Provisions pour retraites	1	1
Autres provisions	1	2
Autres passifs	12	10
Passifs d'impôts différés (brut)	1 910	1 830
Solde net rapporté aux actifs d'impôts différés	- 1 900	- 1 821
Total	10	9
Dont : à long terme	5	9

Pour l'évaluation des différences temporaires, à l'origine des passifs d'impôts différés, se reporter aux explications sur les actifs d'impôts différés (Note (47)). À la date de clôture, les passifs d'impôts différés, imputés directement dans les capitaux propres, étaient de 105 millions d'euros (31 décembre 2015 : 96 millions d'euros).

## (56) Autres passifs :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015 (1)
Dettes fournisseurs	84	129
Dettes auprès des salariés	25	23
Avances et acomptes perçus	304	272
Autres dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices)	33	34
Autres dettes	201	234
Total	647	692
<i>(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au cours de l'exercice précédent, des intérêts dus ont déjà été enregistrés à hauteur de 50 millions d'euros au niveau du capital subordonné. Ces derniers ont été reclassés dans les autres passifs.</i>		

## (57) Capital subordonné :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015 (1)
Dettes subordonnées	2 364	2 366
Dont : intérêts courus	33	33
Droits de participation	276	687
Apports tacites	983	983
Dont : intérêts courus	14	14
Total	3 623	4 036
Dont : capital subordonné titrisé	1 527	1 836
<i>(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au cours de l'exercice précédent, des paiements d'intérêts dus ont déjà été enregistrés en tant qu'intérêts courus sur la valeur comptable des titres participatifs (16 millions d'euros) et des apports tacites (34 millions d'euros).</i>		

Les apports tacites imputés au capital subordonné ne remplissent pas les critères de la norme IAS 32, requis pour pouvoir figurer dans les capitaux propres.

## (58) Capitaux propres :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit	2 509	2 509
Primes liées au capital social	1 546	1 546
Réserve constituée sur les bénéfices	3 521	3 398
Réserve de réévaluation	246	202
Réserve de conversion de devises	30	23
Participations dans les capitaux propres ne donnant pas le contrôle	-2	-2
Total	7 850	7 676

Le capital souscrit, d'un montant de 2 509 millions d'euros, comprend le capital social libéré par les garants conformément aux Statuts, à hauteur de 589 millions d'euros, et les apports en capital du Land de Hesse, à hauteur de 1 920 millions d'euros.

Au 31 décembre 2016, le capital social se répartit comme suit entre les garants :

	Montant (En millions d'Euros)	Part (En %)
Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen	405	68,85
Land de Hesse	48	8,10
Rheinischer Sparkassen- und Giroverband	28	4,75
Sparkassenverband westfalen-lippe	28	4,75
Fides Beta gmbh	28	4,75
Fides Alpha gmbh	28	4,75
État libre de Thuringe	24	4,05
Total	589	100,00

Les primes liées au capital social comprennent les primes d'émission pour les garants.

La réserve constituée sur les bénéfices comprend les bénéfices mis en réserve par la société mère et les filiales consolidées ainsi que le montant des bénéfices amortis dans le cadre de la comptabilité d'acquisition et d'autres ajustements de consolidation. En outre, la réserve constituée sur les bénéfices intègre des corrections de valeur, enregistrées dans les autres éléments du résultat global, liées à des engagements de retraite à prestations définies, après imputation des impôts différés.

La réserve de réévaluation comprend les incidences de réévaluation, enregistrées dans les autres éléments du résultat global, liées aux instruments financiers disponibles à la vente (AfS) après imputation des impôts différés. L'inscription au Compte de résultat n'a lieu que lorsque l'actif est cédé ou totalement liquidé.

En outre, la réserve de conversion de devises comprend les écarts (imputés dans les autres éléments du résultat global) sur la conversion des états comptables des entités étrangères économiquement indépendantes (filiales, succursales) dans la devise de référence du groupe (se reporter à la Note (13)) ; elle comprend également les gains ou les pertes de conversion sur des opérations de couverture d'un investissement net dans une entité étrangère, qui sont imputés à la réserve de conversion selon les termes de la Note (8).

#### Autres informations relatives aux instruments financiers

##### (59) Constitution de sûretés :

Actifs donnés en garantie. — La constitution de sûretés s'effectue dans les conditions d'usage pour les opérations de mise en pension de titres, les opérations sur titres et les opérations de financement. Les actifs ci-après sont gagés ou donnés en garantie à la date de clôture du bilan à titre de sûreté pour des engagements propres (valeurs comptables) :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers	8 659	14 166
Actifs détenus à des fins de transaction	8	5 985
Créances sur des établissements de crédit	5 025	4 407
Prêts et créances sur des clients	781	759
Immobilisations financières	2 845	3 015
Actifs non financiers	1 225	987
Biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	1 051	807
Immobilisations corporelles	174	180
Total	9 884	15 153

Des garanties financières ont été constituées pour les opérations suivantes :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Sûretés pour des opérations de refinancement auprès de banques centrales	200	2 404
Sûretés pour des opérations en bourse et auprès de chambres de compensation	1 062	773
Titres donnés en garantie dans le cadre d'opérations de mise en pension		3 717
Sûretés en numéraire	5 814	5 180
Autres sûretés	1 583	2 092
Total	8 659	14 166

Des sûretés en numéraire sont constituées pour garantir des opérations avec des contreparties centrales et des opérations sur des dérivés réalisées en bourse et de gré à gré (OTC). Les autres sûretés servent principalement à garantir les opérations avec la Banque européenne d'investissement.

En outre, la banque détient, conformément aux §§ 12 et 30 de la loi allemande sur les obligations sécurisées de type Pfandbrief (Pfandbriefgesetz, PfandBG), des créances garanties par des hypothèques et des créances auprès de municipalités ainsi que d'autres actifs de couverture. Au 31 décembre 2016, les actifs de couverture s'élevaient à 34 252 millions d'euros (31 décembre 2015 : 34 231 millions d'euros) pour une circulation d'obligations hypothécaires et publiques de 27 256 millions d'euros (31 décembre 2015 : 28 978 millions d'euros). Celles-ci comprennent aussi des titres nominatifs qui sont enregistrés dans les dettes auprès des établissements de crédit et des clients.

Actifs pris en garantie. — La prise de sûretés s'effectue dans des conditions classiques pour les opérations de mise en pension (pension livrée), les opérations sur titres et les opérations de financement.

La juste valeur des sûretés reçues dans le cadre d'opérations de mise en pension, où Helaba est autorisé à céder ou à donner ces sûretés en garantie même si le garant ne fait pas défaut, se monte à 3 millions d'euros (31 décembre 2015 : 104 millions d'euros). De telles sûretés, pour une juste valeur de 3 millions d'euros (31 décembre 2015 : 30 millions d'euros), ont été revendues ou redonnées en garantie.

Pour les informations relatives aux sûretés prises pour des opérations de crédit classiques, se reporter à la Note (73).

(60) Transfert d'actifs financiers sans décomptabilisation. — Dans le cadre d'opérations de pension livrée et d'opérations de prêt de titres, le groupe Helaba transfère des actifs financiers, tout en conservant les principaux risques attachés à la propriété de ces actifs, liés à la notation de crédit et à la variation des taux d'intérêt et des taux de conversion des devises, de même que les opportunités d'appréciation des valeurs afférentes. Comme ces actifs financiers ne remplissent pas les conditions autorisant leur décomptabilisation, selon les dispositions de la norme IAS 39, ils continuent de figurer au bilan consolidé et sont évalués en fonction de la catégorie d'actif à laquelle ils sont affectés.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables des actifs transférés, qui ne réunissent pas les critères d'une décomptabilisation, classés en fonction de la transaction sous-jacente, ainsi que les passifs correspondants, au 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2016, aucun actif financier du portefeuille du groupe n'avait été transféré dans le cadre d'opérations de mise en pension et de prêt de titres.

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur comptable des actifs financiers non décomptabilisés, transférés dans le cadre d'opérations de mise en pension de titres		3 377
Actifs détenus à des fins de transaction		2 090
Immobilisations financières		1 287
Valeur comptable des passifs liés aux opérations de mise en pension de titres		3 295
Valeur comptable des actifs financiers non décomptabilisés, transférés dans le cadre d'opérations de prêt-emprunt de titres		87
Immobilisations financières		87

Les actifs financiers mentionnés ci-dessus sont exclusivement constitués de titres détenus par le groupe Helaba au 31 décembre 2015. En outre, les titres pris en pension ou empruntés par des tiers, qui ne peuvent pas être comptabilisés au bilan consolidé, peuvent également être transférés dans le cadre des opérations de mise en pension et de prêt-emprunt de titres.

Les titres transférés peuvent, le cas échéant, être revendus ou redonnés en garantie à tout moment par le preneur en pension ou l'emprunteur. Toutefois, les flux de trésorerie contractuels dégagés sur ces titres continuent généralement à revenir au groupe Helaba.

(61) Transfert d'actifs financiers avec décomptabilisation. — Les contrats de cession et d'acquisition de parts dans des entreprises (sociétés en participation) incluent les garanties d'usage pour ce type de transactions, notamment pour garantir des engagements de nature fiscale et légale. Des provisions d'un montant de 10 millions d'euros (31 décembre 2015 : 9 millions d'euros) ont été constituées pour couvrir ces garanties.

(62) Informations sur la compensation d'actifs et de passifs au bilan. — Conformément à l'obligation d'information sur la compensation d'instruments financiers prévue par la norme IFRS 7, un rapprochement de l'exposition brute et nette des instruments financiers est présenté dans le tableau ci-après. Ces informations se rapportent tant aux instruments financiers qui ont été compensés qu'aux actifs financiers couverts par un accord de compensation globale.

La compensation des opérations sur dérivés concerne aussi bien les valeurs de marché positives que négatives des dérivés, mais aussi les sûretés en numéraire afférentes, qui figurent dans les prêts et créances sur des clients ou dans les dettes auprès des clients.

Le tableau ci-après établit un rapprochement entre la valeur comptable brute des actifs et passifs financiers compensés et la valeur inscrite au bilan au 31 décembre 2016.

(En millions d'Euros)	Valeur comptable brute avant compensation	Valeur comptable brute des instruments financiers compensés	Valeur comptable nette
Actifs :			
Dérivés	18 927	- 2 560	16 367
Opérations de mise en pension de titres	3		3
Autres actifs	9 880	- 7 971	1 909
Total	28 810	- 10 531	18 279
Passifs :			
Dérivés	17 250	- 2 537	14 713
Autres passifs	8 452	- 7 993	459
Total	25 702	- 10 530	15 172

Par ailleurs, Helaba a conclu des accords de compensation globale (master netting agreements) avec des contreparties sur des dérivés et des opérations de mise en pension de titres. Ces conventions comportent des droits conditionnels de compensation. Lorsque les conditions sont réunies, par exemple en cas de défaillance de la contrepartie en raison de la dégradation de sa note de crédit, le règlement des opérations s'effectue sur la base de la valeur nette. Les montants nets au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable	Droits de compensation conditionnels sur la base d'accords de compensation globale		Montant net après prise en compte des droits conditionnels de compensation
		Sûretés sous forme de passifs/actifs financiers	Sûretés en numéraire (1)	
Actifs :				
Dérivés	16 367	- 8 395	- 1 503	6 469
Opérations de mise en pension de titres	3	- 3		
Autres actifs	1 909			1 909
Total	18 279	- 8 398	- 1 503	8 378
Passifs				
Dérivés	14 713	- 8 395	- 5 409	909
Autres passifs	459			459
Total	15 172	- 8 395	- 5 409	1 368

(1) Ces chiffres n'incluent pas d'autres options de compensation conditionnelle liées à des droits hypothécaires ou à d'autres garanties de crédit non couvertes par les accords de compensation globale.

Le tableau ci-après présente les valeurs correspondantes au 31 décembre 2015 :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable brute avant compensation	Valeur comptable brute des instruments financiers compensés	Valeur comptable nette
Actifs :			
Dérivés	18 290	- 1 980	16 310
Opérations de mise en pension de titres	105		105
Autres actifs	3 837	- 3 636	201
Total	22 232	- 5 616	16 616
Passifs :			
Dérivés	16 705	- 1 935	14 770

Opérations de mise en pension de titres	3 627		3 627
Autres passifs	4 240	- 3 681	559
Total	24 572	- 5 616	18 956

(En millions d'Euros)	Valeur comptable	Droits de compensation conditionnels sur la base d'accords de compensation globale		Montant net après prise en compte des droits conditionnels de compensation
		Sûretés sous forme de passifs/actifs financiers	Sûretés en numéraire (1)	
Actifs :				
Dérivés	16 310	- 8 858	- 1 231	6 221
Opérations de mise en pension de titres	105	- 103		2
Autres actifs	201			201
Total	16 616	- 8 961	- 1 231	6 424
Passifs :				
Dérivés	14 770	- 8 857	- 5 045	868
Opérations de mise en pension de titres	3 627	- 3 622		5
Autres passifs	559			559
Total	18 956	- 12 479	- 5 045	1 432

(1) Ces chiffres n'incluent pas d'autres options de compensation conditionnelle liées à des droits hypothécaires ou à d'autres garanties de crédit non couvertes par les accords de compensation globale.

(63) Actifs subordonnés. — Les postes du bilan ci-dessous comprennent des actifs subordonnés :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur des établissements de crédit	33	33
Prêts et créances sur des clients	216	353
Dont : des établissements avec lesquels il existe un lien de participation à long terme	7	15
Total	249	386

Les actifs sont enregistrés comme actifs subordonnés lorsque, en cas de liquidation ou d'insolvabilité du débiteur, ils ne peuvent être honorés qu'après avoir servi les autres créanciers.

(64) Volumes de devises étrangères:

(En millions d'Euros)	Actifs en devises		Passifs en devises	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
USD	17 524	19 140	9 508	10 348
GBP	6 214	7 181	2 050	2 393
CHF	1 363	1 799	279	357
JPY	473	437	477	424
Autres devises	994	943	258	384
Total	26 568	29 500	12 572	13 906

Les actifs et passifs en devises étrangères présentés dans le tableau ci-dessus se rapportent à des instruments financiers non dérivés. Les positions en devises étrangères sont largement couvertes par des dérivés.

(65) Maturité des passifs financiers. — Au 31 décembre 2016, le profil de maturité des passifs financiers est le suivant :

(En millions d'Euros)	À vue	Jusqu'à trois mois	Trois mois à un an	Un an à cinq ans	Plus de cinq ans
Passifs financiers non dérivés	30 866	13 922	30 199	40 463	31 203
Passifs détenus à des fins de transaction	322	2 630	4 843		123
Dettes auprès des établissements de crédit	6 777	1 694	3 454	11 040	9 654
Dettes auprès des clients	23 767	3 273	6 806	7 079	9 004
Dettes titrisées		6 316	14 330	21 691	9 357
Capital subordonné		9	766	653	3 065
Passifs financiers dérivés	10 795	463	680	2 145	1 565
Passifs détenus à des fins de transaction	10 795				



Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction		463	680	2 145	1 565
Accords de crédits irrévocables	704	973	2 852	13 988	1 133
<b>Total</b>	<b>42 365</b>	<b>15 358</b>	<b>33 731</b>	<b>56 596</b>	<b>33 901</b>

Le tableau ci-après présente les valeurs correspondantes au 31 décembre 2015 :

(En millions d'Euros)	À vue	Jusqu'à trois mois	Trois mois à un an	Un an à cinq ans	Plus de cinq ans
Passifs financiers non dérivés	31 306	22 023	28 481	42 569	30 890
Passifs détenus à des fins de transaction	884	5 340	5 685		124
Dettes auprès des établissements de crédit	6 725	5 540	5 854	11 834	8 472
Dettes auprès des clients	23 697	3 605	6 809	7 322	10 161
Dettes titrisées		7 529	9 483	22 153	8 960
Capital subordonné		9	650	1 260	3 173
Passifs financiers dérivés	10 390	423	616	2 413	1 599
Passifs détenus à des fins de transaction	10 390				
Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction		423	616	2 413	1 599
Accords de crédits irrévocables	602	821	2 681	12 529	2 581
<b>Total</b>	<b>42 298</b>	<b>23 267</b>	<b>31 778</b>	<b>57 511</b>	<b>35 070</b>

Pour établir le profil de maturité des passifs financiers, les flux de trésorerie non actualisés ont été répartis sur les différentes durées conformément à l'échéance contractuelle convenue. Lorsqu'il n'existe pas de convention contractuelle fixe pour la date de remboursement, c'est la date la plus proche ou la date du terme qui a été utilisée. Cette règle s'applique en particulier pour les comptes et les dépôts à vue ainsi que pour les dépôts d'épargne avec préavis de clôture.

Les passifs financiers non dérivés enregistrés dans les passifs détenus à des fins de transaction ont été saisis dans le tableau de présentation du profil de maturité à leur valeur comptable, et les accords de crédits irrévocables à leur valeur nominale. Les dérivés détenus à des fins de transaction sont inscrits, à leur valeur comptable, dans la fourchette d'échéance la plus courte, et les accords de crédits irrévocables sont inscrits dans la fourchette la plus proche par rapport à la date possible d'utilisation de ces crédits. Les passifs liés à des conventions de garantie et de sûreté conformément à la Note (74) peuvent généralement être utilisés à tout moment à concurrence du montant maximal garanti.

(66) Dérivés. — Le groupe Helaba utilise des instruments financiers dérivés à la fois à des fins de transaction et à des fins de couverture.

Des dérivés peuvent être conclus sous forme de contrats standards sur une bourse ou négociés individuellement de gré à gré (dérivés OTC).

Les valeurs nominales correspondent au volume brut de tous les achats et ventes. Si cette valeur sert de montant de référence pour le calcul des paiements de compensation convenus, il ne s'agit toutefois pas de créances ou de dettes pouvant être enregistrées au bilan.

Les valeurs nominales et les valeurs de marché des dérivés se répartissent comme suit à la date de clôture du bilan :

	Valeurs nominales		Valeurs de marché positives		Valeurs de marché négatives	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur actions/indices	3 646	3 464	143	168	137	167
Produits OTC	2 735	2 339	124	149	118	121
Options sur actions	2 735	2 339	124	149	118	121
Achats	1 548	1 355	124	149		
Ventes	1 187	984			118	121
Produits négociés en bourse	911	1 125	19	19	19	46
Contrats à terme sur actions/indices	212	364	3	4		11
Options sur actions/indices	699	761	16	15	19	35
Opérations sur taux d'intérêt	418 466	474 730	14 344	14 610	12 144	12 199
Produits OTC	407 859	462 650	14 342	14 603	12 135	12 194
Forward rate agreements	2 920	18 269				
Swaps de taux d'intérêt	355 341	389 324	13 026	12 515	8 729	9 367
Options sur taux d'intérêt	49 491	55 047	1 316	2 088	3 406	2 827
Achats	17 670	22 906	1 241	2 017	39	22
Ventes	31 822	32 142	75	71	3 367	2 806
Autres contrats de taux d'intérêt	107	10				
Produits négociés en bourse	10 607	12 080	2	7	9	5
Contrats à terme sur taux d'intérêt	10 587	12 080	2	7	9	5
Options sur taux d'intérêt	20					
Opérations sur devises	74 322	67 652	1 844	1 493	2 396	2 364
Produits OTC	74 322	67 652	1 844	1 493	2 396	2 364
Contrats au comptant et à terme sur devises	49 010	41 314	968	813	832	638
Swaps de devises	24 650	25 582	868	666	1 556	1 710
Options sur devises	662	756	8	14	8	16

Achats	328	377	8	14		
Ventes	333	379			8	16
Dérivés sur crédit	5 828	5 135	32	31	32	32
Produits OTC	5 828	5 135	32	31	32	32
Opérations sur matières premières	147	141	4	8	4	8
Produits OTC	147	141	4	8	4	8
Swaps de matières premières	53	40	4	8	4	8
Options sur matières premières	94	101				
Total	502 409	551 122	16 367	16 310	14 713	14 770

Valeurs nominales par maturité :

(En millions d'Euros)	Opérations sur actions/indices		Opérations sur taux d'intérêt		Opérations sur devises	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Jusqu'à trois mois	354	672	33 000	34 053	28 838	24 960
Plus de trois mois jusqu'à un an	707	890	43 463	87 297	18 638	14 901
Plus d'un an à cinq ans	2 435	1 826	185 508	186 850	20 792	22 056
Plus de cinq ans	150	76	156 495	166 530	6 054	5 735
Total	3 646	3 464	418 466	474 730	74 322	67 652

(En millions d'Euros)	Dérivés sur crédit		Opérations sur matières premières		Total	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Jusqu'à trois mois	130	87	48	50	62 370	59 822
Plus de trois mois jusqu'à un an	1 311	608	32	46	64 151	103 742
Plus d'un an à cinq ans	4 253	4 356	67	45	213 055	215 133
Plus de cinq ans	134	84			162 833	172 425
Total	5 828	5 135	147	141	502 409	551 122

Les dérivés ont été contractés avec les contreparties suivantes :

(En millions d'Euros)	Valeurs nominales		Valeurs de marché positives		Valeurs de marché négatives	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Banques au sein de l'ocde	208 678	219 785	8 469	8 944	11 885	11 759
Banques hors OCDE	21	13			1	1
Autres contreparties (y compris bourses)	259 804	283 465	3 222	3 180	1 117	1 033
Organismes publics au sein de l'ocde	33 906	47 859	4 676	4 186	1 710	1 977
Total	502 409	551 122	16 367	16 310	14 713	14 770

(67) Valeurs comptables et contributions au résultat par catégorie d'évaluation. — Le tableau ci-dessous présente les valeurs comptables des actifs et des passifs financiers au 31 décembre 2016 selon les catégories d'évaluation de la norme IAS 39. Il indique aussi l'imputation au bilan.

(En millions d'Euros)	Lar/OL	Afs	Hft	Fvo	Total
Actifs :					
Réserve de liquidité	1 296		1 800		3 096
Créances sur des établissements de crédit	15 235				15 235
Prêts et créances sur des clients	92 566			512	93 078
Actifs détenus à des fins de transaction			20 498		20 498
Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction			4 024		4 024
Immobilisations financières		23 839		1 932	25 771
Total	109 097	23 839	26 322	2 444	161 702
Passifs :					
Dettes auprès des établissements de crédit	29 755			383	30 138
Dettes auprès des clients	43 285			3 539	46 824
Dettes titrisées	45 362			5 586	50 948
Passifs détenus à des fins de transaction			18 713		18 713
Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction			3 918		3 918
Capital subordonné	3 524			99	3 623
Total	121 926		22 631	9 607	154 164

Les actifs et passifs financiers enregistrés dans les autres actifs ou dans les autres passifs sont affectés à la catégorie LaR (prêts et créances) ou OL (autres passifs financiers), comme lors de l'exercice précédent.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables correspondantes au 31 décembre 2015 :

(En millions d'Euros)	Lar/OL	Afs	Hft	Fvo	Total
<b>Actifs :</b>					
Réserve de liquidité (1)	1 527		382		1 909
Créances sur des établissements de crédit	17 144				17 144
Prêts et créances sur des clients	92 587			607	93 194
Actifs détenus à des fins de transaction			26 078		26 078
Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction			4 376		4 376
Immobilisations financières		23 521		3 054	26 575
<b>Total</b>	<b>111 258</b>	<b>23 521</b>	<b>30 836</b>	<b>3 661</b>	<b>169 276</b>
<b>Passifs :</b>					
Dettes auprès des établissements de crédit	35 735			241	35 976
Dettes auprès des clients	44 346			3 381	47 727
Dettes titrisées	40 926			6 147	47 073
Passifs détenus à des fins de transaction			22 423		22 423
Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction			4 380		4 380
Capital subordonné (2)	3 936			100	4 036
<b>Total</b>	<b>124 943</b>		<b>26 803</b>	<b>9 869</b>	<b>161 615</b>
<i>(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : des avoirs auprès de la banque centrale allemande (Deutsche Bundesbank), affectés à la catégorie HftL, ont été affectés à la catégorie LaR à hauteur de 382 millions d'euros.</i>					
<i>(2) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : les intérêts dus à hauteur de 50 millions d'euros enregistrés dans la catégorie OL au niveau du capital subordonné ont été reclassés dans les autres passifs.</i>					

Le tableau ci-dessous présente, pour chaque catégorie d'évaluation, les contributions au résultat des instruments financiers pour l'exercice 2016 :

(En millions d'Euros)	Lar	OI	Afs	Hft	Fvo	Dérivés non détenus à des fins de transaction	Total
Revenus nets d'intérêts	2 511	- 1 481	281		- 138	100	1 273
Provisions pour risques	- 154						- 154
Résultat net du portefeuille de transaction				146			146
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)					86	- 35	51
Résultat net des opérations de couverture	- 3	- 17				15	- 5
Résultat net des immobilisations financières			45				45
Contributions au résultat inscrites dans les autres éléments du résultat global			63				63
<b>Total</b>	<b>2 354</b>	<b>- 1 498</b>	<b>389</b>	<b>146</b>	<b>- 52</b>	<b>80</b>	<b>1 419</b>

Pour 2015, les montants correspondants étaient les suivants :

(En millions d'Euros)	Lar	OI	Afs	Hft	Fvo	Dérivés non détenus à des fins de transaction	Total
Revenus nets d'intérêts	2 758	- 1 687	292		- 164	154	1 353
Provisions pour risques	- 237						- 237
Résultat net du portefeuille de transaction				190			190
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)					126	- 104	22
Résultat net des opérations de couverture	3	10				- 10	3
Résultat net des immobilisations financières			7				7
Contributions au résultat inscrites dans les autres éléments du résultat global			- 62				- 62
<b>Total</b>	<b>2 524</b>	<b>- 1 677</b>	<b>237</b>	<b>190</b>	<b>- 38</b>	<b>40</b>	<b>1 276</b>

Les revenus nets d'intérêts inscrits au Compte de résultat comprennent outre les intérêts des instruments financiers, le produit d'intérêts dégagé sur les engagements de retraite et d'autres provisions à long terme.

Les revenus nets d'intérêts comprennent les produits et les charges d'intérêts dégagés sur les instruments financiers évalués à leur juste valeur hors résultat pour un montant de respectivement 2 834 millions d'euros (2015 : 3 050 millions d'euros) et de - 1 523 millions d'euros (2015 : - 1 687 millions d'euros).

(68) Justes valeurs des instruments financiers. — Le tableau ci-dessous compare les justes valeurs et les valeurs comptables des actifs et des passifs financiers. En outre, les autres actifs et autres passifs comprennent les autres actifs et passifs financiers dont la juste valeur correspond à la valeur comptable.

(En millions d'Euros)	Juste valeur		Valeur comptable		Différence	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Actifs :						
Réserve de liquidité	3 096	1 909	3 096	1 909		
Créances sur des établissements de crédit (1)	15 346	17 281	15 234	17 142	112	139
Prêts et créances sur des clients (1)	97 557	97 474	92 307	92 210	5 250	5 264
Actifs détenus à des fins de transaction	20 498	26 078	20 498	26 078		
Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	4 024	4 376	4 024	4 376		
Immobilisations financières	25 771	26 575	25 771	26 575		
Total	166 292	173 693	160 930	168 290	5 362	5 403
Passifs :						
Dettes auprès des établissements de crédit	31 098	37 074	30 138	35 976	960	1 098
Dettes auprès des clients	48 162	48 983	46 824	47 727	1 338	1 256
Dettes titrisées	51 245	47 511	50 948	47 073	297	438
Passifs détenus à des fins de transaction	18 713	22 423	18 713	22 423		
Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	3 918	4 380	3 918	4 380		
Capital subordonné (2)	3 971	4 447	3 623	4 036	348	411
Total	157 107	164 818	154 164	161 615	2 943	3 203

(1) Valeur comptable nette après provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit.

(2) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : des intérêts dus à hauteur de 50 millions d'euros ont été enregistrés dans la juste valeur et la valeur comptable, au niveau du capital subordonné, et reclassés dans les autres passifs.

La répartition des instruments financiers inscrits au bilan à leur juste valeur, selon la hiérarchie des paramètres d'entrée conformément à la Note (6), est la suivante :

(En millions d'Euros)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Instruments financiers non dérivés	29 784	36 246	4 176	4 320	447	729	34 407	41 295
Prêts et créances sur des clients			411	504	101	103	512	607
Actifs détenus à des fins de transaction	6 144	11 532	1 974	2 504	37	108	8 155	14 144
Immobilisations financières	23 640	24 714	1 791	1 312	309	518	25 740	26 544
Dérivés	21	26	16 233	16 164	113	120	16 367	16 310
Actifs détenus à des fins de transaction	20	21	12 234	11 816	89	97	12 343	11 934
Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	1	5	3 999	4 348	24	23	4 024	4 376
Total	29 805	36 272	20 409	20 484	560	849	50 774	57 605

Les instruments financiers inscrits au passif se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Instruments financiers non dérivés	139	347	16 878	21 095	508	460	17 525	21 902
Dettes auprès des établissements de crédit			373	231	10	10	383	241
Dettes auprès des clients			3 491	3 344	48	37	3 539	3 381
Dettes titrisées			5 136	5 734	450	413	5 586	6 147
Passifs détenus à des fins de transaction	139	347	7 779	11 686			7 918	12 033
Capital subordonné			99	100			99	100
Dérivés	28	51	14 588	14 612	97	107	14 713	14 770
Passifs détenus à des fins de transaction	24	47	10 681	10 244	90	99	10 795	10 390
Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	4	4	3 907	4 368	7	8	3 918	4 380
Total	167	398	31 466	35 707	605	567	32 238	36 672

Les variations à l'intérieur des trois niveaux d'évaluation résultent principalement des entrées et des sorties, et non pas de reclassements entre ces niveaux d'évaluation.

Le portefeuille d'instruments financiers non dérivés classés au niveau 3 se répartit comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Prêts et créances sur des clients	101	103
Obligations et autres titres à revenu fixe	42	268
Obligations, emprunts		161
Crédits semi-obligataires	37	107
Valeurs mobilières adossées à des actifs	5	

Parts dans des sociétés non cotées en bourse	95	77
Entités d'investissement	77	127
Achat de créances sur des contrats d'assurance vie à capital différé	132	154
Total	447	729

La notation du portefeuille d'obligations et des autres titres à revenu fixe classés au niveau 3 se répartit comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
AAA	35	38
AA		214
A		15
BBB et note inférieure	7	1
Obligations et autres titres à revenu fixe	42	268

Le modèle d'évaluation des instruments classés au niveau 3 mis en œuvre par Helaba utilise des paramètres d'entrée permettant de déterminer un prix sur lequel les opérateurs du marché dûment informés se fonderaient pour une transaction. Pour certains paramètres, il serait également possible de retenir des facteurs plus avantageux ou plus défavorables.

S'agissant des Prêts et créances sur des clients, Obligations et Autres titres à revenu fixe, ceci est notamment le cas pour l'estimation et la détermination des écarts de crédit. La procédure utilisée fait appel à des valeurs de scénario qui se fondent sur des écarts historiques standards dans les secteurs concernés. Les écarts constatés à cet égard sont, comme pour l'exercice précédent, insignifiants.

Les parts détenues dans des sociétés non cotées en bourse ainsi que les entités d'investissement, pour lesquelles les justes valeurs sont déterminées par des calculs de rendement actualisés, ont été évaluées par simulation. Les principales variations opérées dans les simulations ont consisté à augmenter ou réduire de 10 % les flux de trésorerie à actualiser. Les justes valeurs ainsi calculées ont été utilisées comme base de calcul pour déterminer des valeurs alternatives, celles-ci pouvant varier de +/- 18 millions d'euros (31 décembre 2015 : 21 millions d'euros).

Pour les achats de créances sur des contrats d'assurance vie à capital différé, aucune sensibilité significative n'est constatée en raison de l'évaluation sur la base de la valeur de rachat des contrats d'assurance vie.

Pour l'évaluation des dettes titrisées, les paramètres d'évaluation utilisés peuvent présenter des sensibilités, cependant couvertes pour l'essentiel. Les sensibilités restantes sont insignifiantes pour l'évaluation.

Les autres portefeuilles classés au niveau 3 ne présentent aucune sensibilité significative.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution du portefeuille des instruments financiers évalués à leur juste valeur qui sont classés au niveau 3, ainsi que le résultat d'évaluation des instruments financiers encore en portefeuille au 31 décembre.

Actifs (En millions d'Euros)	Prêts et créances sur des clients		Actifs détenus à des fins de transaction		Immobilisations financières	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Valeur comptable au 1er janvier	103	110	108	143	518	667
Gains et pertes enregistrés au Compte de résultat						
Produits/charges d'intérêts		13				10
Résultat net du portefeuille de transaction			1	- 2		
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)	2	- 1				- 6
Résultat net des immobilisations financières					- 7	2
Gains et pertes enregistrés directement dans les capitaux propres (autres éléments du résultat global)					12	- 2
Acquisitions				102	6	12
Cessions/liquidations	- 4	- 19	- 14	- 83	- 223	- 193
Variations liées aux écarts de conversion					2	5
Transferts du niveau 2					5	28
Transferts au niveau 2			- 58	- 52	- 4	- 5
Valeur comptable au 31 décembre	101	103	37	108	309	518
Gains et pertes sur les actifs financiers détenus en portefeuille, enregistrés au Compte de résultat	2	1	- 3	- 1	- 1	- 6

Actifs (En millions d'Euros)	Valeurs de marché positives du portefeuille de transaction		Valeurs de marché positives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	
	2016	2015	2016	2015
Valeur comptable au 1er janvier	97	66	23	41
Gains et pertes enregistrés au Compte de résultat				
Produits/charges d'intérêts			- 3	- 1
Résultat net du portefeuille de transaction	31	45		
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)			4	- 16
Acquisitions	6	5		
Cessions/liquidations	- 11	- 8		- 1
Transferts du niveau 2				

Transferts au niveau 2	- 34	- 11		
Valeur comptable au 31 décembre	89	97	24	23
Gains et pertes sur les actifs financiers détenus en portefeuille, enregistrés au Compte de résultat	30	69	6	- 11

Passifs (En millions d'Euros)	Dettes auprès des établissements de crédit		Dettes auprès des clients		Dettes titrisées	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Valeur comptable au 1er janvier	10	36	37	45	413	456
Gains et pertes enregistrés au Compte de résultat						
Produits/charges d'intérêts		1	1	2		5
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)			13	5	4	- 18
Acquisitions		21	10	36	73	45
Cessions/liquidations		- 48	- 13	- 51	- 34	- 75
Transferts au niveau 2					- 6	
Valeur comptable au 31 décembre	10	10	48	37	450	413
Gains et pertes sur les passifs financiers détenus en portefeuille, enregistrés au Compte de résultat		- 1	- 12	- 6	- 9	33

Passifs (En millions d'Euros)	Valeurs de marché négatives du portefeuille de transaction		Valeurs de marché négatives sur des dérivés non détenus à des fins de transaction	
	2016	2015	2016	2015
Valeur comptable au 1er janvier	99	66	8	3
Gains et pertes enregistrés au Compte de résultat				
Produits/charges d'intérêts			- 1	
Résultat net du portefeuille de transaction	30	45		
Résultats des dérivés non détenus à des fins de transaction et des instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO)			- 1	4
Acquisitions	6	5	1	1
Cessions/liquidations	- 11	- 8		
Transferts au niveau 2	- 34	- 9		
Valeur comptable au 31 décembre	90	99	7	8
Gains et pertes sur les passifs financiers détenus en portefeuille, enregistrés au Compte de résultat	- 30	- 69		- 7

La répartition des instruments financiers qui ne sont pas inscrits au bilan à leur juste valeur, selon la hiérarchie des niveaux de la juste valeur, est la suivante :

(En millions d'Euros)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015 (1)	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Actifs :								
Réserve de liquidité	3 096	1 909					3 096	1 909
Créances sur des établissements de crédit			10 726	12 515	4 620	4 766	15 346	17 281
Prêts et créances sur des clients			81 342	87 581	15 703	9 286	97 045	96 867
Immobilisations financières					31	31	31	31
Total	3 096	1 909	92 068	100 096	20 354	14 083	115 518	116 088
Passifs :								
Dettes auprès des établissements de crédit			25 498	31 625	5 217	5 208	30 715	36 833
Dettes auprès des clients			39 997	41 028	4 626	4 574	44 623	45 602
Dettes titrisées	2 184	2 015	43 475	39 349			45 659	41 364
Capital subordonné	525	524	3 347	3 823			3 872	4 347
Total	2 709	2 539	112 317	115 825	9 843	9 782	124 869	128 146

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : des intérêts dus à hauteur de 50 millions d'euros ont été enregistrés dans la juste valeur et la valeur comptable, au niveau du capital subordonné, et reclassés dans les autres passifs.

Les portefeuilles classés au niveau 3 concernent les opérations pour lesquelles il n'existe généralement pas de paramètres d'évaluation observables pour toutes les données d'entrée. Il s'agit principalement des opérations liées aux activités de banque de développement et de détail. En raison de la faiblesse persistante du niveau des taux d'intérêt, l'évaluation de la solvabilité des clients sur la juste valeur totale a gagné en importance. Celle-ci étant déterminée spécifiquement pour chaque client, certains prêts et créances sur des clients ont été reclassés du niveau 2 au niveau 3.

(69) Reclassement d'actifs financiers. — Conformément aux dispositions des normes IAS 39 et IFRS 7, le groupe Helaba a reclassé au deuxième semestre 2008 certains actifs détenus à des fins de transaction et certains actifs financiers disponibles à la vente dans la catégorie des prêts et créances (LaR). Les actifs reclassés sont ceux pour lesquels il n'existait manifestement au 1er juillet 2008 aucune intention de transaction ou de cession à court terme et qui devaient au contraire être détenus en portefeuille pendant une certaine durée. Conformément à la norme IAS 39 modifiée, le reclassement a pris effet au 1er juillet 2008, à la juste valeur établie à cette date de référence. Aucun autre reclassement n'a été effectué depuis. Le reclassement modifie également l'inscription au bilan. Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs reclassés :

(En millions d'Euros)	31/12/2016 Valeur comptable	31/12/2016 Juste valeur	31/12/2015 Valeur comptable	31/12/2015 Juste valeur	1/7/2008 Valeur comptable
Actifs détenus à des fins de transaction reclassés dans les prêts et créances sur des clients	64	63	73	71	437
Immobilisations financières reclassées dans les prêts et créances sur des clients	25	25	41	40	1 722
Total	89	88	114	111	2 159

Si leur reclassement n'avait pas été effectué, des gains d'évaluation non réalisés supplémentaires de 1 million d'euros (2015 : - 1 million d'euros) auraient été enregistrés dans le compte de résultat en 2016 pour les actifs détenus à des fins de transaction, et des gains d'évaluation non réalisés supplémentaires de 0 million d'euros (2015 : - 1 million d'euros) auraient été enregistrés dans les capitaux propres (autres éléments du résultat global) pour les immobilisations financières.

Comme pour l'année précédente, les actifs réalloués n'ont pas eu d'incidence notable sur le Compte de résultat consolidé au cours de l'exercice.

(70) Informations sur les instruments financiers auxquels s'applique l'option de la juste valeur. — Les variations cumulées des valeurs comptables liées à l'évolution de la note de crédit (solvabilité) sont calculées pour les créances et dettes auxquelles s'applique l'option de la juste valeur (FVO). On retient alors, pour chacun des instruments financiers, la différence entre l'évaluation actuelle et l'évaluation historique à la date d'entrée, qui est ensuite apurée des variations ne résultant pas des conditions de marché liées à la solvabilité. Pour les instruments financiers détenus en portefeuille au 31 décembre, le montant constaté est celui inscrit au Compte de résultat pour la période de référence. Ces valeurs sont présentées dans les tableaux ci-après :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable		Période		Cumul	
	31/12/2016	31/12/2015	2 016	2 015	31/12/2016	31/12/2015
Prêts et créances sur des clients	512	607	1	3	- 6	- 7
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 864	2 901	- 1	4	- 3	- 2
Actions et autres titres à revenu variable	68	153				
Total	2 444	3 661		7	- 9	- 9

(En millions d'Euros)	Valeur comptable		Période		Cumul	
	31/12/2016	31/12/2015	2 016	2 015	31/12/2016	31/12/2015
Dettes auprès des établissements de crédit	383	241	- 3			3
Dettes auprès des clients	3 539	3 381	45	- 5	20	67
Dettes titrisées	5 586	6 147	34	8	- 16	19
Capital subordonné	99	100	- 1	- 1	1	1
Total	9 607	9 869	75	2	5	90

Le tableau ci-après permet de comparer le montant de remboursement des dettes et passifs auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO) avec leurs valeurs comptables actuelles respectives :

(En millions d'Euros)	Montant remboursé		Valeur comptable		Différence	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Dettes auprès des établissements de crédit	401	247	383	241	18	6
Dettes auprès des clients	4 163	4 129	3 539	3 381	624	748
Dettes titrisées	5 614	6 335	5 586	6 147	28	188
Capital subordonné	98	98	99	100	- 1	- 2
Total	10 276	10 809	9 607	9 869	669	940

(71) Informations sur les opérations d'émission. — Le tableau ci-après présente l'évolution des ressources de refinancement titrisées du groupe Helaba au cours de l'exercice :

(En millions d'Euros)	Dettes de transaction titrisées		Dettes titrisées		Capital subordonné titrisé		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015 (1)	2016	2015 (1)
Situation au 1er janvier	4 664	2 019	47 073	48 320	1 836	3 372	53 573	53 711
Variations liées aux écarts de conversion	- 20	153	41	364		3	21	520
Entrées liées à des émissions	5 571	13 861	52 229	49 158		289	57 800	63 308
Sorties liées à la revente de rachats antérieurs			1 121	2 020	2	3	1 123	2 023
Sorties liées à des remboursements	- 8 542	- 11 375	- 48 214	- 50 252	- 303	- 1 784	- 57 059	- 63 411
Sorties liées à des rachats	- 5	- 10	- 1 191	- 2 178	- 2	- 3	- 1 198	- 2 191
Variation des intérêts régularisés	- 1		- 71	- 105			- 72	- 105

Corrections de valeur enregistrées au Compte de résultat	8	16	- 40	- 254	- 6	- 44	- 38	- 282
Situation au 31 décembre	1 675	4 664	50 948	47 073	1 527	1 836	54 150	53 573

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : des intérêts dus ont été enregistrés dans la valeur comptable au niveau du capital subordonné titrisé à la clôture de l'exercice, puis reclassés dans les autres passifs. Pour cette raison, les états du 1er janvier 2015 et du 31 décembre 2015 ont été retraités de -16 millions d'euros.

Les opérations d'émission du groupe Helaba portent aussi bien sur des titres de créance négociables à court terme, des certificats d'actions et d'indices et des obligations à moyen et long termes que sur des fonds subordonnés sur le marché monétaire et le marché des capitaux.

Les entrées dégagées sur les émissions et les sorties liées aux remboursements comprennent également le volume de placement des titres négociables de créance à court terme émis sur le marché monétaire, qui sont susceptibles d'être remboursés dès la fin de l'exercice. Les corrections de valeur enregistrées dans le Compte de résultat sont dues aux incidences d'évaluation des passifs financiers détenus en portefeuille à la date de clôture, qui sont affectés soit aux instruments relevant de la comptabilité de couverture, soit aux instruments auxquels s'applique l'option de la juste valeur (FVO).

(72) Informations relatives à la gestion des risques. — La stratégie de gestion des risques du groupe se fonde sur une prise de risques axée sur la perspective d'une rentabilité tout en veillant au maintien des fonds propres nécessaires en termes économique et réglementaire. Pour assurer cette gestion, les risques identifiés sont mesurés et contrôlés en permanence. Les méthodes utilisées sont sans cesse affinées. Pour en savoir plus sur l'organisation de la gestion des risques, les différents types de risques ainsi que les concentrations de risques, veuillez vous référer au rapport sur les risques qui fait partie intégrante du Rapport de gestion.

(73) Risques de crédit liés aux instruments financiers. — Le tableau ci-après présente les valeurs comptables des prêts et créances de la catégorie LaR pour lesquels des provisions pour dépréciation spécifiques ou évaluées à l'échelle du groupe ont été constituées. En outre, le tableau indique les valeurs comptables brutes avant dépréciation pour les actifs financiers disponibles à la vente (AfS).

(En millions d'Euros)	Valeur comptable avant provision pour dépréciation		Montant de la provision pour dépréciation		Valeur comptable après provision pour dépréciation	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015 (1)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur des établissements de crédit (LaR)		3		1		2
Prêts et créances sur des clients (LaR)	1 149	1 668	499	637	650	1 031
Immobilisations financières (AfS)	138	260	98	134	40	126
Total	1 287	1 931	597	786	690	1 159

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au cours de l'année précédente, des incidences de consolidation de 14 millions d'euros n'ont pas été prises en compte au niveau des immobilisations financières.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 7.36(a), le risque de crédit maximal à la date de clôture correspond, exception faite des créances sur les établissements de crédit et sur les clients, à la valeur comptable des immobilisations financières détaillées à la Note (67), plus les engagements conditionnels et les accords de crédits irrévocables détaillés à la Note (74). Dans le cas des créances sur des établissements de crédit et sur des clients, le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable, déduction faite des provisions pour dépréciation de créances (voir la Note (39)). Ces montants ne tiennent pas compte des sûretés ou autres garanties réduisant le risque.

Pour les créances évaluées au coût d'acquisition amorti, d'une valeur comptable de 234 millions d'euros (31 décembre 2015 : 162 millions d'euros), dont l'échéance était passée à la date de clôture du bilan, aucune provision pour dépréciation n'a été constituée car Helaba estime qu'il n'y a aucun changement majeur de la note de crédit des débiteurs (solvabilité), le remboursement des sommes dues étant donc considéré comme probable.

L'échéance d'une immobilisation financière est considérée comme dépassée lorsque la partie contractante n'honore pas dans les délais convenus les versements prévus. Même si ce ne sont que certains versements partiels convenus contractuellement (paiement des intérêts ou remboursement partiel du capital) qui sont en retard, l'actif est considéré dans son ensemble comme étant en dépassement d'échéance.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des prêts et créances échus au 31 décembre 2016, sans dépréciation de valeur, en fonction de la durée du retard de paiement :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable	Retard ≤ un mois	Retard > un mois et ≤ trois mois	Retard > trois mois et ≤ un an	Retard > un an	Total dépassement d'échéance
Créances sur des établissements de crédit (LaR)	15 235	1				1
Prêts et créances sur des clients (LaR)	92 566	110	93	19	7	229
Comptes clients et comptes rattachés – créances commerciales (LaR)	36	2	1	1		4
Total	107 837	113	94	20	7	234

Le tableau ci-après présente les valeurs correspondantes au 31 décembre 2015 :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable	Retard ≤ un mois	Retard > un mois et ≤ trois mois	Retard > trois mois et ≤ un an	Retard > un an	Total dépassement d'échéance
Créances sur des établissements de crédit (LaR)	17 144					
Prêts et créances sur des clients (LaR)	92 587	94	34	19	12	159
Comptes clients et comptes rattachés – créances commerciales (LaR)	51	1	1	1		3
Total	109 782	95	35	20	12	162

Les comptes clients et comptes rattachés (créances commerciales) qui figurent au poste Autres actifs résultent essentiellement d'honoraires de cabinets de conseil externes correspondant au passif à des dettes d'un montant identique ainsi que d'opérations de gestion de projets immobiliers et de construction de logements.

Le tableau ci-après présente un état des prêts et créances différés ou renégociés à la date de clôture :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable		Dont : prêts et créances différés ou renégociés	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur des établissements de crédit	15 235	17 144		
Prêts et créances sur des clients	93 078	93 194	1 414	2 144
Total	108 313	110 338	1 414	2 144



Les prêts et créances différés ou renégociés sont déterminés selon les recommandations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) pour les expositions improductives qualifiées de forborne. Une exposition improductive correspond à des dettes pour lesquelles des mesures de moratoire ou d'autres mesures accommodantes sont appliquées (forbearance), notamment des concessions et des restructurations en raison de difficultés financières avérées ou anticipées de la part du débiteur.

Le tableau ci-après présente un état des provisions constituées pour des prêts et créances différés ou renégociés à la date de clôture :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable		Dont : prêts et créances différés ou renégociés et accords de crédits	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Provisions pour dépréciation de créances sur des établissements de crédit	1	2	—	—
Provisions spécifiques pour dépréciation de créances	-	1	—	—
Provisions pour dépréciation de portefeuilles	1	1	—	—
Provisions pour dépréciation de prêts et créances sur des clients	771	984	359	421
Provisions spécifiques pour dépréciation de créances	453	576	336	386
Provisions pour dépréciation de créances évaluées à l'échelle du groupe	46	61	13	20
Provisions pour dépréciation de portefeuilles	272	347	10	15
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit	43	44	2	3
Total	815	1 030	361	424

Pour garantir ses prêts et créances sur les opérations de crédit, le groupe Helaba détient notamment des droits hypothécaires sur des biens immobiliers, des garanties et des sûretés ainsi que des titres. En outre, des garanties usuelles d'une autre nature viennent à s'appliquer. L'estimation de la juste valeur des sûretés se fonde sur l'évaluation de ces sûretés. En fonction du type et du volume de crédit, les garanties et sûretés sont surveillées en permanence et leur valeur est actualisée, conformément aux règles prudentielles en matière de crédit.

Le tableau ci-après présente les estimations des justes valeurs des sûretés détenues dans le cadre des opérations de crédit classiques à la date de clôture du bilan :

(En millions d'Euros)	Valeur comptable		Juste valeur des sûretés	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur des établissements de crédit	15 235	17 144	218	169
Prêts et créances sur des clients	93 078	93 194	34 310	33 837
Passifs éventuels	6 310	5 355	287	420
Accords de crédits irrévocables	19 650	19 248	550	351
Total	134 273	134 941	35 365	34 777

Pour les transactions sur des dérivés négociés de gré à gré, Helaba réalise un ajustement de la valeur de crédit (CVA) pour risque de défaut afin de couvrir toute perte attendue dans l'opération de crédit. Cet ajustement est déterminé par une évaluation du risque de crédit potentiel par rapport à une contrepartie donnée et en tenant compte des sûretés détenues, des effets de compensation prévus dans les contrats de référence, de la perte prévisible en cas de défaut, et du risque de crédit, sur la base des données du marché, notamment les spreads de swaps de défaut (CDS). Au 31 décembre 2016, les ajustements de valeur pour les dérivés du portefeuille bancaire et du portefeuille de transaction s'élevaient à 155 millions d'euros (31 décembre 2015 : 142 millions d'euros).

Pour plus d'informations sur les risques de crédit, veuillez vous reporter au rapport sur les risques qui fait partie intégrante du Rapport de gestion.

Opérations et engagements hors bilan :

(74) Passifs éventuels et autres engagements hors bilan. — Les passifs éventuels et autres engagements hors bilan du groupe Helaba sont principalement des engagements futurs potentiels du groupe (engagements conditionnels) liés à des garanties données et à des lignes de crédit accordées aux clients qui n'ont pas encore été utilisées. Les montants indiqués dans le tableau ci-après correspondent aux engagements possibles dès lors que les lignes de crédit accordées sont intégralement épuisées et les garanties données levées. Des provisions sont constituées pour les accords de crédit irrévocables dans la mesure où une diminution de la valeur du crédit mis en place est probable si la provision est utilisée. Les garanties financières ou autres engagements font l'objet d'une provision s'il est probable qu'elle soit utilisée.

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Accords de crédits irrévocables	19 650	19 248
Garanties financières	5 038	4 053
Autres engagements	4 364	4 334
Engagements liés à des cautions et garanties données	1 272	1 302
Engagements de placement et de souscription	2 753	2 795
Engagements de paiement	43	54
Engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'autres immobilisations	135	41

Engagements contractuels liés à des biens immobiliers détenus à titre d'investissement financier	118	118
Engagements liés à des risques de procédures judiciaires		3
Autres engagements	43	21
<b>Total</b>	<b>29 052</b>	<b>27 635</b>

À la date de clôture du bilan, les engagements de paiement se rapportaient à 31 sociétés commerciales de personnes pour un montant de 42 millions d'euros et à 4 sociétés de capitaux pour un montant de 1 millions d'euros. Il n'y avait aucun engagement de paiement vis-à-vis des entreprises affiliées.

En sa qualité d'ayant droit légal de l'une de ses filiales, la banque assume les engagements nés de son intégration au groupe. Cette filiale a été engagée dans une opération de scission entraînant des engagements de responsabilité limités dans le temps conformément à la loi allemande sur les transformations de sociétés (Umwandlungsgesetz, UmwG). Aucune charge effective n'est à prévoir à ce jour.

La banque est associée à responsabilité illimitée de la société GLB GmbH & Co. OHG, Francfort-sur-le-Main.

Par ailleurs, la banque est coresponsable vis-à-vis des autres membres de l'Union des caisses d'épargne et des chambres de compensation allemandes (Deutscher Sparkassen- und Giroverband e. V. – DSGV) et peut à ce titre être amenée à couvrir leurs engagements. Si un recours était formé par un ancien garant de la DekaBank, en vertu des dispositions relatives à la protection des droits acquis auxquelles est soumis le garant conformément à l'Accord de Bruxelles I, Helaba serait tenu de verser une indemnité interne au prorata de l'engagement de sa responsabilité. Les garants de la DekaBank au 18 juillet 2005 répondent de l'ensemble des engagements de la DekaBank à cette date. Les garants répondent par ailleurs des engagements pris le 18 juillet 2001 ou avant, sans limitation dans le temps. Pour les engagements pris le 18 juillet 2005 ou avant, les garants répondent des seules dettes dont l'échéance n'a pas dépassé le 31 décembre 2015.

La banque participe aux mécanismes de sauvegarde de l'organisation des caisses d'épargne allemandes au travers de sa participation au fonds de réserve et de garantie des banques régionales et des chambres centrales de compensation en Allemagne. La Frankfurter Sparkasse AG est membre du fonds de soutien de l'Union des caisses d'épargne et chambres de compensation de Hesse et de Thuringe (Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen). Ces mécanismes de sauvegarde ont pour vocation d'assurer la pérennité des établissements qui leur sont affiliés. Le mécanisme de sauvegarde de l'organisation des caisses d'épargne allemandes a été mis en conformité aux exigences de la loi allemande relative à la garantie des dépôts bancaires avec effet au 3 juillet 2015. Si pour une raison exceptionnelle le mécanisme de l'établissement de crédit ne devait pas fonctionner, le client est habilité à faire valoir le remboursement de ses dépôts jusqu'à un montant maximum de 100 000 euros. La loi allemande relative à la garantie des dépôts bancaires est déterminante à cet égard. Si un cas de soutien ou de dédommagement venait à survenir, Helaba peut être tenu au paiement de cotisations supplémentaires ou spécifiques.

En outre, Helaba et la Frankfurter Sparkasse participent au fonds de réserve de l'Union des caisses d'épargne et chambres de compensation de Hesse et de Thuringe. Ce fonds garantit une protection supplémentaire, au-delà des mécanismes de sauvegarde existants, et couvre non seulement les établissements de crédit, mais aussi leurs créanciers. Le fonds est alimenté par des dotations provenant de la banque régionale de Hesse et de Thuringe (Landesbank Hessen-Thüringen) et des caisses d'épargne, à concurrence de 5 % de la base d'évaluation (actifs à risques des établissements de crédit). L'engagement de paiement d'un établissement de crédit est mesuré en fonction des risques et est pondéré par des facteurs de bonus/malus. L'Union des caisses d'épargne et chambres de compensation de Hesse et de Thuringe assume la responsabilité pour le paiement du montant restant à couvrir jusqu'à ce que le montant total soit entièrement libéré en numéraire.

Certains établissements de crédit affiliés au groupe ont des obligations supplémentaires au titre de leur participation à des mécanismes de garantie conformément aux dispositions prévues dans les conventions de garantie conclues.

En cas de défaillance de la société LBS Immobilien GmbH ou de la société OFB Projektentwicklung GmbH, Helaba doit prendre en charge certains engagements financiers vis-à-vis de la caisse de retraite complémentaire.

Le remboursement des apports en capitaux constitue un passif éventuel qui pourrait générer une charge de 205 millions d'euros, comme en 2015.

Les autres engagements comprennent des engagements pour un montant de 18 millions d'euros (31 décembre 2015 : 12 millions d'euros) vis-à-vis du fonds de résolution européen. Helaba et la Frankfurter Sparkasse ont exercé leur option portant sur la libération d'une partie de la contribution annuelle sous forme d'une promesse de paiement irrévocable, garantie à hauteur de son montant intégral par des liquidités.

Par ailleurs, les réserves de garantie des banques régionales allemandes et des caisses régionales d'épargne logement octroient à leurs banques partenaires l'option de garantir par des liquidités une partie du montant sous la forme d'une promesse de paiement irrévocable. Helaba et la caisse régionale d'épargne logement y ont eu recours à hauteur de 7 millions d'euros.

(75) Lettres de confort :

Société	Siège
Grundstücksgesellschaft Gateway Gardens gmbh	Francfort-sur-le-Main

(76) Opérations fiduciaires :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015 (1)
<b>Actifs en fiducie :</b>		
Créances sur des établissements de crédit	243	192
Prêts et créances sur des clients	525	451
Actions et autres titres à revenu variable	202	202
Participations	56	60
Autres actifs	13	13
<b>Total</b>	<b>1 039</b>	<b>918</b>
<b>Passifs en fiducie :</b>		
Dettes auprès des établissements de crédit	125	1
Dettes auprès des clients	606	606
Autres dettes	308	311
<b>Total</b>	<b>1 039</b>	<b>918</b>

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : les actions et autres titres à revenu variable détenus fiduciairement, enregistrés au cours de l'année précédente dans les autres immobilisations, ont été présentés séparément.

Les opérations fiduciaires concernent principalement les fonds de développement de l'État fédéral allemand, du Land de Hesse et de la banque allemande de reconstruction (KfW) octroyés sous la forme de crédits fiduciaires, les fonds placés en fiducie auprès d'autres établissements de crédit ainsi que les participations gérées en fiducie pour des investisseurs privés.

Autres informations :

(77) Informations relatives aux opérations de leasing. — Le groupe Helaba en qualité de crédit-bailleur

Le tableau ci-après présente les informations relatives au leasing financier :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur d'investissement brute	4	6
Jusqu'à un an	1	1
Plus d'un an à cinq ans	3	5
Produit financier non réalisé		- 1
Valeur d'investissement nette	4	5
Jusqu'à un an	1	1
Plus d'un an à cinq ans	3	4

La valeur d'investissement brute correspond au total des montants minimaux perçus dans le cadre d'un leasing financier et aux valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur. Les montants minimaux perçus au titre du leasing comprennent les valeurs résiduelles garanties à fournir par le crédit-preneur. Le produit financier non réalisé correspond à la différence entre la valeur d'investissement nette et la valeur d'investissement brute. Comme en 2015, aucune provision cumulée pour dépréciation des opérations de leasing financier n'a été constituée et aucun versement de loyer conditionnel n'a été enregistré dans les produits au cours de l'exercice 2016.

Pour les années à venir, les montants minimaux à percevoir sur des contrats de leasing opérationnel non résiliables se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Jusqu'à un an	69	65
Plus d'un an à cinq ans	38	35
Plus de cinq ans	56	52
Total	163	152

Les contrats de leasing opérationnel concernent notamment des contrats de sous-location pour des surfaces de bureaux louées ainsi que des contrats de location de terrains et de bâtiments détenus en propre. Comme en 2015, aucun versement de loyer conditionnel n'a été enregistré dans les produits dégagés par les contrats de leasing opérationnel au cours de l'exercice 2016.

Le groupe Helaba en qualité de crédit-preneur. — Les charges de gestion comprennent des montants versés au titre de contrats de leasing opérationnel à hauteur de 42 millions d'euros (2015 : 39 millions d'euros), dans lesquels Helaba est crédit-preneur. Il s'agit principalement de location de terrains et d'immeubles, mais aussi de matériels et d'équipements de bureau.

Les biens loués sont essentiellement des locaux utilisés pour l'activité bancaire, pour autant qu'ils ne sont pas soumis à une exploitation commerciale autre dans le cadre de contrats de sous-location. Les contrats de location ont des durées déterminées avec des termes allant jusqu'à 15 ans. Les clauses d'ajustement des prix sont diverses, mais aucun loyer conditionnel n'a été convenu.

Pour les années à venir, les montants minimaux à verser sur des contrats de leasing opérationnel non résiliables se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Jusqu'à un an	47	38
Plus d'un an à cinq ans	136	119
Plus de cinq ans	63	80
Total	246	237

À la date de clôture du bilan, les paiements de loyers futurs minimaux sur des contrats de sous-location non résiliables sont évalués à 4 millions d'euros (31 décembre 2015 : 2 millions d'euros). En 2016, les contrats de sous-location ont généré des paiements à hauteur de 2 millions d'euros (2015 : 3 millions d'euros). Ils ont été imputés au poste Autre résultat d'exploitation.

Aucune opération de leasing financier pour laquelle Helaba est crédit-preneur n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2016.

(78) Informations relatives à la gestion des capitaux propres et aux ratios de fonds propres selon les règles prudentielles. — La gestion des capitaux propres du groupe Helaba comprend le suivi des fonds propres réglementaires dans le cadre du processus de planification de la banque, l'allocation des fonds propres, la surveillance des positions de risques et le respect des seuils de capital, la surveillance et le calcul de vraisemblance pour le tampon de capitaux anticycliques ainsi que la projection du coût du capital dans le cadre du calcul de la marge contributive. L'objectif de la gestion des capitaux propres est l'allocation des ressources en capitaux propres aux différentes entités du groupe en tenant compte à la fois des risques encourus et des perspectives de rentabilité, mais aussi des règles prudentielles en matière de dotation en capital.

Les fonds propres réglementaires du groupe bancaire Helaba sont déterminés en conformité avec le règlement UE n° 575/2013 (CRR) ainsi qu'avec les dispositions complémentaires des §§ 10 et 10a de la loi allemande sur les établissements bancaires (KWG). Selon les catégories de fonds propres définies par le CRR, les fonds propres sont constitués des fonds propres de base de catégorie 1, des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Depuis 2015, il convient par ailleurs de se conformer, au-delà des dispositions du règlement CRR, à celles du mécanisme de surveillance unique européen (SSM).

Les exigences de fonds propres réglementaires ainsi que le calcul des ratios de fonds propres doivent également se conformer aux dispositions du CRR.

Au 31 décembre 2016, les fonds propres du groupe bancaire Helaba se présentent comme suit (chacun des montants est ajusté en fonction des exigences réglementaires) :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	8 110	8 171
Fonds propres de base (noyau dur CET 1)	7 534	7 564
Fonds propres additionnels de catégorie 1	576	607
Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)	2 699	2 708
Total des fonds propres	10 809	10 879

À la date de clôture du bilan, les exigences de fonds propres et les ratios correspondants se présentent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Risque de crédit (y compris participations et titrisations)	3 585	3 725
Risque de marché (y compris risque CVA)	348	367
Risque opérationnel	295	296
Total exigences de fonds propres	4 228	4 388
Fonds propres de base (noyau dur CET 1)	14,3 %	13,8 %
Fonds propres de catégorie 1	15,3 %	14,9 %
Ratio du total des fonds propres	20,5 %	19,8 %

Le ratio de fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) et le ratio du total des fonds propres satisfont aux objectifs formulés par Helaba dans la gestion prévisionnelle de ses capitaux propres. Les dispositions réglementaires, y compris les exigences en matière de fonds propres du mécanisme de surveillance unique européen (SSM), sont respectées.

(79) Informations sur les relations d'affaires avec des entités structurées. — L'activité bancaire et les autres activités opérationnelles menées par les sociétés du groupe font naître des relations d'affaires de nature diverse avec des entités structurées dans le sens de la norme IFRS 12. Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou droits similaires ne sont pas le facteur principal, au regard du droit des sociétés, pour déterminer l'exercice d'un contrôle au sens de la norme IFRS 10.

Une relation de sponsoring avec une entité structurée au sens de la norme IFRS 12.27 peut naître dans le cadre de l'exercice des fonctions bancaires auprès des clients. C'est notamment le cas lorsque le groupe Helaba crée une entité ad hoc (SPE) ou une entité de service, que le groupe est impliqué ou soutient l'établissement ou la création de ladite entité et que les relations d'affaires avec cette entité structurée non consolidée sont telles qu'un tiers peut légitimement estimer que cette entité est affiliée au groupe.

Informations sur les entités structurées non consolidées. — Au 31 décembre 2016, les créances sur des entités structurées non consolidées selon les dispositions de la norme IFRS 12 sont les suivantes :

(En millions d'Euros)	Entités ad hoc de titrisation	Entités de gestion de patrimoine	Autres entités structurées	Total
Actifs	3 117	262	2 997	6 376
Prêts et créances sur des clients	3 073	193	2 944	6 210
Dépréciation de créances	- 1	- 4		- 5
Actifs détenus à des fins de transaction	2	18	5	25
Immobilisations financières	43	49	48	140
Autres actifs		6		6
Opérations hors bilan	1 145	21	84	1 250
Taille des entités structurées	38 412	159 524	84 949	282 885

Le tableau ci-après présente les valeurs correspondantes au 31 décembre 2015 :

(En millions d'Euros)	Entités ad hoc de titrisation (1)	Entités de gestion de patrimoine	Autres entités structurées	Total
Actifs	3 078	146	3 042	6 266
Prêts et créances sur des clients	2 968	59	3 011	6 038
Dépréciation de créances		- 5	- 1	- 6
Actifs détenus à des fins de transaction		10	5	15
Immobilisations financières	110	76	28	214
Autres actifs		6	- 1	5
Opérations hors bilan	1 224	43	532	1 799
Taille des entités structurées	39 206	147 810	82 140	269 156

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au cours de l'année précédente, certaines relations clients des entités ad hoc de titrisation ont été traitées au titre des opérations intragroupe, d'où une augmentation des prêts et créances sur des clients de 621 millions d'euros.

Les entités de gestion de patrimoine concernent principalement les actifs gérés par Helaba Invest Kapitalanlagegesellschaft mbH et LB (Swiss) Investment AG, et se répartissent comme suit :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Fonds de détail ouverts au public, 66 (2015 : 76)	7 131	6 249
Fonds spéciaux, 251 (2015 : 247)	114 085	107 073
Total	121 216	113 322

Les affaires menées avec les sociétés de titrisation concernent des fonctions de prestation de service pour des entités de titrisation du groupe OPUSALPHA. Les lignes de liquidité fournies pour les sociétés du groupe OPUSALPHA s'élèvent à 2 797 millions d'euros y compris les primes forfaitaires de 2 % (31 décembre 2015 : 2 353 millions d'euros), dont 1 875 millions d'euros ont été utilisés au 31 décembre 2016 (31 décembre 2015 : 1 476 millions d'euros). Les engagements de dotation en liquidités concernent des engagements d'achat maximum prévus ; Helaba a d'autres engagements, est exposé à des dettes subordonnées dans le cas où les escomptes sur les achats et les risques supportés par des tiers ne devraient pas suffire. Le tableau ci-dessus indique le risque de défaut du groupe pour des engagements d'actifs, plus les intérêts et les frais encourus au 31 décembre 2016, après avoir pris en compte des émissions à hauteur de 860 millions d'euros (31 décembre 2015 : 872 millions d'euros). À ce jour, il n'est pas prévu de soutenir des entités structurées au-delà des fonctions et des services bancaires de financement classiques. Au 31 décembre 2016, les plate-formes de titrisation tierces disposaient de lignes de liquidité non tirées d'un montant de 65 millions d'euros, tout comme l'année précédente. En outre, le groupe Helaba détient des intérêts dans des sociétés d'affacturage pour clients, notamment dans OPUSDELTA à hauteur de 179 millions d'euros (31 décembre 2015 : 182 millions d'euros) et dans OPUSLAMBDA pour moins d'un million d'euros (31 décembre 2015 : 184 millions d'euros).

Les créances imputées aux autres entités structurées concernent un certain nombre d'opérations de financement de sociétés immobilières et d'entités ad hoc. Ces entités structurées opèrent principalement en qualité de société immobilière pour des opérations de leasing ou des opérations immobilières.

Informations sur les entités structurées consolidées. — Lorsqu'une entité structurée est intégrée au périmètre de consolidation conformément à la norme IFRS 10, les relations d'affaires avec les autres sociétés consolidées sont soumises aux règles normales de consolidation. Les entités structurées consolidées au 31 décembre 2016 comprennent des fonds spéciaux de valeurs mobilières, dans lesquels Helaba ou une filiale détient une participation majoritaire, voire l'ensemble des parts sociales. Les autres entités consolidées conformément à la norme IFRS 10 comprennent une société immobilière gérant des immeubles utilisés en partie en propre par Helaba (Helicon Verwaltungsgesellschaft mbH & Co. Immobilien KG) et une société de refinancement pour des entités d'achat de la structure de titrisation OPUSALPHA (OPUSALPHA Funding LTD). Par ailleurs, quatre entités (HANNOVER LEASING Life Invest Deutschland I GmbH & Co. KG et Life Invest Deutschland II GmbH & Co. KG, Egeria Verwaltungsgesellschaft mbH et Cordelia Verwaltungsgesellschaft mbH) ont été intégrées au périmètre de consolidation conformément à la norme IFRS 10. Ces entités font partie de structures de fonds fermés avec des investissements dans des contrats d'assurance vie acquis.

En 2016, deux sociétés immobilières consolidées, qui font partie de structures de fonds fermés avec des investissements dans des contrats d'assurance vie acquis, ont fait l'objet d'abandons de créances. Ces abandons de créances sont prévus dans les contrats en fonction de l'évolution des placements dans des droits acquis liés à des assurances vie et diminuent, en substance, les engagements de la banque auprès des sociétés de gestion de fonds au titre des certificats d'investissement émis.

(80) Principales restrictions sur les actifs ou le transfert de ressources financières. — Outre les informations sur les restrictions légales affectant le contrôle exercé sur les instruments financiers (voir Notes (59) et (60)), il est à noter que les sociétés énumérées ci-après étaient soumises à des restrictions quant à la distribution de dividendes à la date de clôture du bilan, sur le fondement de dispositions contractuelles ou statutaires :

- Bürgschaftsbank Thüringen GmbH, Erfurt ;
- Bürgschaftsbank Hessen GmbH, Wiesbaden ;
- Hessische Landgesellschaft mbH Staatliche Treuhandstelle für ländliche Bodenordnung, Cassel ;
- Hessenkapital I GmbH, Francfort-sur-le-Main ;
- Hessenkapital II GmbH, Francfort-sur-le-Main ;
- MBG H Mittelständische Beteiligungsgesellschaft Hessen mbH, Francfort-sur-le-Main ;
- Mittelhessenfonds GmbH, Francfort-sur-le-Main ;
- Mittelständische Beteiligungsgesellschaft Thüringen mbH, Erfurt.

Une disposition de la législation allemande instituant la Frankfurter Sparkasse en tant qu'établissement de droit public (Fraspa-Gesetz) prévoit l'engagement d'affecter aux réserves 30 % du bénéfice net de l'exercice de la Frankfurter Sparkasse.

Pour six filiales consolidées, les distributions de dividendes sont bloquées, conformément au § 253, al. 6 phrase 2 du Code de commerce allemand (HGB), à hauteur de 20 millions d'euros au total. Ce blocage résulte de l'évaluation de provisions pour engagements de retraite dans les états financiers individuels, celles-ci devant faire l'objet d'une actualisation aux taux moyens des dix dernières années depuis 2016.

La consolidation des entités ad hoc (SPE) selon la norme IFRS 10 ne se fonde souvent pas sur la détention de la majorité des droits de vote. En conséquence, pour les entités ad hoc consolidées, il n'y a pas de cadre légal imposant l'affectation immédiate du bénéfice ou le transfert des actifs au profit de Helaba. Le volume total des actifs dans les entités ad hoc consolidées selon les normes IFRS se monte à 2 270 millions d'euros avant consolidation (31 décembre 2015 : 2 410 millions d'euros). De ce volume total, la société de refinancement consolidée de la structure de titrisation OPUSALPHA représente un montant de 1 788 millions d'euros (31 décembre 2015 : 1 883 millions d'euros).

Les activités opérationnelles de la Landesbausparkasse Hessen-Thüringen et de la WIBank, ainsi que les activités liées aux obligations sécurisées (Pfandbrief) réalisées par la banque sont menées dans un cadre réglementaire spécifique, notamment sur le fondement de la législation allemande en vigueur pour ce type d'activités (BauSpkG, Gesetz über die Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen, PfandBG). La plupart des actifs et passifs dans ces segments d'activité sont donc soumis à des restrictions, leurs activités étant ciblées sur l'objet social de l'entité concernée et l'utilisation des fonds étant soumise à des dispositions légales. Dans certains cas, les moyens de refinancement sont également soumis à des restrictions dans leur utilisation. Ainsi, pour certains programmes de développement, notamment pour la construction de logements sociaux ou le développement d'infrastructures, les bailleurs de fonds (par exemple des banques de développement nationales et internationales, l'État fédéral ou les Länder) restreignent l'objet pour lequel les fonds peuvent être utilisés pour s'assurer que le financement est affecté à la destination prévue. Les fonds spéciaux affectés au logement et aux investissements d'avenir (Wohnungswesen und Zukunftsinvestition) ainsi que le fonds d'investissement du Land de Hesse (Hessischer Investitionsfonds) sont soumis à des restrictions sur l'affectation des rendements dégagés sur l'utilisation des fonds. Dans leurs rapports financiers annuels au 31 décembre 2016, la WIBank fait état d'un total du bilan de 17 413 millions d'euros (31 décembre 2015 : 16 813 millions d'euros) et la LBS d'un total du bilan à hauteur de 5 411 millions d'euros (31 décembre 2015 : 5 191 millions d'euros).

Les exigences réglementaires pour la comptabilisation des fonds propres ont requis certaines dispositions contractuelles pour les émissions de dettes subordonnées et d'apports tacites. Ces spécifications contractuelles limitent le droit de résiliation du groupe Helaba à certaines conditions et prévoient l'approbation de l'autorité de régulation. Les dispositions contractuelles de certaines émissions prévoient un réapprovisionnement en cas de perte éventuelle avant de procéder au remboursement effectif.

(81) Informations relatives aux parties liées. — Dans le cadre de son activité courante, le groupe Helaba réalise des opérations avec des parties liées au sens de la norme IAS 24 aux conditions normales du marché. Les informations ci-après portent sur les relations d'affaires avec des sociétés affiliées non consolidées, des entreprises associées et des contreparties du groupe Helaba, ainsi qu'avec leurs filiales.

Les relations d'affaires entretenues avec l'Union des caisses d'épargne et chambres de compensation de Hesse et de Thuringe (Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen), mais aussi avec le Land de Hesse et l'État libre de Thuringe en tant qu'actionnaires et garants de la banque, remplissent les critères d'exemption de publication des états relatifs aux relations d'affaires entretenues avec des parties liées en leur qualité d'entités du secteur public. Cette disposition qui prévoit la possibilité de ne pas faire état de ces relations d'affaires a été appliquée lorsque les volumes d'affaires étaient non significatifs. Les relations d'affaires avec les actionnaires et leurs filiales, menées conformément à la norme IAS 24, consistent à fournir des services bancaires aux conditions normales. Le volume d'affaires réalisé au cours de l'exercice avec les actionnaires et leurs principales filiales ressort des soldes indiqués ci-après à la clôture du bilan. De même, les informations à fournir sur les opérations réalisées par les principaux dirigeants du groupe Helaba ainsi que par les membres de leur famille proche, mais aussi par les entreprises contrôlées par ces mêmes personnes, sont mentionnées dans les tableaux ci-après, conformément à la norme IAS 24.

Au 31 décembre 2016, les créances, les dettes et les engagements hors bilan du groupe Helaba énumérés ci-après étaient imputables à des parties liées (personnes physiques ou morales) :

(En millions d'Euros)	Filiales non consolidées	Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	Actionnaires de Helaba	Autres entreprises liées	Total
Actifs	83	917	3 079	1	4 080
Créances sur des établissements de crédit		3			3
Prêts et créances sur des clients	59	878	1 464	1	2 402
Dépréciation de créances		- 10			- 10
Actifs détenus à des fins de transaction		3	1 094		1 097
Immobilisations financières	24	24	405		453
Autres actifs		19	116		135
Passifs	10	323	2 048	66	2 447
Dettes auprès des établissements de crédit			141		141
Dettes auprès des clients	10	321	1 735	43	2 109
Passifs détenus à des fins de transaction			79		79
Capital subordonné			79		79
Autres passifs		2	14	23	39
Opérations hors bilan	12	147	88		247

Au 31 décembre 2015, les montants étaient les suivants :

(En millions d'Euros)	Filiales non consolidées	Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	Actionnaires de Helaba (1)	Autres entreprises liées	Total
Actifs	62	1 173	2 987	1	4 223
Créances sur des établissements de crédit		3			3
Prêts et créances sur des clients	38	1 111	1 209	1	2 359
Dépréciation de créances		- 16			- 16
Actifs détenus à des fins de transaction		9	1 065		1 074
Immobilisations financières	24	49	597		670
Autres actifs		1	116		117
Passifs	5	344	1 761	63	2 173
Dettes auprès des établissements de crédit			189		189
Dettes auprès des clients	5	342	1 335	37	1 719
Passifs détenus à des fins de transaction			125		125
Capital subordonné			100		100
Autres passifs		2	12	26	40
Opérations hors bilan	3	142	68		213

(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au cours de l'année précédente, les relations clients imputables au Land de Hesse n'ont pas été identifiées en totalité. En conséquence, s'ensuit un ajustement du poste Dettes auprès des clients à hauteur de 886 millions d'euros.

Les créances sur d'autres personnes liées comprennent des crédits accordés aux membres du Directoire et aux membres du Conseil d'administration pour un montant de moins d'un million d'euros chacun, comme l'année précédente.

Le Compte de résultat de l'exercice 2016 comprend les contributions au résultat dégagées par les opérations avec des personnes liées qui s'analysent comme suit :

(En millions d'Euros)	Filiales non consolidées	Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	Actionnaires de Helaba	Autres entreprises liées	Total
Intérêts perçus	5	37	31		73
Intérêts versés		- 14	- 20		- 34
Revenus nets d'intérêts	5	23	11		39
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit		- 1			- 1
Revenus nets d'intérêts après provisions pour risques	5	22	11		38
Commissions perçues			42		42
Produits nets sur commissions			42		42
Résultat net du portefeuille de transaction		5	236		241
Résultat net des opérations de couverture			- 1		- 1
Résultat net des immobilisations financières	1				1
Autre résultat net d'exploitation		1			1
Charges de gestion administrative		- 6	- 5	- 9	- 20
Résultat avant impôts	- 3	22	283	- 9	293

Pour 2015, les montants correspondants étaient les suivants :

(En millions d'Euros)	Filiales non consolidées	Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	Actionnaires de Helaba	Autres entreprises liées	Total
Intérêts perçus	6	46	30		82
Intérêts versés	- 2	- 15	- 19		- 36
Revenus nets d'intérêts	4	31	11		46
Provisions pour dépréciation de créances et risques de crédit		1			1
Revenus nets d'intérêts après provisions pour risques	4	32	11		47
Commissions perçues		1	46		47
Produits nets sur commissions		1	46		47
Résultat net du portefeuille de transaction		32	- 39		- 7
Résultat net des opérations de couverture			4		4
Résultat net des immobilisations financières	- 1				- 1
Résultat des entités mises en équivalence		- 16			- 16
Charges de gestion administrative			- 23	- 9	- 32
Résultat avant impôts	3	49	- 1	- 9	42

Les charges et produits dégagés par les opérations réalisées avec les personnes liées résultent essentiellement des activités opérationnelles usuelles telles que les activités de crédit, sur valeurs mobilières et dérivés. Dans le cadre d'une gestion globale de la banque, les positions de prises de risques de marché, par exemple par l'intermédiaire de dérivés de taux, sont contrebalancées par des opérations correspondantes effectuées avec d'autres clients. De même, une observation isolée, notamment des résultats dégagés par les opérations réalisées avec des personnes liées, ne reflète pas le résultat réel que la banque réalise dans de telles opérations.

La rémunération des membres du Directoire se répartit comme suit :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Composantes de rémunération à court terme	4,7	4,9
Composantes de rémunération versées au-delà du terme de la relation de travail		
Autres composantes de rémunération à long terme	1,7	1,6
Prestations versées en cas de cessation de la relation de travail		

En outre, un montant de 1,1 million d'euros (2015 : 1,0 million d'euros) a été affecté aux provisions de retraite pour les membres du Directoire (coût des services rendus).

Comme en 2015, un montant de 0,9 million d'euros a été alloué à la rémunération du Conseil d'administration, et 0,1 million d'euros à la rémunération des membres de ses différents comités. Par ailleurs, la rémunération des représentants des salariés au Conseil d'administration (y compris les membres suppléants) s'élève au total à 3 millions d'euros, comme l'année dernière. Les anciens membres du Directoire et leurs ayants droit ont perçu 4 millions d'euros, comme lors de l'exercice précédent. Des provisions pour retraite ont été constituées pour cette catégorie de personnel à hauteur de 70 millions d'euros (2015 : 65 millions d'euros), conformément à la norme IAS 19.

(82) Honoraires du Commissaire aux comptes. — En 2016, les honoraires ci-après ont été facturés au titre des prestations fournies par la société d'expertise comptable PricewaterhouseCoopers AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft :

(En millions d'Euros)	2 016	2015 (1)
Honoraires d'expertise comptable	3	3
Autres services d'attestation	1	1
Autres prestations	1	1
Total	5	5
<i>(1) Retraitement des chiffres de l'exercice antérieur : au cours de l'année précédente, les charges des autres services d'attestation n'avaient pas été entièrement identifiées ; c'est pourquoi les charges enregistrées ont été sous-évaluées d'un million d'euros.</i>		

(83) Informations sur le personnel de l'entreprise. — Les salariés, en moyenne annuelle, se répartissent comme suit au sein du groupe Helaba :

	Femmes		Hommes		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Banque dans son ensemble	1 536	1 580	1 847	1 896	3 383	3 476
Banque	1 139	1 175	1 566	1 604	2 705	2 779
Wibank	234	237	169	173	403	410
LBS	163	168	112	119	275	287
Filiales du groupe	1 356	1 366	1 362	1 358	2 718	2 724
Groupe	2 892	2 946	3 209	3 254	6 101	6 200

(84) Membres du Conseil d'administration :



<p><b>Gerhard Grandke</b> Président-directeur général Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen Frankfurt-sur-le-Main/Erfurt – Président –</p> <p><b>Werner Henning,</b> Dr. Conseiller régional Circonscription de Eichsfeld Heiligenstadt – Premier vice-président –</p> <p><b>Thomas Schäfer,</b> Dr. Ministre d'État Ministère des Finances de Hesse Wiesbaden – Deuxième vice président –</p> <p><b>Alexander Wüerst</b> Président du Directoire Kreissparkasse Köln Cologne – depuis le 18 avril 2016 – – Vice-président depuis le 27 juillet 2016 –</p> <p><b>Andreas Bausewein</b> Maire Ville d'Erfurt Erfurt</p> <p><b>Annette Beller,</b> Dr. Membre du Directoire B. Braun Melsungen AG Melsungen</p> <p><b>Ingo Buchholz</b> Président du Directoire Kasseler Sparkasse Cassel</p> <p><b>Patrick Burghardt</b> Maire Ville de Rüsselsheim Rüsselsheim</p>	<p><b>Georg Fahrenschon</b> Président Deutscher Sparkassen- und Giroverband e. V. Berlin</p> <p><b>Stefan Hastrich</b> Président du Directoire Kreissparkasse Weilburg Weilburg – depuis le 23 novembre 2016 –</p> <p><b>Ulrich Heilmann</b> Président du Directoire Kyffhäusersparkasse Artern-Sondershausen Sondershausen – jusqu'au 31 août 2016 –</p> <p><b>Bertram Hilgen</b> Maire Ville de Cassel Cassel</p> <p><b>Günter Högner</b> Président du Directoire Nassauische Sparkasse Wiesbaden – depuis le 11 mars 2016 –</p> <p><b>Christoph Krämer,</b> Dr. Président du Directoire Sparkasse Iserlohn Iserlohn</p> <p><b>Manfred Michel</b> Conseiller régional Circonscription de Limburg-Weilburg Limburg an der Lahn</p> <p><b>Frank Nickel</b> Président du Directoire Sparkasse Werra-Meißner Eschwege</p> <p><b>Clemens Reif</b> Membre du Landtag de Hesse Wiesbaden</p>	<p><b>Thorsten Schäfer-Gümbel</b> Membre du Landtag de Hesse Wiesbaden</p> <p><b>Helmut Schmidt</b> Président du Directoire Kreissparkasse Saale-Orla Schleiz – depuis le 11 mars 2016 –</p> <p><b>Uwe Schmidt</b> Conseiller régional Circonscription de Cassel Cassel</p> <p><b>Hartmut Schubert, Dr.</b> Secrétaire d'État Ministère des Finances de Thuringe Erfurt</p> <p><b>Wolfgang Schuster</b> Conseiller régional Circonscription de Lahn-Dill Wetzlar</p> <p><b>Eric Tjarks, Dr.</b> Président du Directoire Sparkasse Bensheim Bensheim</p> <p><b>Ulrich Zinn</b> Président du Directoire Sparkasse Grünberg Grünberg – jusqu'au 31 mars 2016 –</p> <p><b>Arnd Zinnhardt</b> Membre du Directoire Software AG Darmstadt</p>
---	---	---

Représentants des salariés de la banque au Conseil d'administration :

<b>Thorsten Derlitzki</b> Employé de banque Francfort-sur-le-Main – Quatrième vice-président –  <b>Frank Beck</b> Fondé de pouvoir Francfort-sur-le-Main  <b>Brigitte Berle</b> Employée de banque Francfort-sur-le-Main – jusqu’au 31 mai 2016 –  <b>Werner Dölitzscher</b> Directeur de département Francfort-sur-le-Main – jusqu’au 30 septembre 2016 –  <b>Gabriele Fuchs</b> Employée de banque Francfort-sur-le-Main	<b>Anke Glombik</b> Fondée de pouvoir Erfurt – depuis le 1er octobre 2016 –  <b>Thorsten Kiwitz</b> Directeur adjoint de département Francfort-sur-le-Main  <b>Christiane Kutil-Bleibaum</b> Directrice de département Düsseldorf  <b>Annette Langner</b> Fondée de pouvoir Francfort-sur-le-Main  <b>Susanne Noll</b> Employée de banque Francfort-sur-le-Main	<b>Hans Peschka</b> Directeur adjoint de département Francfort-sur-le-Main – jusqu’au 30 juin 2016 –  <b>Jürgen Pilgenröther</b> Employé de banque Francfort-sur-le-Main – depuis le 1er juin 2016 –  <b>Birgit Sahlinger-Rasper</b> Employée de banque Francfort-sur-le-Main  <b>Susanne Schmiedebach</b> Fondée de pouvoir Düsseldorf  <b>Thomas Sittner</b> Employé de banque Francfort-sur-le-Main – depuis le 1er juillet 2016 –
---	--	--

(85) Membres du Directoire

**Herbert Hans Grüntker**  
– Président –

**Thomas Groß**  
– Vice-président –

**Jürgen Fenk**

**Detlef Hosemann, Dr.**

**Rainer Krick**  
– jusqu’au 31 juillet 2016 –

**Klaus-Jörg Mulfinger**

**Norbert Schraad, Dr.**

(86) Mandats dans des conseils de surveillance et dans d’autres organes de contrôle Mandats des membres du Directoire

Mandataire	Société de capitaux	Fonction
Herbert hans grüntker	Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG, Zurich, Suisse	Membre
	GWH Immobilien Holding GmbH, Francfort-sur-le-Main	Membre
	Helaba Invest Kapitalanlagegesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	Président
Jürgen fenk	Frankfurter Sparkasse, Francfort-sur-le-Main	Premier vice-président
	GWH Immobilien Holding GmbH, Francfort-sur-le-Main	Président
Thomas groß	Deutscher Sparkassen Verlag GmbH,	Membre
	Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG, Zurich, Suisse	Président
	Frankfurter Sparkasse, Francfort-sur-le-Main	Membre
Detlef hosemann, dr	Deutsche WertpapierService Bank AG, Francfort-sur-le-Main	Membre
	Frankfurter Sparkasse, Francfort-sur-le-Main	Président
	GWH Immobilien Holding GmbH, Francfort-sur-le-Main	Vice-président
Klaus-jörg mulfinger	Frankfurter Sparkasse, Francfort-sur-le-Main	Membre
	Helaba Invest Kapitalanlagegesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	Vice-président
	Thüringer Aufbaubank, Erfurt	Membre

Mandats détenus par d’autres collaborateurs :

Mandataire	Société de capitaux	Fonction
Stephan bruhn	Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG, Francfort-sur-le-Main	Membre
Jörg hartmann	AKA Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	Membre
Dieter kasten	GWH Immobilien Holding GmbH, Francfort-sur-le-Main	Membre
Holger mai	Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG, Francfort-sur-le-Main	Président
Dirk mewesen	Helaba Asset Services, Dublin, Irlande	Membre
Ulrich pähler, dr	Helaba Asset Services, Dublin, Irlande	Vice-président
Michael reckhard, dr	Bürgschaftsbank Hessen GmbH, Wiesbaden	Membre
Robert restani	Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG, Zurich, Suisse	Membre
Klaus georg schmidbauer	Bürgschaftsbank Thüringen GmbH, Erfurt	Membre
André stolz	Nassauische Sparkasse, Wiesbaden	Membre
Erich vettiger	Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG, Francfort-sur-le-Main	Vice-président

(87) Liste des participations de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale conformément au § 315a conjointement au § 313 al. 2 du Code de commerce allemand (HGB)

Filiales intégralement consolidées :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres (En millions d'Euros)	Résultat (En KEUR)€	
		Total	Dont directement				
1	1822direkt Gesellschaft der Frankfurter Sparkasse mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		7,1	0	(1)
2	Airport Office One GmbH & Co. KG, Schönefeld	100,00	-0,00		-0,0	- 5	(2)
3	BHT Baugrund Hessen-Thüringen GmbH, Cassel	100,00	-0,00		-0,0	0	(1), (4)
4	BHT-Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt FBM Freizeitbad Mühlhausen KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		4,6	788	(2)
5	CORDELIA Verwaltungsgesellschaft mbH, Pullach	-0,00	-0,00		-0,0	0	(1), (3)
6	DKB Wohnimmobilien Beteiligungs GmbH & Co. KG, Potsdam	94,89	-0,00		36,7	1 470	
7	Dritte OFB Friedrichstraße GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		n.a.	n.a.	(2)
8	EGERIA Verwaltungsgesellschaft mbH, Pullach	-0,00	-0,00		-0,0	0	(1), (3)
9	Erste ILZ Leipzig GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		- 0,1	- 40	(2)
10	Erste OFB Friedrichstraße GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		n.a.	n.a.	(2)
11	Erste Veritas Frankfurt GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		70,4	28	(2)
12	Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		10,8	647	
13	Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG, Zurich, Suisse	100,00	100,00		117,7	3 463	
14	Frankfurter Sparkasse, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		833,2	52 500	
15	FRAWO Frankfurter Wohnungs- und Siedlungs-Gesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		0,2	0	(1)
16	GGM Gesellschaft für Gebäude-Management mbH, Erfurt	100,00	-0,00		0,3	0	(1), (4)
17	GHT Gesellschaft für Projektmanagement Hessen-Thüringen mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		0,3	0	(1), (4)
18	Grundstücksgesellschaft Limes-Haus Schwalbach II GbR, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		0,1	43	
19	Grundstücksverwaltungsgesellschaft Kaiserlei GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	- 15	
20	Grundstücksverwaltungsgesellschaft Kaiserlei GmbH & Co. Projektentwicklung Epinayplatz KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		- 0,3	- 86	(2)
21	G+S Wohnen in Frankfurt am Main GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		23,4	0	(1)
22	GSG Siedlungsgesellschaft für Wohnungs- und Städtebau mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	5,10		71,5	5 225	
23	GWH Bauprojekte GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		13,6	0	(1)
24	GWH Immobilien Holding GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		949,9	0	(1)
25	GWH Wohnungsgesellschaft mbH Hessen, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		363,9	37 315	
26	Hafenbogen GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,1	- 1 529	(2)
27	HANNOVER LEASING Life Invest Deutschland I GmbH & Co. KG, Pullach	-0,00	-0,00		-0,0	- 217	(3)
28	HANNOVER LEASING Life Invest Deutschland II GmbH & Co. KG, Pullach	-0,00	-0,00		-0,0	- 217	(3)
29	Haus am Brüsseler Platz GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	- 81	(2)
30	Haus am Zentralen Platz GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		7,0	677	(2)

31	Helaba Asset Services, Dublin, Irlande	100,00	100,00	54,6	591	
32	Helaba Invest Kapitalanlagegesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	13,0	0	(1)
33	Helicon Verwaltungsgesellschaft mbH & Co. Immobilien KG, Pullach	5,92	-0,00	- 131,3	4 603	(3)
34	Hello Darmstadt Projektentwicklung GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	-0,0	- 73	(2)
35	HeWiPPP II GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	2,5	48	(2)
36	Honua'ula Partners LLC, Wailea, États-Unis	-0,00	-0,00	n.a.	n.a.	(3)
37	Horrido-Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH & Co. Vermietungs OHG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	n.a.	1 657	
38	HTB Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	n.a.	9	
39	Kornmarkt Arkaden Dritte GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,0	- 43	(2)
40	Kornmarkt Arkaden Erste GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 2,5	- 512	(2)
41	Kornmarkt Arkaden Vierte GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,1	- 60	(2)
42	Kornmarkt Arkaden Zweite GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,5	- 277	(2)
43	LB(Swiss) Investment AG, Zurich, Suisse	100,00	-0,00	11,3	1 552	
44	LHT MSIP, LLC, Wilmington, États-Unis	100,00	-0,00	6,2	382	
45	LHT Power Three LLC, Wilmington, États-Unis	100,00	100,00	50,8	2 595	
46	LHT TCW, LLC, Wilmington, États-Unis	100,00	-0,00	24,1	1 461	
47	LHT TPF II, LLC, Wilmington, États-Unis	100,00	-0,00	22,2	544	
48	Logistica CPH K/S, Kastrup, Danemark	53,33	53,33	- 0,9	- 715	
49	Main Capital Funding II Limited Partnership, St-Héliier, Jersey	-0,00	-0,00	n.a.	n.a.	(3)
50	Main Capital Funding Limited Partnership, St-Héliier, Jersey	-0,00	-0,00	n.a.	n.a.	(3)
51	MAVEST Vertriebsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	-0,0	0	(1)
52	MAVEST Wohnungsbaugesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	99,99	-0,00	6,8	1 122	
53	Merian GmbH Wohnungsunternehmen, Francfort-sur-le-Main	94,90	-0,00	22,0	1 325	
54	Montindu S.A./N.V., Bruxelles, Belgique	100,00	99,97	14,9	202	
55	MS „EAGLE STRAIT“ GmbH & Co. KG, Hambourg	-0,00	-0,00	- 0,0	- 3 678	(3)
56	MS „ESSEX STRAIT“ GmbH & Co. KG, Hambourg	-0,00	-0,00	-0,0	- 4 180	(3)
57	Neunte P 1 Projektgesellschaft mbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	0,1	57	(2)
58	OFB Beteiligungen GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	5,8	227	
59	OFB Projektentwicklung GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	1,1	0	(1), (4)
60	OPUSALPHA FUNDING LTD, Dublin, Irlande	-0,00	-0,00	n.a.	n.a.	(3)
61	Projekt Erfurt B38 GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	-0,0	- 1	(2)
62	Projekt Hirschgarten MK8 GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,4	- 252	(2)
63	Projektentwicklung Königstor GmbH & Co. KG, Cassel	100,00	-0,00	0,3	535	(2)
64	Projektentwicklung Lutherplatz GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 1,1	- 1 112	(2)
65	Projektentwicklung Neuwerkstraße 17 GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	n.a.	n.a.	(2)
66	Projektgesellschaft ILP Erfurter Kreuz mbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	-0,0	- 2	(2)
67	PVG GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	0,2	0	(1), (4)
68	QO Stadt Quartier Offenburg GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,1	- 70	(2)
69	Systemo GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	0,9	- 93	
70	TE Kronos GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	1,7	1 615	
71	unlQus Projektentwicklung GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	-0,0	- 693	(2)
72	Versicherungsservice der Frankfurter Sparkasse GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	0,3	0	(1)
73	Verso Grundstücksentwicklung GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,2	- 263	(2)
74	Verso Projektentwicklung GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	1,0	960	(2)
75	Vierte OFB Friedrichstraße GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	n.a.	n.a.	(2)
76	Vierte OFB PE GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	n.a.	n.a.	(2)
77	Zweite ILZ Leipzig GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	- 0,0	- 11	(2)
78	Zweite OFB Friedrichstraße GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	n.a.	n.a.	(2)
79	Zweite OFB PE GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00	0,1	33	(2)

N°	Fonds d'investissement en valeurs mobilières selon le Code allemand KAGB	Participation dans le capital en %		Volume des fonds (En millions d'Euros)	
		Total	Dont directement		
80	HI-A-FSP-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		134,8	(3)
81	HI-C-FSP-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		121,3	(3)

82	HI-FBI-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		129,3	(3)
83	HI-FBP-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		90,8	(3)
84	HI-FSP-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		169,9	(3)
85	HI-H-FSP-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		132,2	(3)
86	HI-HT-KOMP.-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00		16,3	(3), (5)
87	HI-HTNW-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	505,5	(3), (5)
88	HI-RentPlus-Fonds, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00	507,0	(3), (5)

Les coentreprises et entreprises associées énumérées ci-après ont été évaluées par mise en équivalence :

— Coentreprises mises en équivalence :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres  (En millions d'Euros)	Résultat  (En KEUR)
		Total	Dont directement			
89	CP Campus Projekte GmbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,2	-138
90	Einkaufszentrum Wittenberg GmbH, Leipzig	50,00	-0,00		-0,8	-110
91	G & O Alpha Hotelentwicklung GmbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,1	-2
92	G & O Alpha Projektentwicklungs-GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,2	-17
93	G & O Baufeld Alpha 2. BA GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,1	1 213
94	G & O Gateway Gardens Dritte GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		-0,0	-2
95	G & O Gateway Gardens Erste GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,3	1 324
96	Galerie Lippe GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	78,00	-0,00		-0,7	-950
97	gatelands Projektentwicklung GmbH & Co. KG, Schönefeld	75,00	-0,00		-0,9	-42
98	GIZS GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	33,33	33,33		18,3	-6 684
99	G&O MK 15 Bauherren GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		-0,0	-4
100	GOB Dritte E & A Grundbesitz GmbH, Francfort-sur-le-Main	47,00	-0,00		-3,2	-276
101	GOB Projektentwicklung E & A GmbH & Co. Siebte Rhein-Main KG, Francfort-sur-le-Main	8,84	-0,00		15,7	61
102	GOB Projektentwicklung Fünfte GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	8,84	-0,00		n.a.	n.a.
103	Horus AWG GmbH, Pöcking	50,00	-0,00		-0,1	-114
104	Multi Park Mönchhof Dritte GmbH & Co. KG, Neu-Isenburg	50,00	-0,00		0,7	1 658
105	Multi Park Mönchhof GmbH & Co. KG, Neu-Isenburg	50,00	-0,00		-0,0	-9
106	Multi Park Mönchhof Main GmbH & Co. KG, Neu-Isenburg	50,00	-0,00		-0,0	-63
107	OFB & Procom Objekt Neu-Ulm GmbH & Co. KG, Neu-Ulm	50,00	-0,00		-2,4	-1 647
108	OFB & Procom Rüdesheim GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		-0,1	-114
109	Projekt Wilhelmstraße Wiesbaden GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	30,00	-0,00		-1,2	-220
110	sono west Projektentwicklung GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	70,00	-0,00		9,4	-549
111	Stresemannquartier GmbH & Co. KG, Berlin	50,00	-0,00		4,5	-605
112	Westhafen Haus GmbH & Co. Projektentwicklungs-KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		-0,2	0
113	Westhafen-Gelände Francfort-sur-le-Main GbR, Francfort-sur-le-Main	-0,00	-0,00	33,3	-0,0	419

Entreprises associées mises en équivalence :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres  (En millions d'Euros)	Résultat  (En KEUR)
		Total	Dont directement			
114	Grundstücksgesellschaft Gateway Gardens GmbH, Francfort-sur-le-Main	33,33	-0,00		5,6	-949
115	HANNOVER LEASING GmbH & Co. KG, Pullach	49,34	49,34		13,5	-6 932
116	WoWi Media GmbH & Co. KG, Hambourg	23,72	-0,00	19,2	2,8	16

Filiales non consolidées :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres  (En millions d'Euros)	Résultat  (En KEUR)	
		Total	Dont directement				

117	Arealogics GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	1	
118	BGT-Grundstücksverwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		-0,0	0	(1)
119	BHT Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt Bauhof Maintal KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	50,00	66,7	0,9	78	
120	BHT-Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt GZH Gemeindezentrum Hünstetten KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		1,3	164	
121	BHT-Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt MGK Marstall-Gebäude Kassel KG, Cassel	50,00	50,00	66,7	0,5	58	
122	BHT-Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt Sparkassenfiliale Seeheim-Jugenheim KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		1,9	220	
123	BHT-Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt TFK II Tiefgarage Kassel 2. BA KG, Cassel	33,33	33,33	66,7	1,9	231	
124	BM H Beteiligungs-Managementgesellschaft Hessen mbH, Wiesbaden	100,00	100,00		1,4	535	
125	Bürogebäude Darmstädter Landstraße GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,2	-2	
126	BWT Beteiligungsgesellschaft für den Wirtschaftsaufbau Thüringens mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		5,2	3	
127	Dritte OFB PE GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	-53	
128	FAM-Grundstücksverwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,2	5	
129	FMZ Fulda Verwaltung GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	-0	
130	GIMPRO Beteiligungs- und Geschäftsführungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		0,2	3	
131	Helaba Gesellschaft für Immobilienbewertung mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,2	0	
132	Helaba Projektbeteiligungsgesellschaft für Immobilien mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		3,0	0	
133	Helaba Representação Ltda., São Paulo, Brésil	100,00	99,00		n.a.	n.a.	
134	HT-Finanzanlage Ltd, St-Héliér, Jersey	-0,00	-0,00		n.a.	n.a.	(3), (6)
135	Innovationsfonds Hessen-Verwaltungsgesellschaft mbH i. L., Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,1	0	
136	Kalypso Projekt GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	-7	
137	KHR Hessengrund-Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt Kulturhalle Rödermark KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	50,00	66,7	3,2	437	
138	Komplementarselskabet Logistica CPH ApS, Kastrup, Danemark	52,00	52,00		-0,0	-3	
139	Königstor Verwaltungs-GmbH, Cassel	100,00	-0,00		-0,0	-0	
140	Kornmarkt Arkaden Verwaltung GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	2	
141	LBS Immobilien GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,6	39	
142	Main Funding GmbH, Francfort-sur-le-Main	-0,00	-0,00		0,3	5	(3)
143	Main Funding II GmbH, Francfort-sur-le-Main	-0,00	-0,00		0,1	3	(3)
144	Nötzli, Mai & Partner Family Office AG, Zurich, Suisse	100,00	-0,00		0,3	-39	
145	OFB Berlin Projekt GmbH, Berlin	100,00	-0,00		-0,0	1	
146	OFB Projektverwaltung GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	-0,00		-0,0	-3	
147	Office One Verwaltung GmbH, Schönefeld	100,00	-0,00		-0,0	1	
148	S-Beteiligungsgesellschaft Hessen-Thüringen mbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		6,2	129	
149	TE Beta GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		0,4	94	
150	TE Gamma GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		-0,0	8	
151	TF H Technologie-Finanzierungsfonds Hessen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (TF H GmbH) i. L., Francfort-sur-le-Main	66,67	66,67	66,7	0,7	7	
152	TFK Hessengrund-Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbH & Co. Objekt Tiefgarage Friedrichsplatz Kassel KG i.L., Cassel	33,33	33,33	66,7	1,5	-1	
153	Unterstützungseinrichtung der Landesbank Hessen-Thüringen GmbH, Francfort-sur-le-Main	100,00	100,00		-0,0	0	

## Coentreprises, non évaluées par mise en équivalence

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres	Résultat
		Total	Dont directement		(En millions d'Euros)	(En KEUR)
154	AARON Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH i.L., Oberursel	50,00	50,00		-2,3	2
155	FinTech Community Frankfurt GmbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	50,00		n.a.	n.a.
156	G & O Alpha Verwaltungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,1	5
157	G & O Verwaltungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		-0,0	1
158	gatelands Verwaltungs GmbH, Schönefeld	75,00	-0,00		-0,0	2
159	GIZS Verwaltungs-GmbH, Francfort-sur-le-Main	33,33	33,33		-0,0	-10

160	GOB Projektentwicklungsgesellschaft E & A mbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		-0,0	1
161	Helaba-Assekuranz-Vermittlungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	50,00		0,7	367
162	Hessen Kapital I GmbH, Wiesbaden	100,00	100,00		34,1	-436
163	Hessen Kapital II GmbH, Wiesbaden	100,00	100,00		6,6	369
164	Marienbader Platz Projektentwicklungsgesellschaft mbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,1	2
165	Marienbader Platz Projektentwicklungsgesellschaft mbH & Co. Bad Homburg v.d.H. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	-0,00		0,4	5
166	Mittelhessenfonds GmbH, Wiesbaden	100,00	100,00		-2,5	54
167	Multi Park Verwaltungs GmbH, Neu-Isenburg	50,00	-0,00		-0,0	-1
168	Procom & OFB Projektentwicklung GmbH, Hambourg	50,00	-0,00		-0,0	-1
169	Projekt Wilhelmstraße Wiesbaden Verwaltung GmbH, Francfort-sur-le-Main	30,00	-0,00		n.a.	n.a.
170	Projekt Feuerbachstraße Verwaltung GmbH, Francfort-sur-le-Main	70,00	-0,00		-0,0	1
171	Rotunde – Besitz- und Betriebsgesellschaft der S-Finanzgruppe bR, Erfurt	60,00	60,00	33,0	0,6	48
172	SKYGARDEN Arnulfpark Verwaltungs GmbH, Grünwald	50,00	-0,00		-0,0	-0

Entreprises associées, non évaluées par mise en équivalence :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres	Résultat
		Total	Dont directement	Total	(En millions d'Euros)	(En KEUR)
173	Bürgschaftsbank Hessen GmbH, Wiesbaden	21,03	21,03		18,2	930
174	Bürgschaftsbank Thüringen GmbH, Erfurt	31,50	31,50		24,6	1 208
175	Comtesse BTH Limited, Londres, Royaume-Uni	2,66	2,66	25,1	13,0	- 2 128
176	GbR VÖB-ImmobilienAnalyse, Bonn	-0,00	-0,00	20,0	n.a.	n.a.
177	HANNOVER LEASING Verwaltungsgesellschaft mbH, Pullach	49,34	49,34		0,1	2
178	HaemoSys GmbH, Iéna	38,33	-0,00		-4,8	- 524
179	Hessische Landgesellschaft mbH Staatliche Treuhandstelle für ländliche Bodenordnung, Cassel	37,11	37,11		65,0	3 484
180	Liparit Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH & Co. Objekt Benary Vermietungs KG, Mayence	21,62	-0,00		5,6	1 559
181	Logistikzentrum Rodgau GmbH, Schönefeld	25,00	-0,00		-0,9	- 149
182	MBG H Mittelständische Beteiligungsgesellschaft Hessen mbH, Wiesbaden	32,52	32,52		10,0	131
183	Mittelständische Beteiligungsgesellschaft Thüringen mbH, Erfurt	38,56	38,56		22,5	997
184	Riedemannweg 59-60 GbR, Berlin	32,00	32,00		-4,0	198
185	Sparkassen-Marktservice Beteiligungs GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main	50,00	40,00		7,9	- 8
186	Sparkassen-Marktservice Verwaltungs GmbH, Francfort-sur-le-Main	50,00	40,00		-0,0	- 3
187	TF H III Technologiefonds Hessen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Wiesbaden	25,00	25,00		n.a.	n.a.
188	Vierte Airport Bureau-Center KG Airport Bureau Verwaltungs GmbH & Co., Berlin	31,98	31,98		-3,2	- 33

Participation dans le capital supérieure à 20 % :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres	Résultat
		Total	Dont directement	Total	(En millions d'Euros)	(En KEUR)
189	BIL Leasing GmbH & Co. Objekt Verwaltungsgebäude Halle KG i. L., Munich	100,00	-0,00	0,2	-0,0	36

Participation à d'importantes sociétés de capitaux à hauteur de 5 % ou plus :

N°	Dénomination et siège de la société	Participation dans le capital en % conformément au § 16 al. 4 de la loi sur les sociétés par actions (aktg)		Droits de vote (en cas de différence par rapport à la participation dans le capital)	Capitaux propres	Résultat
		Total	Dont directement	Total	(En millions d'Euros)	(En KEUR)
190	Deutscher Sparkassen Verlag Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Stuttgart	5,41	5,41		141,0	13 719

(1) Un contrat de transfert de bénéfices a été conclu avec la société.

(2) Le § 264b du Code de commerce allemand (HGB) a été appliqué pour l'établissement des états comptables et financiers de la société.

(3) Cette société est une filiale dont la classification ne repose pas sur la détention de la majorité des voix de vote.

(4) Le § 264 al. 3 du Code de commerce allemand (HGB) a été appliqué pour l'établissement des états comptables et financiers de la société.

(5) Clôture de l'exercice au 31 janvier.

(6) Les structures cellulaires en silo dans cette entité sont imputables à des tiers.

Non spécifié (n.a.) : les Comptes annuels ne sont pas arrêtés.

### Déclaration des représentants légaux.

« Nous certifions que, à notre connaissance et conformément aux principes comptables applicables, les Comptes annuels consolidés fournissent une image fidèle et juste de la situation patrimoniale et financière et des résultats du groupe, et que le Rapport de gestion du groupe présente l'évolution et la performance des activités de manière à donner une juste représentation de la situation de l'entreprise et décrit les opportunités et les risques majeurs pouvant influencer sur l'évolution future du groupe. »

Frankfort-sur-le-Main/Erfurt, le 28 février 2017

**Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale**

Le Directoire :

H.H. Grüntker

D. Hosemann,

Th. Groß

Dr. K.-J. Mulfinger

J. Fenk

N. Schraad, Dr.

### Information pays par pays conformément au § 26a de la loi allemande relative aux établissements de crédit (KWG)

Les dispositions du § 26a de la loi allemande sur les établissements de crédit (KWG), qui transpose en droit allemand les dispositions de la directive européenne 2013/36/EU (Capital Requirements Directive, CRD IV), prévoient de fournir une information pays par pays.

Cette information porte sur les chiffres d'affaires et le nombre de salariés en 2016, ventilés par État membre de l'UE et par pays tiers dans lesquels les entités consolidées par intégration globale dans les Comptes consolidés au 31 décembre 2016 sont établies ou ont élu domicile (siège).

Les informations sur le chiffre d'affaires, le résultat consolidé et les impôts sur les bénéfices sont fournies avant la prise en compte des incidences liées à la consolidation. Les montants de chiffre d'affaires retenus correspondent au résultat de l'entité intégré aux Comptes consolidés selon les normes IFRS, avant provisions pour risques et charges de gestion administrative. Les chiffres retenus pour le résultat consolidé avant impôts et pour les impôts sur les bénéfices correspondent au solde des contributions à ces deux postes du Compte de résultat consolidé, établis selon les normes IFRS. Les impôts sur les bénéfices se rapportent à l'impôt sur les sociétés de l'entité soumise à une obligation d'information financière.

Le nombre des salariés est établi sur une base équivalente temps plein (ETP). Les sociétés consolidées n'ont pas perçu de subventions publiques en 2016, au sens d'une contribution financière directe de l'UE sous la forme de subventions.

	Chiffre d'affaires (En millions d'Euros)	Résultat consolidé avant impôts sur les bénéfices (En millions d'Euros)	Impôts sur les résultats (En millions d'Euros) (1)	Nombre de salariés (ETP)
Allemagne	1 749	455	- 179	5 356
France		1		16
Irlande	6			3
Royaume-uni	90	72	- 13	67
Union européenne	1 845	528	- 192	5 442
Suisse	36		- 1	105
États-unis	135	35	- 27	87
Autres	- 1	- 2	1	
Total	2 015	561	- 219	5 634

(1) Le taux d'imposition présenté pour un pays peut être impacté par deux effets : les incidences fiscales au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui ne sont pas supportées par les entités consolidées, ne sont pas prises en compte. Par ailleurs, les sociétés qui enregistrent une perte mais ne peuvent comptabiliser de produits d'impôts sur la même période peuvent réduire le résultat global d'un pays et exercer pourtant une incidence nulle ou seulement plus tardive sur la charge fiscale des impôts sur les bénéfices.

Dénomination	Nature de l'activité	Siège/localisation	Pays
1822direkt Gesellschaft der Frankfurter Sparkasse mbh	Entreprise de services annexes	Frankfort-sur-le-Main	Allemagne
Airport Office One gmbh et Co. KG	Autres activités	Schönefeld	Allemagne
BHT Baugrund Hessen-Thüringen gmbh	Autres activités	Cassel	Allemagne
BHT-Baugrund Hessen-Thüringen Gesellschaft für Baulandbeschaffung, Erschließung und Kommunalbau mbh et Co. Objekt FBM Freizeitbad Mühlhausen KG	Établissement financier	Frankfort-sur-le-Main	Allemagne



CORDELIA Verwaltungsgesellschaft mbh	Autres activités	Pullach	Allemagne
DKB Wohnimmobilien Beteiligungs gmbH et Co. KG	Établissement financier	Potsdam	Allemagne
Dritte OFB Friedrichstraße gmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
EGERIA Verwaltungsgesellschaft Mbh	Autres activités	Pullach	Allemagne
Erste ILZ Leipzig gmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Erste OFB Friedrichstraße gmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Erste Veritas Frankfurt gmbH et Co. KG	Autres activités	Kriftel	Allemagne
Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG	Établissement de crédit	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Frankfurter Sparkasse	Établissement de crédit	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
FRAWO Frankfurter Wohnungs- und Siedlungs-Gesellschaft MbH	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
G+S Wohnen in Frankfurt am Main GmbH	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
GGM Gesellschaft für Gebäude- Management mbh	Entreprise de services annexes	Erfurt	Allemagne
GHT Gesellschaft für Projektmanagement Hessen- Thüringen mbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Grundstücksgesellschaft Limes- Haus Schwalbach II Gbr	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Grundstücksverwaltungsgesellschaft Kaiserlei GmbH	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Grundstücksverwaltungsgesellschaft Kaiserlei gmbH et Co. Projektentwicklung Epinayplatz KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
GSG Siedlungsgesellschaft für Wohnungs- und Städtebau mbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
GWH Bauprojekte GmbH	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
GWH Immobilien Holding GmbH	Établissement financier	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
GWH Wohnungsgesellschaft mbh Hessen	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Hafenbogen gmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HANNOVER LEASING Life Invest Deutschland I GmbH et Co. KG	Autres activités	Pullach	Allemagne
HANNOVER LEASING Life Invest Deutschland II GmbH et Co. KG	Autres activités	Pullach	Allemagne
Haus am Brüsseler Platz GmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Haus am Zentralen Platz GmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Helaba Invest Kapitalanlagegesellschaft MbH	Société d'investissement	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Helicon Verwaltungsgesellschaft mbh et Co. Immobilien KG	Établissement financier	Pullach	Allemagne
Hello Darmstadt Projektentwicklung GmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Hewipp II GmbH et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI A-FSP FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI C-FSP FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI FBI FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI FBP FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI FSP FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI H-FSP FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne

HI-HT-KOMP-FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
HI-HTNW-FONDS	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Hi-rentplus-fonds	Fonds d'investissement en valeurs mobilières	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Horrido-Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbh et Co. Vermietungs OHG	Établissement financier	Mayence	Allemagne
HTB Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Kornmarkt Arkaden Dritte gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Kornmarkt Arkaden Erste gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Kornmarkt Arkaden Vierte gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Kornmarkt Arkaden Zweite gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale Succursale de Düsseldorf	Établissement de crédit	Düsseldorf	Allemagne
Landesbank hessen-thüringen girozentrale	Établissement de crédit	Francfort-sur-le-Main/Erfurt	Allemagne
Landesbausparkasse Hessen-Thüringen – entité juridiquement dépendante de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale	Établissement de crédit	Offenbach	Allemagne
Landeskreditkasse zu Kassel – succursale de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale	Établissement de crédit	Cassel	Allemagne
MAVEST Vertriebsgesellschaft mbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
MAVEST Wohnungsbaugesellschaft mbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Merian gmbh Wohnungsunternehmen	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
MS „EAGLE STRAIT“ gmbh et Co. KG	Autres activités	Hambourg	Allemagne
MS „ESSEX STRAIT“ gmbh et Co. KG	Autres activités	Hambourg	Allemagne
Neunte P 1 Projektgesellschaft mbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
OFB Beteiligungen gmbh	Établissement financier	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
OFB Projektentwicklung gmbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Projekt Erfurt B38 gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Projekt Hirschgarten MK8 gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Projektentwicklung Königstor gmbh et Co. KG	Autres activités	Cassel	Allemagne
Projektentwicklung Lutherplatz gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Projektentwicklung Neuwerkstraße 17 gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Projektgesellschaft ILP Erfurter Kreuz mbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
PVG gmbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
SQO Stadt Quartier Offenburg gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Systemo gmbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
TE Kronos gmbh	Établissement financier	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Uniqus Projektentwicklung gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Versicherungsservice der Frankfurter Sparkasse gmbh	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Verso Grundstücksentwicklung gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Verso Projektentwicklung gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne

Vierte OFB Friedrichstraße gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Vierte OFB PE gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen – entité juridiquement dépendante de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale	Établissement de crédit	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Zweite ILZ Leipzig gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Zweite OFB Friedrichstraße gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Zweite OFB PE gmbh et Co. KG	Autres activités	Francfort-sur-le-Main	Allemagne
Montindu S.A./N.V.	Autres activités	Bruxelles	Belgique
Logistica CPH K/S	Autres activités	Copenhague	Danemark
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale Succursale de Paris	Établissement de crédit	Paris	France
Helaba asset services	Établissement financier	Dublin	Irlande
Opusalpha funding ltd	Établissement financier	Dublin	Irlande
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale Succursale de Londres	Établissement de crédit	Londres	Royaume-Uni
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale Succursale de Grand Cayman	Établissement de crédit	Georgetown	Îles Caïmans
Main capital funding ii limited partnership	Établissement financier	St-Héliier	Jersey
Main capital funding limited partnership	Établissement financier	St-Héliier	Jersey
Frankfurter bankgesellschaft (schweiz) AG	Établissement de crédit	Zurich	Suisse
LB (Swiss) Investment AG	Société d'investissement	Zurich	Suisse
Honua'ula partners llc	Autres activités	Wailea	États-Unis
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale Succursale de New York	Établissement de crédit	New York	États-Unis
LHT MSIP LLC	Établissement financier	Wilmington	États-Unis
LHT POWER THREE LLC	Établissement financier	Wilmington	États-Unis
LHT TCW LLC	Établissement financier	Wilmington	États-Unis
LHT TPF II LLC	Établissement financier	Wilmington	États-Unis

### Certification du Commissaire aux comptes

« Nous avons contrôlé les Comptes annuels consolidés de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale, Francfort-sur-le-Main/Erfurt, comprenant le Bilan consolidé, le Compte de résultat consolidé, l'État du résultat global consolidé, la Variation des capitaux propres, le Tableau des flux de trésorerie et l'Annexe, ainsi que le Rapport de gestion du groupe pour l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016. L'établissement des Comptes annuels consolidés et du Rapport de gestion du groupe selon les normes comptables internationales IFRS, dans leurs modalités d'application en vigueur au sein de l'Union européenne (UE), et les dispositions complémentaires du droit commercial allemand, § 315a al. 1 du Code de commerce allemand (HGB), relève de la responsabilité du Directoire de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale. Notre mission est de donner, sur la base de l'expertise à laquelle nous procédons, un avis sur les Comptes annuels consolidés et le Rapport de gestion du groupe.

Nous avons vérifié les Comptes annuels consolidés conformément au § 317 du Code de commerce allemand (HGB), dans le respect des principes comptables définis par l'ordre des experts-comptables en Allemagne (Institut der Wirtschaftsprüfer – IDW). Selon ces règles, l'examen des comptes doit être préparé et exécuté de manière à identifier, avec un niveau de certitude suffisant, la présence éventuelle d'inexactitudes ou de manquements pouvant altérer de manière substantielle la présentation de la situation patrimoniale et financière de l'entreprise et de ses résultats dans les Comptes annuels consolidés, établis selon les règles comptables applicables, et dans le Rapport de gestion du groupe. La définition des procédures d'audit prévoit la connaissance des activités et de l'environnement économique et juridique du groupe ainsi que la prise en compte de la possible présence d'informations erronées dans les états comptables et financiers. Dans le cadre de l'expertise comptable, l'efficacité du système de contrôle interne des états comptables et financiers ainsi que les pièces comptables fondant les chiffres figurant dans les Comptes annuels consolidés et dans le Rapport de gestion du groupe sont vérifiées sur la base de sondages. L'audit comprend le contrôle des comptes sociaux des sociétés consolidées, la définition du périmètre de consolidation, les principes comptables appliqués pour l'établissement du bilan, la méthode de consolidation et les principales évaluations réalisées par le Directoire, ainsi que l'appréciation de l'exposé général des Comptes annuels consolidés et du Rapport de gestion du groupe. Nous estimons que notre audit constitue une base suffisamment fiable pour pouvoir émettre un avis.

Notre audit n'a donné lieu à aucune réserve.

Selon nous, sur la base des éléments relevés lors de l'audit, les Comptes annuels consolidés sont conformes aux normes comptables internationales IFRS, dans leurs modalités d'application en vigueur au sein de l'UE, et aux dispositions complémentaires du droit commercial allemand applicables en vertu du § 315a al. 1 du Code de commerce allemand (HGB). Les Comptes annuels consolidés donnent une image fidèle et juste de la situation patrimoniale et financière de l'entreprise et de ses résultats. Le Rapport de gestion du groupe est en concordance avec les Comptes annuels consolidés, conforme aux dispositions légales, fournit dans son ensemble une image exacte de la situation du groupe et présente de manière pertinente les perspectives d'évolution et les risques à venir. »

Francfort-sur-le-Main, le 28 février 2017

PricewaterhouseCoopers  
Aktiengesellschaft  
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Burkhard Eckes ;  
Commissaire aux comptes

Peter Flick,  
Commissaire aux comptes

**Conseil d'administration**

<b>Nommés par la Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen</b>	
<b>Membres</b>	<b>Membres suppléants</b>
<b>Gerhard Grandke</b> Président-directeur général Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen Francfort-sur-le-Main/Erfurt – Président –	N. N.
<b>Werner Henning, Dr.</b> Conseiller régional Circonscription de Eichsfeld Heiligenstadt – Premier vice-président –	N. N.
<b>Andreas bausewein</b> Maire Ville d'Erfurt Erfurt	<b>Jochen Partsch</b> Maire Ville de Darmstadt Darmstadt
<b>Annette Beller, Dr.</b> Membre du Directoire B. Braun Melsungen AG Melsungen	<b>Ingo Wiedemeier, Dr.</b> Président du Directoire Sparkasse Hanau Hanau – depuis le 11/03/2016 –
<b>Ingo Buchholz</b> Président du Directoire Kasseler Sparkasse Cassel	<b>Wilhelm Bechtel</b> Président du Directoire Stadtsparkasse Schwalmstadt Schwalmstadt
<b>Patrick Burghardt</b> Maire Ville de Rüsselsheim Rüsselsheim	<b>Heiko Wingenfeld, Dr.</b> Maire Ville de Fulda Fulda – depuis le 23/06/2016 –
<b>Stefan Hastrich</b> Président du Directoire Kreissparkasse Weilburg Weilburg – depuis le 23/11/2016 –	<b>Norbert Spory</b> Président du Directoire Sparkasse Wetzlar Wetzlar
<b>Ulrich Zinn</b> Président du Directoire Sparkasse Grünberg Grünberg – jusqu'au 31/03/2016 –	<b>Christian Blechschmidt</b> Président du Directoire Sparkasse Unstrut-Hainich Mühlhausen
N. N.	
<b>Ulrich Heilmann</b> Président du directoire Kyffhäusersparkasse artern-sondershausen Sondershausen – jusqu'au 31/08/2016 –	
<b>Bertram Hilgen</b> Maire Ville de Cassel Cassel Günter Högner Président du Directoire Nassauische Sparkasse Wiesbaden	<b>Sven Gerich</b> Maire Ville de Wiesbaden Wiesbaden
	<b>Oliver Klink</b> Président du Directoire Taunus Sparkasse

– depuis le 11/03/2016 –

#### Membres

##### Manfred Michel

Conseiller régional  
Circonscription de Limburg-Weilburg  
Limburg an der Lahn

##### Frank Nickel

Président du Directoire Sparkasse Werra-Meißner Eschwege

##### Thorsten Schäfer-Gümbel

Membre du Landtag de Hesse  
Wiesbaden

##### Helmut Schmidt

Président du Directoire  
Kreissparkasse Saale-Orla Schleiz  
– depuis le 11/03/2016 –

##### Uwe Schmidt

Conseiller régional  
Circonscription de Cassel  
Cassel

##### Wolfgang Schuster

Conseiller régional  
Circonscription de Lahn-Dill Wetzlar

##### Eric Tjarks, Dr.

Président du Directoire  
Sparkasse Bensheim  
Bensheim

#### Nommés par le Land de Hesse

#### Membres

##### Thomas Schäfer, Dr.

Ministre d'État Ministère des Finances de Hesse  
Wiesbaden  
– Deuxième vice-président –

##### Clemens Reif

Membre du Landtag de Hesse  
Wiesbaden

#### Nommés par l'État libre de Thuringe

#### Membres

##### Hartmut Schubert, Dr.

Secrétaire d'État  
Ministère des Finances de Thuringe  
Erfurt

#### Nommés par la Rheinischer Sparkassen- und Giroverband

#### Membres

##### Alexander Wüerst

Président du Directoire  
Kreissparkasse Köln  
Cologne  
– depuis le 18/04/2016 –  
– Troisième vice-président depuis le 27/06/2016 –

#### Nommés par la Sparkassenverband Westfalen-Lippe

#### Membres

##### Christoph Krämer, Dr.

Président du Directoire  
Sparkasse Iserlohn Iserlohn

Bad Homburg v. d. H.

#### Membres suppléants

##### Ulrich Krebs

Conseiller régional  
Circonscription du Haut-Taunus  
Bad Homburg v. d. H.

##### Reinhard Faulstich

Président du Directoire  
Sparkasse Bad Hersfeld-Rotenburg  
Bad Hersfeld

##### Peter Feldmann

Maire  
Ville de Francfort-sur-le-Main  
Francfort-sur-le-Main

##### Marina Heller

Présidente du Directoire  
Rhön-Rennsteig Sparkasse  
Meiningen

##### Anita Schneider

Conseillère régionale  
Circonscription de Gießen  
Gießen

##### Thomas Will

Conseiller régional  
Circonscription de Groß-Gerau  
Groß-Gerau

##### Jürgen Schüdde

Président du Directoire  
Sparkasse Starkenburg  
Heppenheim

#### Membres suppléants

##### Tarek Al-Wazir

Ministre d'État Ministère de l'Économie,  
de l'Énergie, des Transports et du Développement de Hesse  
Wiesbaden

##### Frank Lortz

Membre du Landtag de Hesse  
Wiesbaden

#### Membres suppléants

##### Werner Pidde, Dr.

Membre du Landtag de Thuringe  
Erfurt

#### Membres suppléants

Birgit Roos, Dr.  
Présidente du Directoire Sparkasse  
Krefeld Krefeld  
– depuis le 13/06/2016 –

##### Alexander Wüerst

Président du Directoire Kreissparkasse  
Köln Cologne  
– jusqu'au 17/04/2016 –

#### Membres suppléants

##### Sven-Georg Adenauer, Dr. h. c.

Conseiller régional Circonscription de Gütersloh Gütersloh  
– depuis le 28/01/2016 –

##### Heinz Paus

Maire honoraire Paderborn

**Nommés par Fides Beta gmbh****Membres****Georg Fahrenschon**

Président Deutscher Sparkassen- und Giroverband e. V. Berlin

**Nommés par Fides Alpha gmbh****Membres**

Arnd Zinnhardt

Membre du Directoire Software AG  
Darmstadt

**Représentants des salariés de la banque au Conseil d'administration****Membres**

Thorsten Derlitzki

Fondé de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– Quatrième vice-président –

Frank Beck

Directeur adjoint de département

Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

**Membres****Brigitte Berle**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– jusqu'au 31/05/2016 –

**Werner Dölitzscher**

Directeur de département

Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– jusqu'au 30/09/2016 –

**Gabriele Fuchs**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

**Anke Glombik**

Fondée de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen

Erfurt

– depuis le 01/10/2016 –

**Thorsten Kiwitz**

Directeur adjoint de département

Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

**Christiane Kutil-Bleibaum**

Directrice de département Landesbank Hessen-Thüringen

Düsseldorf

**Annette Langner**

Fondée de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

**Susanne Noll**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

**Hans Peschka**

Directeur adjoint de département

Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– jusqu'au 30/06/2016 –

**Jürgen Pilgenröther**

Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– depuis le 01/06/2016 –

**Birgit Sahlinger-Rasper**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– jusqu'au 27/01/2016 –

**Membres suppléants****Karl-Peter Schackmann-Fallis, Dr.**

Membre du Directoire Deutscher Sparkassen- und Giroverband e. V. Berlin

**Membres suppléants**

Siegmar Müller

Président du Directoire Sparkasse Germersheim-Kandel  
Kandel

**Membres suppléants\***

Jürgen Pilgenröther

Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– jusqu'au 31/05/2016 –

Thomas Sittner

Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

– jusqu'au 30/06/2016 –

**Membres suppléants\*****Anke Glombik**

Fondée de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen Erfurt

– jusqu'au 30/09/2016 –

**Robert Becker, Dr.**

Vice-directeur de banque Landesbank Hessen-Thüringen

New York

**Sven Ansorg**

Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Erfurt

**Jens Druyen**

Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Düsseldorf

**Wilfried Carl**

Directeur adjoint de département Landesbank Hessen-Thüringen

Cassel

– jusqu'au 31/07/2016 –

**Ursula Schmitt**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Wirtschafts- und Infrastrukturbank

Hessen Offenbach

**Rainer Baur**

Fondé de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen

Düsseldorf

**Thomas Buchmayer**

Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Offenbach

**Petra Barz**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main

**Ute Opfer**

Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen

Cassel

**Erika Claus-Kassella**

Fondée de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen

Francfort-sur-le-Main – depuis le 01/06/2016 –

<b>Susanne Schmiedebach</b> Fondée de pouvoir Landesbank Hessen-Thüringen Düsseldorf	<b>Astrid Mitteldorf</b> Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen Offenbach – depuis le 01/07/2016 –
<b>Thomas Sittner</b> Employé de banque Landesbank Hessen-Thüringen Francfort-sur-le-Main – depuis le 01/07/2016 –	<b>Angelika Schröder</b> Employée de banque Landesbank Hessen-Thüringen Cassel – depuis le 01/08/2016 –
	N. N.
<i>(*) L'ordre des membres suppléants des représentants des salariés au Conseil d'administration découle du résultat des élections au Conseil d'administration.</i>	

Assemblée des garants.

**Stefan Reuß**

Conseiller régional  
Circonscription de Werra-Meißner  
Eschwege  
– Président –

**Rolf Gerlach, Dr.**

Président  
Sparkassenverband Westfalen-Lippe  
Münster  
– Vice-président –

**Helmut Schleweis**

Président du Directoire  
Sparkasse Heidelberg  
Heidelberg  
– Vice-président –

**Georg Sellner**

Président du Directoire  
Sparkasse Darmstadt  
Darmstadt  
– Vice-président –

**Heike Taubert**

Ministre  
Ministère des Finances de Thuringe  
Erfurt  
– Vice-présidente –

**Dieter Bauhaus**

Président du Directoire  
Sparkasse Mittelthüringen  
Erfurt

**Volker Bouffier**

Ministre-président de la Hesse  
Chancellerie de la Hesse  
Wiesbaden

**Michael Breuer**

Président  
Rheinischer Sparkassen- und Giroverband  
Düsseldorf

**Sigrid Erfurth**

Membre du Landtag de Hesse  
Wiesbaden

**Georg Fahrenschon**

Président  
Deutscher Sparkassen- und Giroverband e. V.  
Berlin

**Alois Früchtl**

Président du Directoire  
Sparkasse Fulda  
Fulda

**Gerhard Grandke**

Président-directeur général  
Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen  
Francfort-sur-le-Main/Erfurt

**Claus Kaminsky**

Maire  
Ville de Hanau  
Hanau

**Thomas Müller**

Conseiller régional  
Circonscription de Hildburghausen  
Hildburghausen

**Günter Sedlak**

Président du Directoire  
Sparkasse Oberhessen  
Friedberg

N. N.

Comité consultatif des entreprises/institutions du secteur public, des collectivités locales et des caisses d'épargne (ÖUIKS)

**Gerhard Grandke**

Président-directeur général  
Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen  
Francfort-sur-le-Main/Erfurt  
– Président –

**Herbert Hans Grüntker**

Président du Directoire  
Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale  
Francfort-sur-le-Main  
– Vice-président –

**Burkhard Albers**

Conseiller régional  
Circonscription de Rheingau-Taunus  
Bad Schwalbach

**Constantin H. Alsheimer, Dr.**

Président du Directoire  
Mainova AG  
Francfort-sur-le-Main

**Uwe Becker**

Trésorier municipal  
Ville de Francfort-sur-le-Main  
Francfort-sur-le-Main

**Jakob Brähler**

Président du Directoire  
Deutsche Rentenversicherung Hessen  
Francfort-sur-le-Main  
– jusqu'au 31/01/2016 –

**Guido Braun**

Président du Directoire  
Städtische Sparkasse Offenbach a. M.  
Offenbach-sur-le-Main

**Uwe Brückmann**

Directeur régional  
Landeswohlfahrtsverband Hessen  
Cassel

**Andreas Feicht**

Président du Directoire  
WSW Energie und Wasser AG  
Berlin  
– depuis le 01/07/2016 –

**Thomas Hain, Dr.**

Directeur  
Nassauische Heimstätte GmbH  
Francfort-sur-le-Main

**Dieter Hassel**

Directeur commercial  
Rheinenergie AG  
Cologne  
– depuis le 01/07/2016 –

**Andreas Heller**

Conseiller régional



Circonscription de Saale-Holzland  
Eisenberg

**Renate Hötte**

Première conseillère régionale  
Landschaftsverband Rheinland  
Cologne  
– depuis le 01/07/2016 –

**Frank Junker**

Membre du Directoire  
FAAG – Frankfurter Aufbau AG  
Francfort-sur-le-Main

**Jürgen Kuhn**

Vice-président du Directoire  
Sparkasse Langen-Seligenstadt  
Seligenstadt

**Brigitte Lindscheid**

Chef du gouvernement du district  
Gouvernement du district de Darmstadt  
Darmstadt

**Matthias Löb**

Directeur  
Landschaftsverband Westfalen-Lippe  
Münster  
– depuis le 01/07/2016 –

**Henning Müller-Tengelmann, Dr.**

Directeur commercial  
Stadtwerke Münster GmbH  
Münster  
– depuis le 01/07/2016 –

**Guntram Pehlke**

Président du Directoire  
DSW21 Dortmunder Stadtwerke AG  
Dortmund  
– depuis le 01/07/2016 –

**Hans-Joachim Reck**

Directeur général  
Verband kommunaler Unternehmen e. V.  
Berlin

**Stefan G. Reindl**

Porte-parole du Directoire  
TEAG – Thüringer Energie AG  
Erfurt  
– depuis le 01/07/2016 –

**Knut Ringat, Prof.**

Directeur et porte-parole du Directoire  
Rhein-Main-Verkehrsverbund GmbH  
Hofheim am Taunus  
– depuis le 01/07/2016 –

**Klaus Peter Schellhaas**

Conseiller régional  
Circonscription de Darmstadt-Dieburg  
Darmstadt

**Michael Schmitz**

Membre du Directoire  
Berufsgenossenschaft Holz und Metall  
Mayence  
– depuis le 01/07/2016 –

**Ralf Schodlok**

Président du Directoire  
ESWE Versorgungs AG  
Wiesbaden

**Albrecht Schröter, Dr.**

Maire  
Ville de Iéna  
Iéna

**Martina Schweinsburg**

Conseillère régionale  
Circonscription de Greiz  
Greiz

**Volker Sparmann**

Chargé de mission Mobilité pour le ministère de  
l'Économie, de l'Énergie, des Transports et du Développement de Hesse  
House of Logistics & Mobility (HOLM) GmbH  
Francfort-sur-le-Main

**Heinz Thomas Striegler**

Responsable du Conseil supérieur évangélique  
Responsable du conseil d'administration  
Église évangélique de Hesse-Naussau  
Darmstadt

**Axel ter Glane**

Directeur de ministère  
Ministère des Finances de Thuringe  
Erfurt

**Peter Traut, Dr.**

Président  
IHK Südthüringen  
Suhl

**Berthold Tritschler**

Directeur administratif  
Hessischer Rundfunk  
Francfort-sur-le-Main

**Georg von Meibom**

Directeur  
EAM Verwaltungs GmbH  
Cassel  
– depuis le 01/07/2016 –

**Marcus Wittig**

Président du Directoire  
Duisburger Versorgungs- und  
Verkehrsgesellschaft mbH  
Duisbourg  
– depuis le 01/07/2016 –

**Bernd Woide**

Conseiller régional  
Circonscription de Fulda  
Fulda

**Stefan Wolf**

Maire  
Ville de Weimar  
Weimar

**Ulrich-Bernd Wolff von der Sahl**

Président du Directoire  
SV SparkassenVersicherung Holding AG  
Stuttgart

**Peter Zaiß**

Directeur  
SWE Stadtwerke Erfurt GmbH  
Erfurt

### Rapport du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration et les comités formés en son sein ont supervisé la conduite de l'activité par le Directoire et contrôlé la conformité aux dispositions légales et statutaires. Ils ont été informés de tous les événements majeurs et impliqués dans toutes les opérations importantes pour la banque ou ses participations.

Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration a été régulièrement informé, au cours des cinq séances qu'il a tenues lors de l'exercice 2016, de l'évolution de l'activité, des résultats et de l'exposition aux risques de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale et du groupe de la banque régionale (Landesbank). À ce titre, des rapports l'ont tenu régulièrement informé des actuelles évolutions des marchés financiers internationaux et des marchés bancaires, mais aussi de leurs incidences sur la situation de la banque en termes de résultat, de liquidités et de risques, ainsi que des mesures de pilotage prises par le Directoire.

Le Directoire a débattu avec le Conseil d'administration des stratégies d'activités et de risques pour 2017 ainsi que de la planification opérationnelle, de la planification pluriannuelle à moyen terme, y compris celles des capitaux propres. Le Conseil d'administration a été, dans les plus brefs délais, tenu informé des rapports de gestion des risques, établis conformément aux dispositions réglementaires allemandes (MaRisk), qui ont été présentés chaque trimestre au Comité des crédits et des risques du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a par ailleurs pris connaissance de la stratégie IT et de la stratégie d'externalisation pour 2017.

Au cours des séances du Conseil d'administration, l'audit interne a régulièrement fait état des principaux résultats de vérifications ainsi que des contrôles de la mise en œuvre de mesures prises en vue de remédier aux déficiences constatées. Le Conseil a pris connaissance des rapports du service de conformité à la réglementation des marchés financiers et du service de conformité aux règles de gestion des risques (MaRisk), du rapport d'activités des responsables du groupe en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux ainsi que de l'analyse qui répertorie et examine l'exposition du groupe aux risques de blanchiment des capitaux, de financement du terrorisme et de tout autre agissement illicite.

En novembre 2016, la BCE a communiqué à la banque sa décision relative à l'établissement d'exigences prudentielles (décision SREP), dont le Conseil d'administration a été informé. De plus, le Directoire a rendu compte au Conseil d'administration du déroulement des audits réalisés par la BCE :

- examen thématique de la gouvernance des risques et l'appétit au risque ;
- audit local de la gestion des risques des activités de crédit, axé sur le crédit immobilier professionnel ;
- contrôle local de l'audit interne ;
- contrôle local de la gouvernance interne (culture et comportement).

L'équipe d'audit de la banque centrale néerlandaise mandatée par la BCE afin de contrôler la gouvernance interne a participé à une séance du Conseil d'administration et présenté les points clés de l'audit (rôle du Directoire et du Conseil d'administration, processus de décision et interaction entre le Directoire et le Conseil d'administration).

Lors de ses séances, le Conseil d'administration a en outre été informé par le Directoire des sujets essentiels suivants :

- test de résistance de l'Autorité bancaire européenne (ABE) 2016 ;
- transactions opérées au jour de détachement de dividendes ;
- positionnement stratégique de la LBS Hessen-Thüringen ;
- participation de Helaba au dispositif de paiement « paydirect » ;
- cession de la participation auprès de HANNOVER LEASING ;
- planification de résolution ;
- actualisation du plan d'assainissement de Helaba ;
- projet stratégique du numérique ;
- mise en œuvre d'un nouveau système bancaire central ;
- plan directeur IT 2020 ;
- conclusion du projet Helaba PRO (optimisation des processus et des ressources).

Au cours de l'exercice 2016, trois sessions d'information ont été organisées par Helaba à l'attention des membres des organes de direction et de contrôle de la banque, auxquelles ont notamment participé des intervenants extérieurs. Ces sessions entrent dans le cadre de la formation continue aux métiers de la banque, qui compte parmi les exigences requises en termes de compétence pour l'exercice de mandats au sein d'organes de direction et de surveillance, conformément aux dispositions du § 25d al. 4 de la loi allemande sur les établissements de crédit (KWG). Ces sessions ont notamment été consacrées aux exigences incombant aux membres de la direction et aux membres d'instances de surveillance et d'administration, mais aussi aux règles prudentielles, aux évolutions actuelles des pratiques de surveillance et aux exigences réglementaires en matière de technologies de l'information. De plus, les activités clés des secteurs Marchés des capitaux, Banque transactionnelle et Corporate Finance ont été présentées en détail.

#### Comités du Conseil d'administration.

Les comités du Conseil d'administration (Comité des crédits et des risques, Comité d'audit, Comité du personnel et des rémunérations, Comité de nomination, Comité d'investissement, Comité d'étude des projets de construction et Comité de la WIBank) ont assisté le Conseil d'administration dans ses missions et émis des recommandations afin de l'assister dans l'arrêté des résolutions. Les missions des différents comités sont définies conformément aux dispositions du § 25d al. 7 sqq. de la loi KWG ainsi qu'aux dispositions du règlement intérieur du Conseil d'administration et de ses comités. Les présidents ou vice-présidents des comités ont informé le Conseil d'administration du résultat des délibérations menées au sein de chacun des comités dont ils ont la charge.

Le Comité des crédits et des risques a tenu quatorze séances pendant l'exercice, dont une de deux jours à huis clos consacrée à des sujets relevant de la réglementation prudentielle bancaire et de la stratégie du crédit. Dans le cadre de ses attributions, le Comité est compétent en matière d'autorisation d'octroi de crédits et pour la mise en œuvre des dispositions du § 25d al. 8 de la loi KWG. Il conseille notamment le Conseil d'administration sur la stratégie de gestion des risques de crédit et la situation actuelle et future en matière de prise de risques. Enfin, il assiste le Conseil d'administration pour la surveillance de la mise en œuvre de cette stratégie par le Directoire. Le Comité veille également à ce que les conditions d'attribution des crédits aux clients soient en accord avec le modèle économique et la structure de risques de la banque. À chaque trimestre, le Comité a étudié le rapport total de risques du groupe Helaba et préparé la stratégie de gestion des risques de l'exercice 2017.

Au cours de l'exercice, le Comité d'audit a tenu quatre séances. En application des dispositions du § 25d al. 9 de la loi KWG, il a procédé à l'audit des Comptes annuels de la banque et du groupe et à la vérification des opérations réalisées sur les valeurs mobilières selon les dispositions du § 36 al. 1 de la loi allemande relative à ces opérations (WpHG). Par ailleurs, le Comité d'audit a été informé de la planification des audits des comptes sociaux et des Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2016. L'état d'avancement dans la levée des réserves soulevées dans les rapports d'audit relatifs aux états comptables 2015 ainsi que les actions correctrices engagées dans le prolongement des conclusions des audits relatifs aux règles prudentielles lui ont également été communiqués et il a pris connaissance du rapport annuel du département d'audit. De plus, le Comité d'audit s'est chargé du processus de sélection du Commissaire aux comptes chargé de certifier les comptes annuels 2018 et suivants. Il a pris connaissance des résultats de ce processus auprès de la banque. À la suite de la validation de ces résultats et après avoir examiné lui-même les offres et présentations, il a soumis une proposition de Commissaire aux comptes à partir de l'année 2018 au Comité de l'Assemblée des garants.

Le Comité de nomination s'est réuni trois fois pendant l'exercice. En application des dispositions du § 25d al. 11 de la loi KWG, le Comité a analysé le questionnaire d'évaluation de l'action du Conseil d'administration. Ce questionnaire tient compte des dispositions du § 25d al. 11 de la loi KWG qui prévoient une évaluation régulière de la structure, la taille, la composition et l'action des organes d'administration et de surveillance, ainsi qu'une évaluation des connaissances, des compétences et de l'expérience de leurs membres. Le Comité a également débattu de propositions de nomination de membres statutaires et de leurs représentants du Conseil d'administration et a émis des recommandations au Conseil d'administration.

En application des dispositions du § 25d al. 12 de la loi KWG, le Comité du personnel et des rémunérations a, lors de ses deux séances tenues pendant l'exercice 2016, abordé les aspects matériels de la réglementation allemande sur les systèmes de rémunération dans les établissements bancaires (IVV). Le Comité a en outre été informé des résultats de l'analyse des risques réalisée conformément au § 18 al. 2 de la réglementation allemande IVV visant à identifier les collaborateurs dont les activités ont une influence majeure sur le profil de risque global de la banque, et a pris connaissance du rapport du délégué aux questions de rémunération.

Le Comité s'est par ailleurs concentré sur :

- l'évaluation des effets des systèmes de rémunération sur la gestion des risques, des capitaux et des liquidités ;
- l'implication régulière des fonctions de contrôle interne et/ou d'autres entités pertinentes dans la surveillance de la conception des systèmes de rémunération ;
- le rapport des rémunérations de Helaba et
- les nouveautés apportées par la révision de la réglementation IVV.

Le Comité WIBank, chargé conformément au § 26 des Statuts de Helaba de la surveillance des activités de développement de la WIBank, a tenu six séances au cours de l'exercice. Il s'est penché sur les Comptes annuels, l'évolution opérationnelle et la stratégie commerciale et de gestion des risques de la WIBank.

Le Comité d'investissement a été informé, dans le cadre d'une séance, des participations stratégiques de la banque et a remis au Conseil d'administration, dans le cadre de ses attributions, des recommandations relatives aux participations du groupe.

Le Comité d'étude des projets de construction a tenu une seule séance au cours de l'exercice et s'est tenu informé de l'évolution du marché immobilier ainsi que du portefeuille immobilier de la banque.

Audit et validation des Comptes annuels 2016. — Le Commissaire aux Comptes PricewaterhouseCoopers Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft a procédé à l'audit des Comptes annuels de l'exercice 2016 et du Rapport de gestion y afférent. Les Comptes annuels ont été certifiés sans réserve. Lors de sa séance du 24 mars 2017, le Conseil d'administration a arrêté les Comptes annuels de la banque, approuvé le Rapport de gestion et soumis à l'approbation de l'Assemblée des garants une demande de quitus pour le Directoire et le Conseil d'administration au titre de l'exercice 2016.

Nomination au Directoire

Rainer Krick a pris sa retraite au 31 juillet 2016.

Après approbation du Conseil d'administration le 9 décembre 2016 et sous réserve de l'accord de la BCE, l'Assemblée des garants de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale a nommé Hans-Dieter Kemler membre du Directoire avec effet dans les meilleurs délais. Au cours de la même séance et après approbation du Conseil d'administration, l'Assemblée des garants a statué en faveur de la reconduction de Thomas Groß en tant que Vice-Président du Directoire avec effet à partir du 15 octobre 2017.

Le Conseil d'administration remercie les membres du Directoire ainsi que l'ensemble des collaborateurs de la banque pour le travail accompli au cours de l'exercice.

Francfort-sur-le-Main, le 24 mars 2017.

*Le Président du Conseil d'administration de la Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*

**Gerhard Grandke**

Président-directeur général

de la Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen.

## Rapport de l'Assemblée des garants

Au cours des quatre séances qu'elle a tenues lors de l'exercice 2016, l'Assemblée des garants s'est acquittée des missions qui lui sont conférées par la loi et les Statuts de Helaba. Ainsi, elle a été informée des événements majeurs, de la planification annuelle et de la planification pluriannuelle à moyen terme, y compris en matière de gestion prévisionnelle des capitaux propres, et a examiné la stratégie opérationnelle et la gestion des risques pour 2017. Par ailleurs, elle a régulièrement pris connaissance des rapports sur l'activité opérationnelle, l'évolution des résultats et les risques encourus par la banque. Le Comité de l'Assemblée des garants a tenu trois séances au cours desquelles il a notamment vérifié si les principes régissant la structure de rémunération du Directoire de la Landesbank Hessen-Thüringen étaient toujours adaptés face aux dispositions de la réglementation allemande sur les systèmes de rémunération des établissements bancaires (IVV). Il a également analysé le questionnaire d'évaluation de l'action du Directoire, conformément au § 25d de la loi allemande sur les établissements de crédit (KWG), ainsi que le processus de sélection du Commissaire aux comptes pour les exercices 2018 et suivants.

Lors de ses séances, l'Assemblée des garants a été informée par le Directoire des sujets essentiels suivants :

- test de résistance de l'Autorité bancaire européenne (ABE) 2016 ;
- transactions opérées au jour de détachement de dividendes ;
- positionnement stratégique de la LBS Hessen-Thüringen ;
- participation de Helaba au dispositif de paiement « paydirect » ;
- cession de la participation auprès de HANNOVER LEASING ;
- planification de résolution ;
- actualisation du plan d'assainissement de Helaba ;
- projet stratégique du numérique ;
- mise en œuvre d'un nouveau système bancaire central ;
- plan directeur IT 2020 ;
- conclusion du projet Helaba PRO (optimisation des processus et des ressources).

Après délibération de son Comité, l'Assemblée des garants a analysé le questionnaire d'évaluation de l'activité du Directoire. Pour ce faire, les dispositions du § 25d al. 11 de la loi KWG, qui prévoient une évaluation régulière de la structure, de la composition et de l'action du Directoire, ont été prises en considération. Dans le cadre de ses compétences statutaires, l'Assemblée des garants a délibéré pour arrêter le choix du Commissaire aux comptes chargé de certifier les Comptes annuels 2016 et, après délibération préalable au sein du Comité d'audit et de son Comité, a approuvé le choix du Commissaire aux comptes pour les années 2018 et suivantes.

L'Assemblée des garants a également examiné les questions relatives à la composition du Directoire. Après approbation du Conseil d'administration le 9 décembre 2016 et sous réserve de l'accord de la BCE, elle a nommé Hans-Dieter Kemler membre du Directoire avec effet dans les meilleurs délais. Au cours de la même séance et après approbation du Conseil d'administration, l'Assemblée des garants a statué en faveur de la reconduction de Thomas Groß en tant que Vice-Président du Directoire avec effet à partir du 15 octobre 2017. Rainer Krick a pris sa retraite au 31 juillet 2016.

Par décision du 24 mars 2017, l'Assemblée des garants a approuvé les Comptes annuels et le Rapport de gestion de la banque, et a donné quitus au Directoire et au Conseil d'administration pour l'exercice 2016. Elle a par ailleurs décidé de l'affectation suivante du bénéfice distribuable, d'un montant de 90 000 000 euros : 61 588 000 euros sont affectés à la rémunération du capital social, et 28 412 000 euros à la rémunération de l'apport en capital du Land de Hesse.

L'Assemblée des garants tient à remercier les membres du Directoire ainsi que l'ensemble des collaborateurs de la banque pour le travail accompli au cours de l'exercice.

Francfort-sur-le-Main, le 24 mars 2017.

Le Président de l'Assemblée des garants  
de la Landesbank Hessen-Thüringen  
Girozentrale

**Stefan Reuß**  
*Conseiller régional*  
Président de la Sparkassen- und  
Giroverband Hessen-Thüringen.

**1703920**